

INpreCOR

Numéro 335 du 19 juillet au 1er août 1991 ♦ 20 FF 5 FS 100 FB

DETTE : Diviser pour mieux régner



KAL^{dt}
D.R.T. - S.M.
C.W. - 8/90

- TURQUIE : Les tribulations d'Özal
- YOUGOSLAVIE : Les racines du conflit
- ETHIOPIE : L'après-Mengistu

INpreCOR

**SOMMAIRE DU NUMERO 335
DU 19 JUILLET AU 1er AOUT 1991**

3

YUGOSLAVIE
De Tito à "Slobo"
Interview de Michele LEE

5

EUROPE DE L'EST
Le festin des riches
Oliver MAC DONALD

10

UNION SOVIETIQUE
Les charmes de la privatisation
DOCUMENT

11

TIERS MONDE
Les saigneurs des pauvres
Paul VERBRAEKEN

14

BRESIL
La facture est impayable !
Interview de "Lula"

15

ALLEMAGNE
Sur l'autel du capitalisme
Interview de Jakob MONETA

18

ETHIOPIE
Une mosaïque ethnique fragile
SAMAALÉ

21

TURQUIE
« Il y a pire que pire »
Fuat ORÇUN

27

GOLFE
Aux frontières du Golfe
Interview d'Ifafes

28

IRAN
"Normalisation" ?
Interview de M. KAFALÉ

29

PHILIPPINES
Chronique d'un débat attendu
Paul PETITJEAN

34

GRANDE-BRETAGNE
L'arsenal antisyndical
Alan THORNETT

36

NOUVELLES DU MONDE
AFRIQUE DU SUD — TUNISIE
GRANDE-BRETAGNE — FRANCE

*Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.*

Ce n'est qu'un au revoir !

APRES ce premier semestre riche en événements (guerre du Golfe, crises yougoslave et algérienne, etc.), voilà venu pour tous le moment de prendre un peu de repos. Vous ne retrouverez votre "revue préférée" que le 13 septembre...

D'ICILA, pour que l'oisiveté ne vous pèse pas trop, ce numéro spécial 36 pages vous propose un dossier important sur les pratiques du "club" des riches envers les pays de l'Est européen et du tiers monde.

VOUS Y TROUVEREZ également une analyse sur les causes du conflit yougoslave, une présentation des débats actuels de la gauche philippine, un état des lieux de l'Ethiopie, etc.

BONNES siestes...

La rédaction

INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Éditée par PEC
(Presse-Édition-Communication)

Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :
Christian Lamotte
Commission paritaire
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél. : 45 32 06 23

ABONNEMENT (22 numéros par an)

France - Europe
140 FF pour six mois. 280 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient - DOM-TOM
155 FF pour six mois. 310 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie
180 FF pour six mois. 360 FF pour un an.

Pli fermé
France : 200 FF pour six mois. 405 FF pour un an.
Europe : 215 FF pour six mois. 430 FF pour un an.
Autres continents : nous écrire.

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre
de "PEC", à adresser à *Inprecor*,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte n° 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal
n° 2.322.42 T Paris.

Abonnement

Réabonnement

Moins de 25 ans et chômeurs (100 FF, 6 mois)

Nom Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

De Tito à "Slobo"

Malgré la signature de différentes trêves, la crise yougoslave est loin d'être réglée — les projets de Slobodan Milosevic ("Slobo") de construire la "Grande Serbie" ne peuvent admettre les menaces de sécession de la Slovénie et surtout de la Croatie.

Michele Lee est spécialiste de la Yougoslavie et collaboratrice régulière d'*Inprecor* ; *Socialist Outlook*, journal marxiste-révolutionnaire britannique, l'a interviewée sur les origines de cette crise (1).

SOCIALIST OUTLOOK : *Quand les communistes de Tito sont arrivés au pouvoir, en 1945, comment ont-ils abordé la question nationale ?*

Michele LEE : L'approche des communistes du problème des nationalités a été déterminée avant et pendant la guerre, et non après. Dès 1943, il était évident que la nouvelle Yougoslavie serait une fédération basée sur l'égalité nationale ; en somme, sur ce sujet, les communistes yougoslaves ont suivi Lénine. La vieille Yougoslavie, née en 1918, était un Etat qui avait réconcilié les intérêts de trois nationalités : les Serbes, les Croates et les Slovènes. Il se basait sur le fait qu'il était le seul cadre permettant de libérer ces trois nationalités de la domination étrangère, ainsi que leur unification en tant qu'entités nationales. Les communistes sont allés plus loin, en présentant l'autodétermination comme un droit universel qu'il fallait aussi garantir à la Macédoine, à la Bosnie-Herzégovine et au Monténégro.

La lutte des partisans de Tito avait trois volets : la libération du fascisme allemand, le renversement du capitalisme et l'établissement d'Etats nationaux pour les six nations dans le cadre de la fédération yougoslave.

Bien sûr, dans la pratique, ce projet limitait le pouvoir de la Serbie qui, malgré le regroupement des trois autres nationalités, dominait l'Etat dans la vieille Yougoslavie. Les communistes se sont adressés directement à la population serbe en lui expliquant que, dans la mesure où elle était minoritaire dans plusieurs régions, elle ne pourrait que sortir bénéficiaire de l'existence d'une fédération plus large et plus égalitaire.

Cette politique s'est concrétisée dans le système fédéral. Les frontières des républiques actuelles ressemblent beaucoup

à celles des régions de commandement militaire instaurées par les partisans communistes durant la guerre.

La population albanaise du Kosovo désirait s'unifier avec l'Albanie — après la guerre, il existait un projet pour créer une fédération des Balkans, avec la participation des Albanais ; mais dès que ce plan est tombé à l'eau, le gouvernement de Tito a décidé qu'il résoudreait la question albanaise en Yougoslavie même.

Durant les quinze premières années, le pouvoir politique a été réellement centralisé. Mais pendant les années 60 et 70, les républiques ont acquis plus de pouvoir, surtout avec la promulgation de la nouvelle Constitution, en 1974, qui était révolutionnaire dans la mesure où elle donnait au Kosovo et la Vojvodine le statut de membres à part entière. C'est ce statu quo que Milosevic a rompu petit à petit, en commençant par incorporer le Kosovo et la Vojvodine.

◆ *Comment qualifierais-tu la Yougoslavie de Tito ? Etait-elle stalinienne ?*

Oui et non. Bien sûr, le processus qui a porté les communistes au pouvoir était une véritable révolution sociale populaire — en Yougoslavie, comme en Albanie, la direction communiste n'a pas été imposée de l'extérieur comme dans d'autres pays d'Europe de l'Est.

Mais, à l'époque de la révolution, la classe ouvrière était très faible, elle ne représentait sans doute que 10 % de la population. Il a donc fallu que le Parti communiste se construise au sein de la paysannerie en adoptant certaines de ses apparences culturelles et politiques ; mais, dans une certaine mesure, le Parti a fait la révolution "au nom" de la classe ouvrière.

En même temps, Tito lui-même était un pur produit du Komintern stalinisé. Il

était convaincu que les acquis de 1943-45 ne pourraient être préservés qu'à travers le pouvoir centralisé du Parti communiste (la future Ligue des communistes yougoslaves, LCY) sur la vie économique et politique. Ces traits autoritaires ont été aggravés par le fait que le Parti a pris le pouvoir dans des conditions de guerre.

◆ *Comment s'explique la prise de distance entre Moscou et Belgrade, à la fin des années 40 ?*

Staline voulait absolument contrôler le Parti yougoslave. Il voulait que la Yougoslavie lui soit totalement subordonnée, comme les autres pays d'Europe de l'Est. Mais une telle éventualité était une question de vie ou de mort pour les appareils de l'Etat et du Parti yougoslaves ; la domination de Moscou aurait signifié la fin de toute égalité entre les nationalités — la Serbie revenant à ses positions dominatrices d'avant-guerre — et la promotion des militants directement choisis par Staline.

Il faut d'ailleurs souligner les liens particuliers qui existaient entre Tito et l'armée — le Parti a toujours été très organisé en son sein, environ 95 % des officiers en étaient membres.

L'armée a commencé à peser sur la scène politique dès le début des années 70, lorsqu'elle a appuyé la décision de Tito de lancer une purge massive des dirigeants du Parti en Croatie et en Serbie et, à moindre échelle, en Slovénie et en Macédoine.

Dans la réorganisation interne qui s'en est suivie, l'armée a gagné des places au sein de la présidence du Parti. Après la mort de Tito, en 1980, aucun dirigeant

1) Voir *Inprecor* n° 326, 327, 328, 332 et 334 des 15 mars, 29 mars, 12 avril, 7 juin et 5 juillet 1991.

yougoslave n'est parvenu à avoir un tel poids ans l'armée.

◆ *Comment juges-tu l'expérience yougoslave d'autogestion ?*

La tentative de la Yougoslavie d'échapper aux problèmes de la centralisation excessive de l'économie ont conduit à l'instauration de l'autogestion, qui a été une expérience sociale très importante — des dizaines de milliers de travailleurs y ont participé. Mais elle a échoué pour deux raisons.

D'abord, parce que le socialisme, même autogestionnaire, ne peut pas réussir dans un seul pays. Dans les années 60, il est devenu évident que la Yougoslavie devait s'intégrer davantage dans l'économie internationale ; cela passait par l'acceptation de nombre des règles qui la régissent. Cela s'est fait en renforçant l'administration au détriment des conseils de travailleurs. D'autre part, le processus d'autogestion ne s'est pas accompagné d'une véritable démocratisation ; le Parti a continué de prendre toutes les décisions importantes.

◆ *Si la crise actuelle est, en grande partie, provoquée par les projets d'hégémonie de Milosevic, qui veut construire la "Grande Serbie", il y a aussi d'autres raisons...*

Il y en a plusieurs, et d'abord la crise économique croissante. L'Etat yougoslave a réussi la première phase d'industrialisation, à la fin des années 50. Mais, dans les années 60 et 70, il lui fallait franchir une autre étape de modernisation de l'économie et de création de nouvelles branches industrielles, qui a été financée par des emprunts. La Yougoslavie a ainsi accumulé une énorme dette extérieure dès le début des années 80. Cette crise économique n'a jamais été résolue, le chômage a augmenté et le niveau de vie a chuté. Pire encore, l'écart entre les régions les plus développées et les plus arriérées du pays s'est creusé, exaspérant la lutte pour la distribution des ressources. En outre, quand Tito est mort, en 1980, il y avait un vide politique.

Voilà l'arrière-plan de la crise qui a conduit au coup d'Etat politique au sein du Parti communiste serbe, en 1987, qui a porté Milosevic au pouvoir, soutenu par les généraux serbes — à cause des liens étroits entre l'armée et le Parti, les généraux jouent un rôle très important au sein de ce dernier.

L'armée n'était pas favorable à l'instauration du multipartisme, ni aux réformes qui avaient lieu dans les PC de Slovénie et de Croatie.

Après les élections d'avril 1990, où les communistes ont perdu le pouvoir partout sauf en Serbie et au Monténégro, l'armée a passé un pacte avec Milosevic. Les généraux étaient prêts à l'appuyer, parce qu'ils veulent une Yougoslavie recentralisée ; parce que la présidence serbe était et reste communiste ; et parce que les officiers voulaient préserver leurs privilèges — la plupart étaient d'ailleurs serbes. On a ainsi assisté à un tournant complet : à l'origine, le projet communiste visait à préserver l'unité de la Yougoslavie en limitant le pouvoir de la Serbie ; aujourd'hui, les généraux pensent que l'unité de la Yougoslavie ne peut être garantie que par la prépondérance serbe.

Actuellement, le processus de "serbisation" de l'armée avance à grands pas ; les officiers non serbes sont traités avec suspicion, puis remplacés.

◆ *Quel est le programme de Milosevic pour la "Grande Serbie" ? Est-il prêt à permettre que la Slovénie quitte la fédération ? Ce serait complètement irrationnel, étant donnée la concentration de richesses qu'il y a dans la partie occidentale de la fédération...*

Il semble que la Serbie soit prête à laisser la Slovénie faire sécession, afin d'être mieux à même d'imposer sa domination aux autres régions — surtout à la Croatie. Lors de la création de l'Etat yougoslave de 1918, la Slovénie n'avait été intégrée qu'à cause des demandes insistantes des Croates et des Slovènes — pour les Serbes, la Slovénie était superflue.

A mon avis, la récente attaque de l'armée contre la Slovénie n'était pas fondamentalement motivée par la volonté de garder cette république dans la fédération, mais pour bien contrôler les frontières afin que la Croatie ne puisse pas être approvisionnée par l'Ouest. La cible principale de la Serbie est la Croatie, et avec elle le reste de la fédération.

Si la guerre a lieu, ce qui semble inévitable, elle prendra la forme d'une attaque d'envergure contre la Croatie.

D'un point de vue économique, la sécession de la Slovénie serait une folie — mais la direction serbe ne réfléchit pas de manière économiquement rationnelle, mais politiquement rationnelle.

◆ *Quelles ont été les évolutions politiques de la Croatie et de la Slovénie durant ces derniers mois ?*

Ces deux républiques sont très différentes. Contrairement à la Croatie, la Slovénie est ethniquement homogène. Elle n'a pas été aussi touchée par les purges

que la Croatie, et elle a pris la voie de la libéralisation très tôt, vers la moitié des années 80, bien avant la Croatie, lorsque l'aile réformiste du Parti s'est imposée sur les conservateurs. Dès cette époque, le régime politique slovène est devenu très libéral, instaurant la liberté d'expression et de réunion.

En 1988, l'armée a essayé de mettre un frein à la libéralisation politique de la Slovénie en menaçant d'intervenir. Elle a arrêté trois journalistes et un sergent slovènes, les accusant d'avoir vendu des secrets d'Etat. Leur procès a provoqué de nombreuses manifestations de masse, en défense des droits nationaux.

Aux élections d'avril 1990, les communistes ont été battus — ils ont cependant continué à être le parti le plus important — ; les formations d'opposition ont formé une coalition, Demos, qui a pris le pouvoir. Le dirigeant communiste Milan Kucan a été élu président de la République avec une large majorité, bien que les communistes aient perdu les élections législatives. Même si ses opposants la dénoncent fréquemment comme autoritaire, la coalition slovène est bien plus ouverte et démocratique que, par exemple, le régime croate. Cela est dû, entre autres, au fait que la Slovénie a adopté un système électoral à la proportionnelle, qui donne une place aux différents groupes et partis dans le Parlement de la république.

En Croatie, les choses se sont passées autrement. Le Parti communiste croate, qui était encore dominé par les conservateurs, n'a décidé d'organiser des élections pluralistes qu'à la dernière minute — quatre mois à peine avant les élections générales de la fédération, en avril 1990. Il a subi, en outre, un véritable coup d'Etat interne dirigé par les réformateurs. Durant les élections, il y a eu une importante campagne de la Serbie contre la Croatie. La minorité serbe de Croatie avait déjà été "chauffée" et organisée durant la campagne de Milosevic. Dans cette situation, un parti nationaliste, l'Union démocrate croate (CDU), dirigée par Tudjman, a pu remporter les élections — avec 42 % des voix et deux tiers des sièges du Parlement, à cause des particularités du système électoral croate.

La minorité serbe de Croatie a majoritairement voté pour les communistes, et non pour les nationalistes serbes ; mais après la victoire du CDU, les Serbes ont commencé à se tourner vers les nationalistes serbes.

Le CDU est une coalition très disparate, qui essaye de dépasser les conflits et les contradictions par un contrôle très centralisé et autocratique de son propre appareil. A mon avis, son noyau central, dirigé par Tudjman lui-même, est un re-

groupement centriste modéré. La droite du CDU est constituée par des faucons nationalistes et/ou par des religieux, alors que sa gauche penche plutôt pour la social-démocratie. Malgré les efforts de la CDU pour gagner la confiance des Serbes de Croatie, la minorité serbe a toujours peur — elle subit des pressions des deux côtés, des extrémistes croates et serbes.

◆ *La Yougoslavie a-t-elle un avenir ? Une nouvelle fédération pourrait-elle voir le jour après une étape d'indépendance des républiques ?*

Il faut examiner clairement la position actuelle de la Slovénie et de la Croatie. Jusqu'à présent, officiellement, elles disaient qu'elles voulaient être des Etats souverains — mais pas faire sécession. Cette souveraineté implique que les lois fédérales ne doivent être appliquées qu'une fois acceptées par les républiques ; c'est, en fait, un programme de confédération. Les républiques veulent être complètement indépendantes, mais elles ne rejettent pas, dans ce cadre, l'éventualité d'une sorte de coopération économique. La Croatie et la Slovénie ont proposé deux formes possibles de confédération : soit un Parlement commun qui, comme celui de la Communauté économique européenne (CEE), aurait des compétences limitées, soit un conseil de délégués de chaque république fédérale, ou des réunions de délégations des différentes républiques sur le même principe. La Serbie a rejeté toutes ces propositions.

Je pense que la Yougoslavie était un cadre extrêmement utile pour le développement économique, social et politique de la région. Elle pouvait utiliser les ressources des régions les plus riches pour assurer le développement des plus pauvres. Mais, avec l'accroissement de la crise économique, cette base matérielle de la fédération ne pouvait plus fonctionner.

Néanmoins, je pense qu'une forme de confédération serait une option raisonnable — à condition qu'il s'agisse d'une confédération d'Etats souverains. La Yougoslavie, la vieille Yougoslavie, en tout cas, est morte. ★

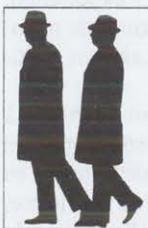
Socialist Outlook, 12 juillet 1991
Propos recueillis par Phil Hearse



Le festin des riches

Gorbatchev a arraché l'intégration de l'Union soviétique aux institutions internationales chargées de saigner le tiers monde (le Fonds monétaire international — FMI — et la Banque mondiale — voir l'article de Paul Verbraeken en p. 12), qui auront désormais un "droit d'ingérence" dans les affaires intérieures de l'Union soviétique. Pour ce faire, il a dû donner des gages aux "Sept Grands" réunis à Londres, du 15 au 17 juillet 1991, en lâchant visiblement du lest sur la réduction des armements nucléaires soviétiques. Cependant, en toute apparence, l'aide économique occidentale ne sera pas à la hauteur des besoins et des demandes soviétiques. Il faut que Gorbatchev cède des garanties encore plus significatives quant à sa volonté d'intégration dans le jeu capitaliste international en avançant davantage dans l'établissement de l'économie de marché — au chaos et aux pénuries bureaucratiques actuels, dont les effets sont aggravés par les premières privatisations (voir l'article de *Trud*, reproduit en p. 11), doit succéder la hausse effrénée des prix, le chômage de masse (voir l'interview de J. Moneta en p. 15), l'endettement public, le règne de la concurrence sauvage à l'occidentale, l'ouverture du pays aux pilliers étrangers, etc. Voilà ce qu'imposent les rapaces impérialistes au tiers monde depuis des décennies et qu'ils veulent imposer aux nouveaux gouvernements d'Europe de l'Est : en échange, ces derniers auront droit à quelques miettes (1).

Oliver MAC DONALD



L'AUTOMNE 1989 et l'année 1990 ont été marqués par d'importants bouleversements politiques dans les Etats d'Europe de l'Est et par une lune de miel internationale — au moins officiellement — entre l'Ouest, et en particulier la Communauté économique européenne (CEE), et les nouveaux dirigeants de ces pays. Durant cette phase, une différence nette est apparue entre la dynamique politique de l'Europe centrale et celle des Balkans ; ainsi, la victoire électorale du Parti socialiste en Bulgarie (PSB, ancien Parti communiste) et celle du Front de salut national (FSN) en Roumanie a privé ces pays — confrontés à une crise interne et à une multiplication des mobilisations anti-communistes — de relations privilégiées avec l'Occident. A l'opposé, en Pologne, en Tchécoslovaquie et en Hongrie, les nouveaux régimes se sont de plus en plus rapprochés de l'Ouest, tout en faisant face à une contestation interne croissante contre leur politique de transition écono-

mique. Ces trois pays, dont les directions politiques conviennent le mieux à la CEE, ont connu des tensions sociales sérieuses, qui inquiètent leurs soutiens internationaux.

Ces conflits n'ont pas pris la forme d'une opposition politique à la CEE parmi l'électorat est-européen : les sondages continuent à montrer qu'une large majorité de la population est favorable à un rapprochement avec la CEE. Mais, parmi les élites politiques d'Europe de l'Est, sont apparus des signes de préoccupation croissante quant à l'avenir ; elles se sont rendues compte de la formidable résistance, au sein de la CEE, à avancer de manière décisive vers une intégration effective de leurs pays dans les sphères économiques et politiques de l'Ouest. Elles ont, en outre, réalisé les énormes difficultés internes qu'elles devront surmonter pour mener à bien la transition sociale.

Mais quels ont été les choix politiques de la CEE dans ces rapports avec ces trois Etats, en 1991 ? Ils se posaient surtout dans deux domaines : la véritable et totale ouverture de la CEE aux produits et à la

1) Voir *Inprecor* n° 313 du 13 juillet 1991.

main-d'œuvre d'Europe de l'Est ; et l'éventualité de l'intégration de ces pays à la CEE.

Les difficultés qu'avaient initialement connues la Pologne et la Hongrie pour exporter vers la CEE ont pratiquement disparu après par la décision de la Communauté de les faire bénéficier du "système généralisé de préférence", au début 1990. Cela a conduit à une plus grande libéralisation des barrières commerciales, à la disparition de la plupart des quotas à l'importation, ainsi qu'à une auto-restriction de ces deux pays dans des domaines sensibles tels la production agricole, l'acier, le charbon et le textile. Un arrangement identique a été passé avec la Tchécoslovaquie en octobre 1990 — cependant, l'accord de commerce et de coopération avec ce pays ne libéralisera entièrement le commerce qu'à la fin 1994 (2).

Malgré ces arrangements, la CEE a toujours la possibilité d'utiliser la procédure *anti-dumping* contre les exportations de ces Etats — ce qui a été rarement le cas en 1990 (elle n'a été utilisée que contre le ferrocrome soviétique et albanais et contre quelques produits yougoslaves et tchécoslovaques).

Après négociations

En outre, les négociations sur un régime de commerce permanent, dans le cadre de nouveaux accords d'association (aujourd'hui rebaptisés "Accords européens"), sont restées longtemps dans une impasse à cause des réticences de la CEE à supprimer définitivement ses barrières. En avril 1991, la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie ont exprimé leur préoccupation et leur angoisse quant à cette lenteur des démarches. Ce problème a été soulevé lors du Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement, le 10 avril 1991, mais le blocage des négociations s'est poursuivi par la suite.

Pour le commerce de marchandises, les secteurs les plus conflictuels étaient l'agriculture, l'acier et le textile. Durant la première phase de négociations, la CEE a insisté sur l'instauration d'une période de transition de dix ans pour la suppression progressive de ces barrières. Les trois pays concernés ont répondu qu'il s'agissait précisément des domaines où ils pouvaient espérer gagner une part de marché significative (le Portugal serait particulièrement inquiet de la levée des barrières pour le textile).

Pour faire une concession, la Com-

mission de la CEE a proposé d'examiner les questions agricoles au cas par cas, et a réduit à cinq ans la période de transition pour les dérivés de l'acier. Le 21 avril 1991, une réunion du Conseil a accepté la proposition de la Commission concernant une suppression graduelle des taxes douanières et des barrières non-tarifaires sur l'acier, mais a demandé un arrangement spécifique pour le charbon ; et il a continué à insister sur une transition de dix ans en matière de tarifs pour les textiles, tout en suggérant que les aspects non-tarifaires soient définis par l'Uruguay Round



(3) ; en matière d'agriculture, il a proposé la levée de toutes les restrictions quantitatives mais a exigé des accords sur certains produits jugés très importants pour les exportations des pays de l'Europe de l'Est, qui exigeraient un effort réciproque de leur part.

Pour la Tchécoslovaquie, le textile et l'acier sont essentiels, l'agriculture n'étant que peu destinée à l'exportation. A l'issue de la troisième période de négociations, fin mars, les discussions piétinaient toujours.

La Pologne demandait surtout à l'Ouest une réduction drastique de ses obligations en matière de dette mais, en février 1991, son ministre de l'Economie, Leszek Balcerowicz, a indiqué que le commerce était sa seconde préoccupation majeure. En revenant de Varsovie, en mars 1991, le commissaire aux Affaires étrangères de la CEE, Hans Andriessen, a déclaré que le textile, l'agriculture et le charbon constituaient les principales pierres d'achoppement des tractations en cours.

A la fin du troisième round de négociations entre la Pologne et la CEE, en mars 1991, le secrétaire d'Etat polonais aux Relations économiques extérieures, Olechowski, a publiquement critiqué de manière acerbe la position de la CEE. Il a fait remarquer que le marché polonais était déjà entièrement ouvert aux produits de la CEE, et il a demandé une réciprocité totale. La CEE a cependant continué à in-

sister sur la protection de ses propres marchés. Etant donné que la CEE ne veut pas ouvrir librement ses frontières aux textiles, à l'acier et aux produits agricoles — la libéralisation ne touche, en fait, que la moitié des exportations polonaises. Olechowski a déclaré qu'aucun gouvernement ne pourrait soumettre un tel projet d'accords commerciaux au Parlement polonais. Il a aussi souligné avec emphase que « ces accord détermineront le destin de la Pologne ». Lors de la quatrième rencontre de négociations, en avril, la question de la migration de la main-d'œuvre a créé une nouvelle pomme de discorde à cause de l'attitude restrictive de la CEE.

Les mêmes problèmes de base ont ralenti les négociations avec la Hongrie. La quatrième rencontre de négociations avec Budapest a porté sur l'agriculture, le textile et l'émigration. « Des divergences fondamentales » existaient toujours en juin 1991, ainsi qu'une impasse sur le textile et des « approches radicalement différentes quant à la libre circulation des travailleurs ».

Mobilisation des lobbys

La perspective d'une libéralisation totale du commerce a mis en alerte les groupes de pression de la CEE les plus exposés aux exportations d'Europe de l'Est, surtout dans les secteurs du textile et de l'acier.

L'industrie textile de la CEE emploie environ 3 millions de personnes et brasse annuellement quelques 150 milliards de dollars. Sa production diminue depuis 1980, surtout dans la confection, et son déficit commercial en matière de textile s'est élevé à 10 milliards de dollars en 1989. Cette industrie est très importante pour les économies des Etats du sud de la Communauté. La structure de l'industrie textile est très décentralisée — il y a environ 100 000 firmes —, mais le lobby du textile et de la confection de la CEE pousse des hauts cris depuis début 1990, et dénonce la menace que constitueraient l'Europe de l'Est qui, avec l'URSS, possède une capacité de production presque trois fois plus élevée, avec des salaires bien plus bas. Les dirigeants de ce lobby ont déclaré qu'il ne fallait faire aucune

2) Les principales informations sur les négociations des accords d'association et les chiffres sont tirés d'articles du journal *Europe* publiés lors du premier semestre 1991.

3) L'Uruguay Round, lancé en 1986 à Punta del Este, est le huitième cycle de négociations de l'Accord général sur les tarifs et le commerce (GATT) créé en 1947.

concession ni à l'Europe de l'Est, ni à l'Asie. Certains gouvernements occidentaux, et notamment celui de l'Italie, ont déclaré que de telles craintes étaient très exagérées, étant donnée la mauvaise qualité des produits est-européens. La Commission de la CEE, elle, a essayé de défendre le fait que l'ouverture de relations commerciales avec l'Europe de l'Est ouvrirait de nouveaux marchés d'exportation à l'industrie de la Communauté. Mais le lobby du textile a réussi à imposer une très longue période de transition — au moins dix ans — avant la libéralisation totale. Les trois gouvernements d'Europe de l'Est qui négocient les accords d'association ont rejeté cette position, qu'ils jugent inacceptable (4).

Pour l'acier, le lobby industriel très bien organisé qui défend les intérêts de l'Europe occidentale a été mis sur ses gardes à cause d'une décision du Conseil européen d'augmenter de 15 %, en 1990, le quota des importations de ce métal en provenance d'Europe de l'Est. Il a fallu cinq réunions du Comité des représentants permanents ayant rang d'ambassadeurs (COREPER) (5) pour arriver à un projet d'accord prévoyant le maintien de ce quota pour 1991 ! Et tout cela parce que la Commission de la CEE insistait pour que les pays d'Europe de l'Est aient une marge de flexibilité de 30 %, pour les dérivés de l'acier, en 1991.

Mais les experts de certains Etats membres craignaient que cela ne pousse les industries de l'Est à concentrer leurs exportations autour de quelques produits particulièrement sensibles, provoquant des désordres sur le marché. A cela, la Commission a répondu que les Etats membres auraient le droit d'appliquer les règlements de protection *ad hoc* si tel était le cas. En même temps, des règles plus strictes sur le contrôle de ces importations ont été instaurées — les pays exportateurs doivent fournir davantage d'informations. Mais les efforts de la Commission pour supprimer les quotas sur l'acier brut ont été rejetés par la France et l'Etat espagnol, principaux producteurs européens. La Grande-Bretagne et le Danemark étaient favorables à une plus grande libéralisation, alors que la France, la Belgique, l'Italie et le Luxembourg voulaient que le quota de 1990 soit réduit.

Le quota total d'acier pour l'Europe de l'Est (sans l'URSS) a été fixé à 2 657 millions de tonnes pour 1991, soit l'équivalent de 1 % de la capacité totale de production d'acier de la CEE.

La perspective d'une invasion des marchés de la CEE par les producteurs d'acier est-européens, si les barrières étaient levées, semble peu probable ; selon une étude allemande, les coûts éle-

vés de transport empêcheraient tout afflux massif (6). Les projections concernant la croissance économique de la CEE dans les années 90 laissent suggérer que la capacité supplémentaire de production d'acier de l'Est pourrait être absorbée.

Mais ce n'est pas l'opinion du lobby de l'acier de la CEE. Le président de l'Association allemande de l'acier s'est prononcé, en mars 1991, contre toute libéralisation trop hâtive du commerce de l'acier en provenance d'Europe de l'Est. Il a déclaré qu'il existait actuellement une importante surproduction d'acier dans toute l'Europe et qu'une ouverture rapide conduirait à de nombreuses mesures défensives dans le cadre du GATT. Il a souligné que les pays d'Europe de l'Est ont besoin du savoir-faire de l'Occident pour mettre à jour leur technologie et que de tels transferts de connaissances n'auraient lieu qu'en échange d'un consensus en matière de commerce.

Le chantage à l'aide

Le lobby de l'acier de la CEE envisage la restructuration de la sidérurgie de l'Europe de l'Est — les grandes compagnies sidérurgiques occidentales seraient prêtes à y coopérer et elles annoncent déjà que des crédits importants pourraient être débloqués dans ce but. En retour de l'aide financière et technique, les pays d'Europe de l'Est devront accepter de réduire leur production et de privatiser ce secteur — ou au moins d'adopter les principes de gestion des compagnies privées dans les entreprises qui restent aux mains de l'Etat.

Les compagnies sidérurgiques de la CEE pourraient former les managers et la main-d'œuvre d'Europe de l'Est, et des experts occidentaux, présents en permanence sur le terrain, conseilleraient les sociétés est-européennes sur le type de restructuration. Dans le même temps, les experts de l'acier de l'Est seraient intégrés aux organisations sidérurgiques de l'Ouest et participeraient au travail de leurs staffs techniques.

Les conséquences de telles propositions de restructuration ont déjà été démontrées dans l'ancienne République démocratique allemande (RDA). En 1991, la production y a chuté à 45 % de son niveau de 1988 ; la sidérurgie est-allemande, qui employait 67 000 personnes le 1er juillet 1990, n'aura que 30 000 travail-



leurs à la fin 1992, soit une diminution de 60 %.

Les propositions du lobby de l'acier allemand de rassembler les industries des deux moitiés de l'Europe dans le cadre d'une nouvelle division du travail européenne illustrent bien l'approche des géants de l'industrie privée occidentale.

Le lobby de l'industrie chimique a fait des propositions similaires. Le Conseil européen de l'industrie chimique (CEFIC) a publié ses positions concernant les relations de la CEE avec l'Europe de l'Est ; il a mis en garde sur le fait que les efforts pour avancer vers le marché libre en Hongrie, en Pologne et en Tchécoslovaquie « ne devaient pas être réalisés au détriment de la viabilité à long terme de l'industrie chimique de l'Europe de l'Ouest ». Le CEFIC a demandé aux gouvernements de la CEE et de l'Association européenne de libre échange (AELE) (7) d'établir des structures de soutien financier "créatives" pour les compagnies occidentales qui s'installent à l'Est, dont des garanties d'investissement, des exonérations d'impôts, et des prêts subventionnés. Les industries chimiques de l'Ouest devraient s'atteler à la création à l'Est de fédérations de commerce calquées sur celles de l'Ouest.

Ces idées signifient, dans la pratique, le maintien de barrières à l'Ouest, tandis que le secteur privé de la CEE décidera quels gros morceaux est-européens acheter et absorber dans ses opérations internationales. Les invendus de l'industrie de l'Europe de l'Est seront soldés avec des charrettes de licenciements, financés par l'aide occidentale. Les enclaves de la production est-européenne qui survivront seront alors modernisées, grâce à une aide

4) *Financial Times*, 20 mars 1990.

5) Le COREPER prépare les travaux du Conseil des ministres de la CEE ; il comprend un représentant de chaque Etat membre.

6) Helmut Wiener, "Die Stahlindustrie Osteuropas, Entwicklung, aktuelle Struktur, Probleme und Perspektiven", *RWI-Mitteilungen*, 1989.

7) L'AELE regroupe, depuis 1959, l'Autriche, l'Irlande, les pays nordiques, la Suisse et la Finlande — les pays ayant intégré la CEE l'ont quittée. Elle avait pour but d'abolir les obstacles aux échanges en Europe.

du secteur public aux nouveaux propriétaires occidentaux des usines est-européennes. Ce schéma devrait permettre d'éviter que la place future de l'industrie d'Europe de l'Est dans la division internationale du travail ne soit déterminée ni par le marché ni par la planification des gouvernements d'Europe de l'Est. En fait, la planification sera dirigée par le secteur privé de l'Ouest.

Malgré la résistance affichée lors de la négociation des accords d'association, les gouvernements d'Europe de l'Est devront probablement accepter ces arrangements s'ils recherchent toujours une intégration dans le marché occidental. Mais, pour la Pologne et la Hongrie, l'impasse avec la CEE est probablement plus sérieuse politiquement, et aussi plus difficile à dépasser sur le long terme. Le secteur agricole est économiquement et politiquement important dans ces deux pays.

L'agriculture hongroise connaît un succès remarquable en terme de productivité depuis les années 60, et ces deux pays pouvaient espérer tirer des profits importants de la levée des barrières tarifaires qui frappent leurs exportations vers l'Ouest. Les tarifs douaniers agricoles font encore partie de la politique agricole commune ; le lobby agricole extrêmement puissant de la CEE doit déjà faire face aux Etats-Unis au sein des négociations du GATT pour l'Uruguay Round et ne veut absolument pas démanteler l'intégrité de la politique agricole commune au profit des agriculteurs d'Europe de l'Est. L'organisation des agriculteurs de la Communauté — les Comités des organisations professionnelles agricoles de la CEE (COPAC) — l'a déclaré très clairement. La résolution de la question agricole est aussi essentielle pour une future entrée de pleins droits d'un pays comme la Pologne dans la CEE.

Les gouvernements d'Europe de l'Est, déjà confrontés à une crise sociale et politique croissante, doivent endurer la paralysie de secteurs clés de leurs économies à cause des barrières tarifaires de la CEE. Celle-ci leur propose, en outre, des projets de restructuration de leur industrie na-

tionalisée, qui impliquent des licenciements massifs. Pour résoudre ces contradictions explosives, les gouvernements est-européens avaient envisagé la possibilité de réduire leurs difficultés grâce à l'instauration de la libre circulation de la main-d'œuvre vers l'Europe de l'Ouest. Cela aurait pu atténuer la crise du chômage (et la crise fiscale qui en découle) et faire rentrer des devises.

La grande peur des "eurocrates"

Mais les douze Etats membres de la Communauté ont refusé catégoriquement ce principe lors de la négociation des accords d'association. Les pays occidentaux connaissent déjà des taux élevés de chômage structurel, des tensions politiques de plus en plus importantes à cause des effets sociaux à long terme de la crise des années 80 (les vagues d'émeutes qui ont secoué les banlieues urbaines en France en 1990-1991 en sont un exemple) et une mobilisation croissante des forces d'extrême droite, qui jouent sur la question de l'immigration.

De plus, la CEE prévoit déjà d'avoir à subir une augmentation importante de l'immigration politico-économique venue de l'Est. Selon les estimations des experts, entre 3,7 et 8 millions de personnes relevant de cette catégorie pourraient émigrer vers l'Ouest dans les années à venir, même si toutes ne voudront pas s'installer dans la CEE. En janvier 1991, la Commission de Bruxelles a estimé que, chaque année entre 1991 et 1996, environ 800 000 réfugiés politico-économiques pourraient quitter l'Europe de l'Est pour la CEE : 1,3 million d'Allemands venus de Pologne et de Roumanie, et 1,7 million d'Union soviétique ; 1,5 millions de juifs d'URSS (cependant peu d'entre-eux resteront en Europe) ; cela pourrait concerner aussi jusqu'à 9 millions d'Arméniens d'Azerbaïdjan et de Géorgie (la plupart désirent se rendre aux Etats-Unis ou en France). A cela, il faut y ajouter tous les réfugiés qui fuient la violence politique contre les minorités, les difficultés économiques et les ferments nationalistes —

surtout les 2,5 à 4 millions de Tziganes vivant en Roumanie et en Yougoslavie.

La CEE est encore plus inquiète du danger que représenterait un exode de masse depuis l'URSS ou la Roumanie, causé par l'effondrement économique quasi total de ces pays. Durant la "guerre froide", l'une des exigences les plus pressantes de l'Ouest au gouvernement soviétique dans le domaine des droits de l'homme était la liberté de voyage et d'émigration ; cette demande a été réitérée en 1991, comme condition à la normalisation des relations commerciales de l'URSS avec les Etats-Unis. Pourtant, lorsque le gouvernement soviétique s'est déclaré prêt à légaliser le droit de sortie, au printemps 1991, l'Ouest s'est affolé. Le représentant soviétique à la conférence du Conseil de l'Europe sur les migrations a confié : « *Nous avons compris, par les canaux diplomatiques, qu'il serait apprécié que nous ralentissions les choses* » quant à l'adoption d'une telle législation.

Persona non grata

La CEE a adopté une position très restrictive contre les migrations de la main-d'œuvre des Etats qui négocient actuellement les accords d'association. Les pays signataires de la Convention de Schengen (Allemagne, France, Italie et Bénélux) (8) ont autorisé la suppression des visas de touriste pour les Polonais, et leur permettent d'entrer pour trois mois sur leur territoire, à condition qu'ils n'y travaillent pas. Mais cet accord n'a été possible que parce que le gouvernement polonais a promis d'accepter le rapatriement forcé de ses ressortissants qui essaieraient de rester au-delà de cette limite ou qui chercheraient un emploi régulier (les gouvernements belge et hollandais n'ont accepté d'abolir les visas qu'à cette condition formelle).

La position de la CEE sur l'émigration politique a été sévèrement critiquée par des juristes spécialistes des droits de l'homme. Le 29 janvier 1991, à Bruxelles, une conférence sur les réfugiés, organisée par le comité du Parlement européen sur le développement et la coopération et par le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) des Nations-Unies, a été l'occasion de mises en cause virulentes de ces mesures. Le professeur Oliveira, de l'Institut universitaire européen de Florence, a déclaré que la CEE mettait sur pied toute une série d'instruments qui violent la Convention de Genève, qui elle-même ne représente pourtant qu'une protection minimale. Le Conseil de l'Eu-

Estimation des investissements annuels de capitaux (en milliards de dollars, sur dix ans)

	Pessimiste	Intermédiaire	Optimiste
Europe de l'Est	12	18	24
Allemagne de l'Est	30	55	90

Source : S. Collins et D. Rodrick, *Eastern Europe and Soviet Union in the World Economy* (IIE, Washington DC, 1991), reproduit par *The Economist*, 6 juillet 1991.

8) Voir *Inprecor* n° 332 du 7 juin 1991.

rope (9) a aussi attaqué la CEE sur sa politique d'immigration, surtout à cause de ses effets sur la mobilité des jeunes. Catherine Lalumière, la secrétaire générale du Conseil de l'Europe, a beaucoup insisté sur ce point, et a également critiqué l'attitude restrictive de la CEE.

Les perspectives de pouvoir accélérer leur croissance et leur modernisation grâce au levier diplomatique de la CEE semble donc faibles pour les pays de l'Est, surtout pour la Pologne et les Etats des Balkans. L'autre dimension des relations économiques avec l'Ouest réside dans l'attitude du capital privé occidental vis-à-vis de l'ouverture en Europe de l'Est.

Le boom des "joint ventures"

Il est très difficile de faire des prédictions sur les futurs flux de capitaux en provenance de l'Ouest, mais certaines tendances générales apparaissent déjà clairement. D'abord, on voit que la part du lion de l'investissement occidental ira à l'ancienne RDA : elle recevra vraisemblablement beaucoup plus de capitaux que le reste de l'Europe de l'Est réuni durant les dix prochaines années. Une étude de l'Institut d'économie internationale de Washington donne trois estimations des flux de capitaux, un scénario pessimiste, un scénario optimiste, et une variante intermédiaire (voir tableau en p. 8). Les auteurs de cette projection considèrent que même le cas de figure le plus optimiste laissera l'Europe de l'Est loin derrière l'Ouest en pourcentage de capital par travailleur au bout de dix ans.

Entre temps, les gouvernements d'Europe de l'Est ont cherché à attirer le capital occidental par la vente directe des industries d'Etat, et par des *joint ventures*, dont le nombre a beaucoup augmenté depuis 1989 ; la percée la plus remarquable a eu lieu en Hongrie, où leur nombre est passé de 1 000, début 1990, à 5 000, fin 1990. On a également noté une augmentation notable de l'intérêt des compagnies américaines pour l'URSS (voir tableau ci-dessus).

Mais il est impossible de mesurer l'impact de ces faits, surtout parce que la plupart des *joint ventures* enregistrées ne sont pas opérationnelles de fait. La proportion de *joint ventures* qui fonctionnent est passée de 25 %, au début 1989, à

Investissements étrangers (Total enregistré à la fin 1990)

PAYS	NOMBRE D'INVESTISSEMENTS
URSS	3 000
Pologne	2 180
Tchécoslovaquie	1 600
Roumanie	1 350
Bulgarie	140
Hongrie	5 000

Source : Commission économique pour l'Europe de l'Est (ONU), *Joint Venture News*, n° 7 (Genève).

42 %, à la fin 1990. Mais, malgré cette croissance, il semble que de ces entreprises n'aient pas un impact macro-économique majeur dans aucun des pays d'Europe de l'Est avant plusieurs années.

Ceux qui tentent de conduire les Etats d'Europe de l'Est à une transition rapide vers le capitalisme subissent aujourd'hui d'énormes pressions sociales et politiques tant en Pologne qu'en Hongrie, alors que la crise sociale et la déception de l'opinion publique augmentent. La situation sociale et politique est sans doute moins instable en Tchécoslovaquie ; mais il y a d'immenses tensions dans l'ensemble des Balkans.

La Commission européenne semble avoir pris conscience de cette situation de plus en plus critique. Ses responsables des affaires étrangères ont donc recherché des moyens pour stabiliser la situation en Europe de l'Est, surtout en faisant miroiter une perspective politique plus claire d'intégration à la CEE. Mais, durant le premier semestre de 1991, le Conseil des ministres de la CEE a refusé de donner à la Pologne, à la Hongrie et à la Tchécoslovaquie, l'engagement ferme qu'ils demandaient sur leur participation éventuelle. Lors des négociations des accords d'association, le Conseil a simplement autorisé un préambule d'accord faisant référence à cette entrée, dans une phase ultérieure — mais cela n'apparaît pas comme automatique pour ces trois pays. Des conditions devront être clairement définies dans ce préambule, en matière politique (démocratie pluraliste, droits de l'homme) et économique (économie de marché) ; elles seront vérifiées par un conseil *ad hoc*.

Le commissaire aux Affaires étrangères de la CEE, Hans Andriessen, a fait une distinction entre la Tchécoslovaquie et la Pologne, en disant que l'entrée de la Pologne dans la CEE ne serait pas possible « au moins avant la fin de la décennie », tout en espérant que la Tchécoslovaquie pourrait en devenir membre à part entière avant la fin des années 90.

Face à l'intransigeance du Conseil, Andriessen a formulé la notion de "parti-

icipation affiliée", apparemment de son propre chef, lors d'un discours devant le Parlement européen, en avril 1991. Il a suggéré une modification du Traité de Rome pour mettre en place ce nouveau statut ; cela concernerait les droits et les obligations des membres dans certains domaines mais pas dans

tous, durant une période de transition. L'"affilié" aurait une place à part entière dans le Conseil des ministres de la CEE, et une représentation adéquate dans d'autres institutions telles le Parlement européen. Les "affiliés" pourraient rapidement participer à deux domaines : la coopération politique et les questions monétaires. Puis, ils étendraient peu à peu leur participation aux autres terrains, tels le transports, l'énergie, l'environnement, la recherche, selon une procédure au cas par cas.

Après le bâton, la carotte

Lors de discussions qui ont suivi avec le Premier ministre bulgare, Popov, Andriessen a dit que ce concept de "participation affiliée" conviendrait à merveille à la Bulgarie.

Il semble que les gouvernements allemands et néerlandais aient maintenant également compris le besoin d'offrir une promesse définitive d'intégration éventuelle, au moins à certains Etats d'Europe de l'Est. Le ministre des Affaires étrangères néerlandais, Hans van den Broek, a demandé que l'on propose aux Etats d'Europe de l'Est la perspective de rejoindre la CEE vers l'an 2 000.

Il est cependant difficile d'imaginer qu'un tel engagement politique de la CEE suffira à renverser les tendances à la désintégration politique et à l'agitation sociale qui secouent la plupart des pays d'Europe de l'Est. Il est plus vraisemblable que le traitement infligé par les Etats occidentaux aux nouveaux régimes d'Europe de l'Est crée d'importants bouleversements politiques, impulsés tant par la droite (émergence de forces populistes pro-capitalistes autoritaires) que par la gauche. ★

16 juillet 1991

9) Le Conseil de l'Europe, fondé en 1949, est composé de tous les Etats d'Europe occidentale ; il a été à l'instigation de la signature de plus de 120 accords et conventions entre ces pays sur les droits de l'homme, le travail, la protection écologique, les immigrés, etc.

Les charmes de la privatisation

La privatisation est présentée aux Soviétiques comme la seule issue à la crise économique. La population n'a cependant jamais été consultée et, même avant que les réformes aient été officiellement adoptées, la privatisation rampante avançait tranquillement. Pour les travailleurs qui l'ont expérimentée directement, la privatisation est rarement la panacée universelle décrite. Nous avons déjà évoqué l'augmentation du nombre de conflits sur cette question et la création du Syndicat des collectifs de travailleurs (1), l'organisation pour l'autogestion qui essaye de coordonner ces luttes. Cet article, de I. Maliarov, paru dans *Trud*, le quotidien des syndicats, le 11 juin 1991, décrit de manière imagée ce que la privatisation signifie dans la pratique et les intérêts qui sont derrière.

L'entreprise dont il est question, l'une des plus grandes usines de chaussures d'Union soviétique — dont la main-d'œuvre était, jusqu'à présent, très majoritairement féminine — a joué un rôle important dans le mouvement révolutionnaire des deux premières décennies de ce siècle ; elle avait été nationalisée en 1917 à l'initiative des travailleurs.

DOCUMENT



L'ASSOCIATION de production de chaussures Skorokhod de Léninegrad a été l'une des premières de la ville à appliquer la prétendue réforme économique. Lors de réunions dans les différents départements de l'usine, les directeurs et des économistes ont dressé un tableau idyllique aux travailleurs sur leurs futures perspectives de travail dans les nouvelles conditions. « En votant pour transformer votre association en firme Interlenprom, vous votez pour un futur radieux » déclaraient les orateurs.

Comme pour justifier l'ancien nom de l'entreprise (2), la direction, avec l'aide des comités du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) et du syndicat, a lancé l'association sur « de nouveaux rails économiques », en un laps de temps très bref ; les départements qui constituaient l'association ont acquis le statut de petites entreprises (3).

Mais quel en a été le résultat ? Constatant l'assouplissement important du cadre restrictif et le fait que les dirigeants des organisations sociales, censés défendre les intérêts des travailleurs, étaient ravis

d'assumer des postes de direction dans les nouvelles structures, l'administration a adopté une politique destinée à « faire des profits » par tous les moyens.

Ainsi, la petite entreprise chargée de la fourniture de matières premières a réorienté son activité pour donner la priorité à des coopératives de service. Après tout, ces dernières sont disposées à payer le cuir bien plus cher. Il en a résulté que la production de chaussures de l'ancienne association a sombré dans le chaos, avec une augmentation des temps morts et une chute vertigineuse des salaires.

Dans l'ancien département de coupe du cuir, devenu la petite entreprise Ravo-kon, la direction — qui comprend maintenant le directeur de la production de l'ancien département ainsi que des militants du PCUS et du syndicat — a décidé de « rationaliser » la production afin d'« écouler » des réserves inutilisées pour faire du profit. Dès les premiers jours, elle a annoncé que 350 des 550 travailleurs seraient licenciés et les équipements inutilisés vendus.

La petite entreprise Tsentrakon — qui gérait les dortoirs des employés — a pris des mesures tout aussi radicales : elle a commencé par faire passer le prix des loyers de 4 à 180 roubles par mois, alors que le salaire moyen d'un ouvrier est de 250 roubles ! Ses dirigeants ont ensuite décidé d'« augmenter la densité » des locataires, afin de libérer un bâtiment situé sur

le canal Obvodni pour le transformer en hôtel international, payable en devises.

Voyant que leurs dirigeants syndicaux marchaient main dans la main avec les tenants de la privatisation et ne s'intéressaient absolument pas à leur défense, les travailleurs de la firme qui s'occupe de couper le cuir ont élu leur propre conseil, qui leur a promis de défendre les emplois. Et il l'a fait. Deux travailleuses ont écrit au procureur du district et viennent de recevoir une réponse : « Vos affirmations quant à l'illégalité de la création de la petite entreprise Rovokon ont été vérifiées. Il a été établi que les attendus du paragraphe 4 de la résolution n° 790 du Conseil des ministres de l'Union soviétique du 8 août 1990 ont été violés. En particulier, l'initiative de la création de l'entreprise Rovikon n'émanait pas du collectif de travailleurs de l'ancien département. (...) »

Syndicalistes véreux

Comme on l'a vu, cette initiative émanait de gens déjà assurés d'obtenir des positions confortables au sein du nouvel appareil de direction. Or, fait plus inquiétant encore, on trouve parmi eux de soi-disant dirigeants syndicaux, « défenseurs » des intérêts des travailleurs.

Nous venons de rapporter ici un seul cas. Mais de tels processus ont également lieu aujourd'hui à d'autres endroits. Sous prétexte de « désétatiser » et de privatiser, on assiste au pillage et à la braderie de la propriété publique à une grande échelle. Quant au mot selon lequel « le travailleur doit être le maître de la production », il a été rapidement jeté aux oubliettes.

Les syndicats portent une lourde responsabilité dans ces pratiques honteuses. La défense des travailleurs ne peut se réduire à l'obtention d'allocations de chômage plus élevées. Il est tout aussi important de s'assurer que dans la redistribution de la propriété publique, et dans le processus de « désétatisation », la justice sociale soit respectée. On n'y parviendra que si les dirigeants syndicaux, à tous les échelons, sont privés de la possibilité ridicule de s'engager les premiers aux côtés des anciens patrons des usines. ★

Trud, 11 juin 1991

Traduction et présentation de David Seppo

1) Voir *Inprecor* n° 320, 323, et 324 des 7 décembre 1990, 1er février 1991 et 15 février 1991.

2) « Skorokhod » signifie « marcher vite ».

3) Les « petites entreprises » sont des entreprises privées, officielisées par une loi soviétique votée en 1990. Le principal but de cette loi était de mettre la législation en conformité avec la pratique, car de telles entreprises existaient déjà depuis plusieurs années sous le nom volontairement trompeur de « coopératives ».

Les saigneurs des pauvres

BIEN QUE les chiffres soient assez différents selon les sources, on peut estimer que le montant total de la dette du tiers monde, fin 1989, était d'environ 1 100 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation considérable par rapport au début de la décennie : en 1980, le montant total de la dette s'élevait à 485 milliards de dollars "seulement" (1).

Durant ces dix ans, la composition des créances a considérablement changé : la part des banques commerciales est passée de 47 à 37 % alors que celle des créanciers officiels augmentait parallèlement de 37 à 47 % — la part des autres créanciers privés restant stable, aux alentours de 16 %. Cela fournit déjà une première explication sur la nature du développement de la crise de la dette ; dès le début de cette crise, en août 1982, les banques commerciales ont essayé de limiter les risques ; bien que le pourcentage de leurs créances ait considérablement diminué, il est évident, qu'en chiffres absolus, elles sont beaucoup plus impliquées aujourd'hui qu'en 1980. La dette globale se répartit géographiquement ainsi : 42 % en Amérique latine ; 21 % en Asie orientale et dans le Pacifique ; 15 % en Afrique subsaharienne ; 12 % au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ; 10 % en Asie du Sud.

Il existe de grandes disparités entre ces régions, et entre la nature de leurs créanciers. Plus de 70 % des dettes de l'Amérique latine sont aux mains de créanciers privés, contre 30 % pour l'Afrique subsaharienne, car les banques commerciales ont toujours investi davantage dans les pays dont elles espéraient un développement rapide en termes d'insertion dans le marché mondial capitaliste. Ainsi, le Zaïre, qui frôle la banqueroute depuis plus de dix ans, ne doit que 11 % de sa dette globale à des banques, alors

Le sommet des Sept (G7), lors de sa réunion de Londres, du 15 au 17 juillet 1991, a décidé de poursuivre la réduction de la dette des pays du tiers monde (on sait le prix payé par ces derniers pour de tels "cadeaux"). Après la réduction d'un tiers, décidée à Toronto, des annulations de 50 % à 80 % seraient envisageables. Cela concernerait surtout des pays dits "à revenus intermédiaires", tels le Congo ou le Cameroun — on comprend l'intérêt de l'impérialisme français d'alléger ainsi le fardeau de ses "amis" africains.

Paul VERBRAEKEN

que le Nigéria, grand producteur pétrolier de l'Afrique subsaharienne, leur en doit 52 %.



La fantastique expansion du crédit est un des faits les plus marquants du développement capitaliste international depuis la Seconde Guerre mondiale. De 1964 à 1987, les prêts des banques internationales ont augmenté onze fois plus vite que le commerce mondial, vingt fois plus vite que la formation de capital fixe à l'échelle mondiale, et vingt-et-une fois plus vite que le produit national brut global (PNB) (2).

Fin 1990, aux Etats-Unis, le montant total de l'endettement public, des mé-

nages et des entreprises a atteint le chiffre faramineux de 10 580 milliards de dollars (194 % du PNB), soit presque dix fois plus que la dette globale du tiers monde (3) ! Nous sommes confrontés à un douloureux paradoxe : des dizaines de pays du tiers monde, qui remboursent leur dette, croulent sous le poids d'un

fardeau qui compromet leur développement économique et social potentiel, alors que le volume de ce qu'ils doivent ne représente qu'une part marginale de l'expansion globale du crédit.

Fin 1989, les créances des banques commerciales sur le marché international des capitaux atteignaient 2 640 milliards de dollars (exclusivement en termes de prêts bancaires), dont 488,6 milliards de dollars sont dus par le tiers monde, soit seulement 18,5 % du total (4). Les dettes du tiers monde ne représentent qu'une infime fraction des avoirs des banques commerciales : aux Etats-Unis, cela ne concerne que 3,6 % des portefeuilles des banques commerciales (5).

Il faut d'ailleurs noter que les dépôts des pays du tiers monde dans les banques commerciales des pays capitalistes développés atteignent plus de 446 milliards de dollars, auxquels il faut ajouter la masse des avoirs immobiliers et fonciers, les assurances-vie, l'or et les autres objets de valeur aux mains des classes dirigeantes du tiers monde, pour obtenir, sans aucun doute, une masse de

1) Ces montants sont calculés en utilisant les données fournies par *World Debt Tables 1990-1991*, vol. 1. Voir *Inprecor* n° 313 du 13 juillet 1990.

2) UNCTAD, *Trade and Development Report 1990*.

3) Données sur la dette : *Flow of Funds Account*, 1er trimestre 1991, regroupement de gouverneurs du système de la Réserve fédérale.

4) Calculé sur la base des chiffres provenant de *Bank for International Settlements*, 60e rapport annuel, juin 1990.

5) *Ibid.*

richesse bien plus importante que la dette due aux banques par ces pays. C'est la seconde clé importante de l'analyse de la crise de la dette : l'alliance objective et subjective entre l'*establishment* financier international de l'Ouest et la richesse du tiers monde — à ce propos, les cas de Marcos, Duvalier, Mobutu et consorts sont typiques d'une couche sociale spécifique, mais ils ne constituent que la partie visible de l'iceberg.

Le flux débridé de capitaux au début des années 70 a engendré un problème d'endettement, qui s'est soudain transformé en crise de la dette dont la plupart des pays du tiers monde ne se sont jamais relevés.

Idées fausses

Il faut noter, avant tout, que, contrairement à une "théorie" souvent développée, il n'y a aucun lien entre le début de cette explosion du crédit et le premier "choc pétrolier" de 1973-1974. Cela a été encore confirmé par l'ancien président de la Bundesbank allemande, Otmar Emminger : « Il faut prêter attention à certains faits qui devraient servir à corriger des conceptions historiques erronées largement partagées. L'une d'entre elles, par exemple, est l'affirmation de certains dirigeants du système bancaire international selon laquelle les banques ont été plus ou moins contraintes à leur expansion excessive du crédit dans le tiers monde parce que les pays de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP) avaient besoin de recycler leurs surplus massifs dans les pays en voie de développement ; ils prétendent que les gouvernements et les banques centrales les ont même encouragés ou quasiment forcés à recycler les fonds. En réalité, l'emballage démesuré des prêts des banques internationales avant 1982 a été provoqué par des causes relativement différentes » (6).

Il faut tordre le coup à une autre conception fautive : jusqu'au début des années 80, l'impact du service de la dette sur les économies du tiers monde est resté relativement stable ; la situation n'a dramatiquement changé qu'à partir de 1980. Cette crise a surtout été causée par l'introduction soudaine, durant le dernier trimestre 1979, d'une politique déflationniste radicale par la réserve fédérale des Etats-Unis, suivie par la plupart des autorités monétaires occidentales — ce qui a engendré une importante récession internationale entre 1980 et 1982. Ce renversement de la politique économique par la bourgeoisie internationale a eu des retombées très importantes.

● La hausse des taux d'intérêts a

conduit à une augmentation rapide et considérable du coût de financement de la dette : en moyenne, les taux d'intérêts nominaux de la dette sur le moyen et le long terme ont progressé de 12,3 % en 1979 à 17,4 % en 1981. En moyenne annuelle, les taux d'intérêt réel sont passés de 0,7 %, en 1973-1980 à 6,7 % en 1980-1985.

● Les exportations du tiers monde, qui avaient connu une croissance de 25 % en 1979 ainsi qu'en 1980, n'ont augmenté que de 2,5 % en 1981 et ont diminué de 4 % en 1982 — chute principalement due au recul très important des prix à l'exportation. Le prix moyen des exportations des biens de consommation du tiers monde a diminué de 28 % en deux ans (1981-1982) et, vers la fin 1982, il était de 39 % plus bas que lors de son apogée en 1974 (7).

C'est vrai que le second choc pétrolier a joué un rôle dans la détérioration de la situation économique des pays du tiers monde importateurs de pétrole. Mais cette hausse des prix du pétrole était avant tout une réaction à la forte inflation et à la dévaluation du dollar entre 1973 et 1980, qui avaient conduit à une chute vertigineuse de ses prix réels.

Enfin, la troisième clé de l'analyse découle du fait que l'apparition de la crise de la dette dans les pays du tiers monde n'a rien à voir avec les politiques économiques que ces derniers ont suivies ; cette crise est due aux politiques de la bourgeoisie des pays développés, qui recherchait une issue à ses contradictions économiques. De plus, une analyse détaillée du problème de la "fuite des capitaux" dans le tiers monde montre que celle-ci est davantage une conséquence qu'une cause de cette crise.

Ce point de vue n'a rien à voir avec certaines formes naïves de "tiers-mondisme" : la mauvaise gestion de l'économie par les classes dirigeantes, leur enrichissement sur le dos des travailleurs et des chômeurs, le mépris de leur population, la corruption omniprésente, le clientélisme et la criminalisation croissante de la société ne doivent pas être sous-estimés, car ils sont très importants. Mais il faut toujours se souvenir que le tiers monde dans son ensemble occupe une position marginale dans les relations économiques et financières internationales. Il semble que le problème n'est pas

tant celui de l'exploitation du tiers monde par les pays capitalistes développés à travers leurs multinationales industrielles et financières, que celui de la marginalisation croissante (8).

Quand la crise est apparue dans toute son ampleur, en août 1982, la bourgeoisie internationale a immédiatement réagi pour éviter un effondrement du système financier global, et a continué à le faire durant les années suivantes, de manière assez pragmatique mais sur la base de nouveaux principes fermement établis : il fallait aider les banques à s'en sortir, puis empêcher l'apparition d'une coalition des pays du tiers monde dans les négociations, en privilégiant l'approche au "cas par cas".

Ces politiques peuvent être résumées comme suit :

● La dette extérieure a été rééchelonnée sur une très large échelle. Les paiements ont été sans cesse reportés à des dates ultérieures — la seule chose importante étant le paiement régulier des intérêts de la dette, afin de pourvoir les banques créditrices en liquidités. L'étendue de ces opérations de rééchelonnement a montré la nature sérieuse de la crise : alors qu'en 1978-1981, le montant de la dette rééchelonnée ne s'élevait qu'à 1,5 milliard de dollars, il a atteint 198,4 milliards pour la période 1982-1985 et 308,5 milliards entre 1986 et 1989.

● Simultanément, le flot de crédits "volontaires" des banques commerciales s'est asséché. La grande majorité des nouveaux prêts a été accordée dans le cadre des opérations de rééchelonnement.

● Le Fonds monétaire international (FMI) a joué son rôle de chien de garde et a élaboré les fameux, ou plutôt infâmes, "programmes d'ajustement à court terme".

Toute cette opération s'est révélée n'être qu'une gigantesque arnaque. En 1983, les transferts nets se sont inversés : entre 1983 et 1989, le tiers monde a fourni



6) Otmar Emminger, "La crise de la dette internationale et les banques", *Intereconomics*, mai-juin 1985.

7) M. Feldstein, H. de Carmoy, K. Narusawa et P. Kruma, *Restoring growth in the Debt-Laden Third World, A Task Force Report to the Trilateral Commission*, New-York, Toronto, Paris, 1987.

8) Quelques chiffres pour illustrer ce propos : en 1988, le PNB global du tiers monde était de 2 415 milliards de dollars pour une population d'environ 4 milliards de personnes ; le PNB des Etats-Unis (250 millions d'habitants) était de 5 234 milliards de dollars, soit presque le double. Le budget de la défense des Etats-Unis représentait le double du montant du PNB de l'Afrique sub-saharienne. La part du tiers monde dans le commerce mondial reste d'environ 24 % mais, si l'on ôte la part des pays de l'OPEP, des quatre "petits dragons" asiatiques, de la Thaïlande et de la Malaisie, elle se réduit à 8 %.

environ 170 milliards de dollars aux pays développés. Mais cette saignée ne signifie pas que la dette ait diminué, bien au contraire. Entre 1983 et 1989, la dette globale a augmenté de 711 à 1 117 milliards de dollars !

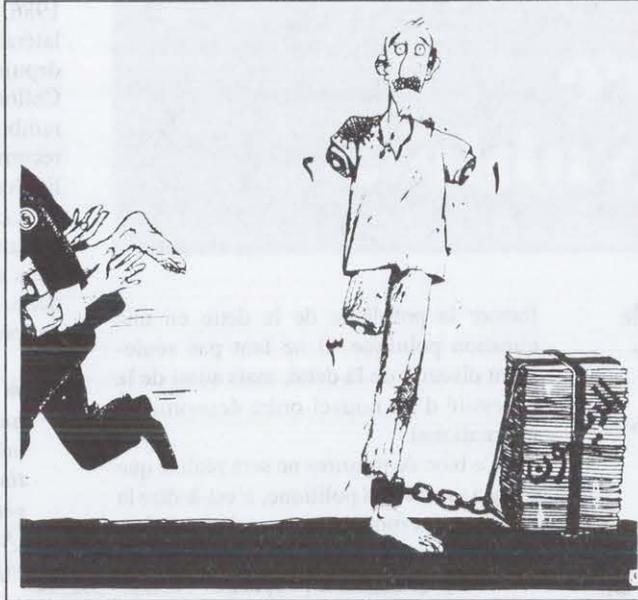
On pourrait comparer cela à quelqu'un qui achète une maison et contracte un emprunt de 100 000 dollars, mais paye un intérêt si élevé qu'il ne peut pas garder la maison et s'aperçoit, six ans plus tard, qu'il doit 155 000 dollars à la banque.

Des remèdes pire que le mal ?

Mais cela ne pouvait pas continuer indéfiniment ainsi. La masse des arriérés a augmenté graduellement et, en 1989, elle atteignait 79 milliards de dollars (9). Ce n'est qu'en 1988 que le principe d'une réduction de la dette a été "officiellement" reconnu quant à la dette envers des créanciers officiels (accords de Toronto) et, en 1989, celle contractée envers les banques commerciales (plan Brady).

Ces deux plans ne proposent qu'une réduction très partielle de la dette, et ce à un nombre limité de pays ; le premier ne s'applique qu'aux pays les plus pauvres ayant de sérieux problèmes pour payer le service de leur dette et propose un grand nombre d'options aux pays créditeurs, dont une réduction du tiers de certaines échéances. Jusqu'à présent les résultats ne sont guère spectaculaires, c'est le moins qu'on puisse dire : « Entre octobre 1988 et septembre 1990, dix-neuf pays ont réchelonné leur dette à partir de l'accord de Toronto. Les gains estimés de ces dix-neuf pays se montent à 100 millions de dollars, soit environ 1 % de leurs exportations de 1989 et 1,5 % du service de la dette » (10).

Le plan Brady, annoncé en mars 1989, a été appliqué en premier lieu au Mexique. Ce n'est pas un hasard : les résultats des élections présidentielles de l'été 1988 avaient montré que les fractures du système politique mexicain commençaient à s'élargir dangereusement, dans un pays qui a une importance stratégique pour le capitalisme des Etats-Unis. Il était donc nécessaire de prendre des mesures, comme l'avait conseillé la conférence patronnée par le Comité de Bretton Woods et l'Institut Brookings, où Brady avait exposé les grandes lignes de son plan : « L'administration de Carlos Salinas de Gortari au Mexique, qui a mené à bien une très importante politique économique de restructuration, a vraiment besoin



d'une aide extérieure supplémentaire pour continuer son programme de réformes au moment où sa position politique interne est délicate » (11).

En termes de réduction de la dette, la dite « aide extérieure supplémentaire » est relativement limitée. Les banques ont le choix entre trois options : échanger les prêts contre des bons en dollars fixés sur les taux d'intérêts du marché avec une remise de 35 % ; échanger des prêts contre des bons en dollars à un taux d'intérêt fixe de 6,25 % ; ou pourvoir à nouveau de l'argent au taux d'intérêt du marché. Les bons en dollars sont garantis par les bons du Trésor des Etats-Unis et sont explicitement exclus de tout accord financier ultérieur. Le résultat net de l'ensemble de l'opération donne comme résultat une augmentation de la dette extérieure de 5,1 milliards de dollars et une réduction annuelle du paiement des intérêts de 700 millions de dollars (en 1989, le total des intérêts payés de la dette mexicaine s'élevait à 9,3 milliards de dollars). Cette partie de la dette réduite des banques commerciales est transférée vers le secteur public (prêts du FMI ou de la Banque mondiale pour aider au financement des bons du gouvernement des Etats-Unis) et la structure de la dette devient plus rigide — ni les bons en dollars ni les prêts du FMI et de la BM ne peuvent être réchelonnés.

Jusqu'à présent des opérations de ce type ont été menées aux Philippines, au Costa-Rica, au Venezuela, en Uruguay et au Maroc ; mais il est évident que le plan Brady a brûlé ses dernières cartouches. Lors de la récente conférence monétaire internationale, à Osaka du 2 au 5 juin 1991, à laquelle participaient les dirigeants des cent plus grandes banques mondiales, le président de la Banque de

France et ancien dirigeant du FMI, Jacques de la Rosière, a déclaré qu'il y aurait certainement une pause dans la réduction de la dette (12). Le président Mitterrand risque de ne pas apprécier cette opinion, lui qui a récemment essayé sans succès de trouver un accord avec ses collègues du groupe des Sept (G7) pour faire bénéficier des pays africains, qui font partie de la sphère d'influence du capitalisme français, des réductions de 50 % de leur dette, déjà accordées à la Pologne et à l'Egypte.

La seule initiative envisageable est l'annonce, lors du sommet du G7 à Londres, en juillet 1991, d'une extension de l'accord de Toronto : une réduction des deux tiers de l'ensemble de la dette des pays les plus pauvres.

Dans le même temps, l'offensive lancée par le gouvernement des Etats-Unis, pour approfondir et accélérer le processus de privatisation, de libéralisation et de dérégulation dans le tiers monde, s'intensifie. Son plus récent exemple est la pression intense effectuée sur la Banque mondiale pour qu'elle accorde des prêts au secteur privé des pays du tiers monde.

Pour comprendre comment le fardeau de la dette est utilisé comme une arme, il suffit de lire *Fortune* : « Les centaines de milliards que les pays développés ont fournis, dans les années 70 et au début des années 80, ont financé toutes sortes de projets extravagants ne rapportant pas un centime, de l'autoroute transamazonienne qui ne va nulle part, à des fours pour la sidérurgie hautement automatisés en Afrique. Maintenant le tiers monde découvre à quel point l'économie de marché utilise le capital pour créer une nouvelle richesse. Une fois qu'un pays commence à agir en "bon élève", l'allègement de sa dette devient essentiel pour sa croissance ultérieure. Et les promesses d'annulation sont un moteur puissant pour les nations qui hésitent à faire le plongeon des réformes » (13). Devenez un capitaliste pur sucre et votre dette sera effacée... ★

21 juin 1991

Les dessins qui illustrent cet article sont de Youssef Abdelké

9) *World Debt Tables 1990-1991*, vol. 1.

10) *Ibidem*.

11) E. Fried et P. Trezise, *Third World debt, The next Phase*, Washington DC, 1989.

12) *Le Monde*, 8 juin 1991. *Financial Times*, 5 juin 1991.

13) Brian O'Reilly, "Cooling down the World Debt Bomb", *Fortune*, 20 mai 1991.

La facture est impayable !

La dette est un thème important de mobilisation et de réflexion pour le mouvement populaire et révolutionnaire d'Amérique latine, comme l'ont démontré les deux rencontres de la gauche latino-américaine (1). Le Parti des travailleurs (PT) du Brésil se penche aussi sur cette question, comme l'explique Luiz Inacio Da Silva ("Lula") (2).

INPRECOR : *Quelle est la position du PT sur la dette ?*

Luiz Inacio DA SILVA : Nous pensons qu'aucun pays du tiers monde n'est en condition de la payer. Il y a une incompatibilité totale entre la politique de développement des pays du tiers monde et le remboursement de la dette. Nous soutenons qu'il faut suspendre immédiatement son paiement. Nous demandons un audit sur l'histoire de la dette pour savoir où fut pris l'argent emprunté, si c'était un emprunt d'Etat ou d'une autre administration publique, ou s'il s'agissait d'une initiative privée. Il faut savoir comment a été dépensé cet argent pour avoir une radiographie fiable de cette dette.

Avec l'argent du non-paiement de la dette, nous pouvons constituer un fonds pour le développement afin de financer la recherche et le progrès technologiques, l'enseignement, la santé, la réforme agraire, une politique de développement pour le tiers monde. Ce fonds serait contrôlé par le pays lui-même, par une instance qu'il faudrait créer comprenant le Congrès national [le Parlement, ndlr], les mouvements syndicaux, et les partis politiques qui constitueraient une commission qui s'occuperait de l'administration de ce fonds. Une initiative politique internationale est également nécessaire. Il faut rassembler les pays débiteurs pour s'opposer aux pays créanciers. Aucun pays ne pourra trouver une solution individuelle à l'endettement.

Il est aussi important que la discussion sur la dette ne se fasse pas entre les gouvernements et les banquiers, mais de gouvernement à gouvernement. Il faut trans-

former le problème de la dette en une question politique. Il ne faut pas seulement discuter de la dette, mais aussi de la nécessité d'un nouvel ordre économique international.

Ce bloc de mesures ne sera réalisé que s'il y a une action politique, c'est-à-dire la pression des mouvements sociaux. Il faut transformer la question de la dette en une affaire dont se saisit le peuple.

◆ *Voici six ans, Fidel Castro lançait une campagne internationale sur le thème « La dette est impayable ». Après un bon démarrage, cette campagne a l'air de s'être enlisée faute de répondant. Aujourd'hui, on a l'impression que Bush a le vent en poupe avec son Initiative pour les Amériques (3). Comment vous expliquez-vous cela ?*

C'est bien le gouvernement cubain qui a lancé le débat. On a eu plusieurs rencontres internationales très positives à ce propos. Mais en Amérique latine la situation économique est si mauvaise que la majorité des travailleurs n'a pas le temps de penser à des objectifs à moyen terme. Notre lutte se donne souvent des buts immédiats ; c'est une lutte pour la survie. Sous cette pression, les organisations de gauche ne consacrent pas assez d'énergie aux objectifs à moyen et long terme. Nous voulons résoudre le problème du chômage et de la faim sans bien faire le lien avec la question de la dette. Le PT pense qu'il est important de mettre le problème à l'ordre du jour ; il faut faire de même au niveau syndical. Car si nous ne résolvons pas le problème de la dette, nous ne résoudrons ni celui de la distribution des revenus, ni celui de l'inflation, ni celui du développement.

Pour revenir aux causes de la faiblesse de la lutte contre la dette, il faut ajouter que la coordination des organisations syndicales latino-américaines est insuffisante, notamment parce que le mouvement syndical est peu développé à l'intérieur de chaque pays.

En outre, malgré sa volonté de payer la dette, la bourgeoisie brésilienne, par exemple, a été amenée à suspendre à certains moments son remboursement — en

1986, le Brésil a déclaré un moratoire unilatéral et n'a pas payé pendant deux ans ; depuis sa prise de fonctions, le président Collor a passé également un an sans rien rembourser, ce n'est que maintenant qu'il recommence à payer. Tout cela a démobilisé les secteurs de gauche.

Lors de la rencontre de la gauche latino-américaine, en juin 1990, à Sao Paulo, nous avons mis en avant la question de la dette. Nous pensons que ce thème a assez de force pour unifier la gauche.

◆ *L'hebdomadaire britannique, lié aux milieux patronaux, The Economist titrait récemment, "l'Amérique latine est à vendre". Qu'en est-il des ventes d'entreprises nationales ? Quelle est à la position du PT à ce sujet ?*

Le Fonds monétaire international (FMI) veut que les pays endettés vendent leurs entreprises d'Etat pour payer leur dette. Le PT a une position claire à ce sujet. Nous défendons le contrôle étatique sur toutes les entreprises liées aux secteurs stratégiques, comme le pétrole, la sidérurgie, l'eau, les ports, l'énergie électrique, etc. Par contre, toutes celles qui ont été nationalisées par le régime militaire, ou les entreprises secondaires comme le textile, peuvent être privatisées.

Notre lutte contre la privatisation de ces sociétés nationalisées revendique aussi leur démocratisation. Il faut les ouvrir à la société civile pour qu'elle puisse les administrer ; qu'il y ait des dirigeants syndicaux à leur tête ; et que des groupes faisant partie de la société civile soient partie prenante de l'administration de ces entreprises pour qu'elles deviennent des biens de toute la communauté.

Mais nous ne sommes pas d'accord pour que le patrimoine public soit privatisé pour payer la dette extérieure. Jusqu'à présent, le gouvernement n'a pas obtenu grand chose avec sa politique de privatisations. Aucun acheteur ne s'est présenté ! Par ailleurs, cette volonté de privatisation ne compte sur aucun appui populaire.

Le Brésil a une infrastructure et une base industrielle importante ; il dispose des conditions nécessaires pour adopter une attitude plus ferme face à ses créanciers. ★

Propos recueillis par Eric Toussaint
Avril 1991

1) Voir *Inprecors* n° 314 du 14 septembre 1991. Une deuxième rencontre vient d'avoir lieu au Mexique avec la participation d'autres organisations comme le Front sandiniste du Nicaragua ou l'avalas d'Haïti. Nous reviendrons sur cette réunion très prochainement.

2) Voir *Inprecors* n° 325 et 331 des 1^{er} février et 24 mai 1991.

3) Voir *Inprecors* n° 329 du 26 avril 1991.

Sur l'autel du capitalisme

Le groupe allemand Volkswagen vient de voir ses ventes de véhicules augmenter pour une valeur de 39 milliards de deutschemarks, surtout grâce à ses clients de l'ancienne République démocratique allemande (RDA). Il envisage l'ouverture d'une nouvelle usine à l'Est pour répondre à la demande croissante d'automobiles. Mais il faut savoir aussi que, pour les six premiers mois de 1991, 13 % de la main-d'œuvre de Volkswagen a changé...

Cette hausse de la consommation des habitants des anciennes régions de l'Est cache une réalité bien plus sombre.

Jakob Moneta a longtemps été rédacteur en chef du journal du syndicat de la métallurgie ouest-allemand, l'IG Metall. Membre du Parti socialiste unifié (VSP) dès sa création, il a décidé de rejoindre le Parti du socialisme démocratique (PDS, ancien parti communiste est-allemand), sans pour autant quitter ses anciens camarades (1).

INPRECOR : L'ancienne République démocratique allemande (RDA) connaît une crise sans précédent, contrairement aux promesses faites par Kohl avant l'unification...

Jakob MONETA : Après l'unification, le chômage a diminué en Allemagne de l'Ouest — 922 000 nouveaux emplois ont été créés —, alors qu'en Allemagne de l'Est, presque la moitié des 9,6 millions de postes de travail à plein temps étaient supprimés (2).

L'émigration des jeunes et des personnes les plus qualifiées vers l'Ouest a amoindri encore plus les possibilités d'effectuer un tournant économique et social à l'Est. Par ailleurs, les émigrants de l'Est sont utilisés par les patrons de l'Ouest pour revoir à la baisse les conditions de travail et les salaires de la classe ouvrière de l'ancienne République fédérale allemande (RFA).

A l'Est, la chute de la production industrielle et agricole, du commerce de détail et du commerce extérieur, ainsi que le chômage de masse dépassent d'ores et déjà de beaucoup les effets catastrophiques de la crise mondiale de 1929.

En même temps, la destruction de l'économie de l'ancienne RDA a — du moins jusqu'à présent — un effet d'entraînement pour les banques, les trusts et les entreprises de l'Ouest, qui en profitent.

◆ Apparemment la crise est beaucoup plus importante en Allemagne de l'Est que dans les autres anciens pays du "socialisme réel" (3). Pourquoi ?

Alors qu'en 1990 le Produit national brut (PNB) a diminué de 3 % en Union soviétique et en Tchécoslovaquie, de 5 % en Hongrie, de 10 % en Yougoslavie, de 12 % en Bulgarie, de 15 % en Roumanie et de 17 % en Pologne, il a chuté de 22 % en Allemagne de l'Est — et cette tendance s'aggravera encore davantage en 1991. Cette dégringolade dément toutes les attentes et tous les pronostics qui prévoyaient que la convertibilité du deutschemark (DM) et les investissements espérés en provenance de l'Ouest allaient atténuer les effets du passage au capitalisme.

La propagande officielle attribue toute la misère de l'Allemagne de l'Est aux "méfaits de l'économie communiste" pendant quarante ans. Mais un tel raisonnement n'explique absolument pas pourquoi cette économie "communiste" était beaucoup plus mauvaise en Allemagne de l'Est que dans les autres pays du bloc "socialiste".

Curieusement, c'est l'ancien chancelier fédéral, le social-démocrate Helmut Schmidt, qui a donné la véritable explication de ce phénomène : « En plaçant les entreprises de l'ancienne RDA en concurrence avec leurs homologues ouest-alle-

mandes et internationales, on devait s'attendre à l'effondrement de leurs débouchés commerciaux, de son chiffre d'affaires et de l'emploi dans les quatre nouveaux länder [l'ex-RDA, ndlr]. »

Dans les autres pays de l'Est, la structure étatique n'est pas totalement détruite et il y a encore des mécanismes de protection contre la concurrence étrangère qui n'existent plus dans l'ancienne RDA depuis l'unification.

Helmut Schmidt ajoute :

« Les entreprises et les produits [de l'Est] sont soudain soumis à la compétition des marchés libres, qu'ils ne sont pas encore capables de supporter. Est-ce que les manifestants de Leipzig, en 1989, pouvaient prévoir cela ? ».

◆ Après une hausse conjoncturelle de leur niveau de vie, les travailleurs est-allemands subissent une chute brutale de leurs revenus. Quelles sont aujourd'hui les perspectives économiques de l'Allemagne de l'Est ?

Bien que l'emploi et la production soient à la dérive, les revenus de la population ont augmenté pour l'année 1990, en moyenne, ainsi que la consommation de biens et de services, grâce à l'utilisation de l'épargne accumulée.

Ce phénomène s'explique essentiellement par les transferts financiers, par la vente de marchandises de l'Ouest en Allemagne de l'Est, ainsi que par les achats directs dans l'ancienne République fédérale. La demande énorme de l'Etat a constitué un moteur pour l'économie de l'Ouest ; mais cela n'a pas préservé la base propre de reproduction à l'Est, au contraire cela a contribué à sa destruction. Les conditions de développement de l'économie pour l'avenir sont donc pires qu'avant la chute du Mur !

Mais s'il n'y a plus aucune protection contre les licenciements, si le "travail à mi-temps" se généralise (il s'agit en fait d'une sorte de chômage rémunéré), si l'allocation chômage est remplacée par une aide sociale inférieure, et si le coût de la vie continue à augmenter (cette hausse est estimée à 20 % pour 1991), avec l'épuisement de l'épargne, les revenus disponibles pour la consommation vont se réduire. Dans le même temps, les transferts de l'ancienne RFA, nécessaires pour couvrir les frais de la sécurité sociale, des

1) Voir Inprecors n° 327 du 29 mars 1991.

2) Voir Inprecors n° 326, 327 et 328 des 15 mars, 29 mars et 12 avril 1991.

3) Voir Inprecors n° 310 du 1er juin 1990.

caisses d'assurance maladie, etc., à l'Est vont augmenter : tout cela provoquera une hausse des impôts et des charges pour la population de l'Ouest et étranglera la bonne conjoncture économique.

Mais ce n'est pas un transfert de 100 ou 150 milliards de DM par an qui pourra résoudre les problèmes économiques et sociaux à l'Est dans un avenir proche. Ces fonds ne sont pas essentiellement utilisés pour des investissements à l'Est et ne créent donc pas des emplois stables.

On estime que, dans l'ancienne RDA, en 1991, les investissements directs en provenance de l'Ouest seront de l'ordre de 22 milliards de DM, soit 6 % des investissements directs de l'ensemble de l'Allemagne.

A propos de la situation actuelle, la théologienne Dorothee Sölle a caractérisé cette victoire du capitalisme démocratique sur l'appareil de contrainte bureaucratique centralisé comme ceci : « *On sacrifie les plus faibles de la société* » — la pauvreté est surtout féminisée ; la natalité a diminué de 50 % ; les suicides ont augmenté de manière inquiétante ; le nombre des victimes de la circulation a doublé ; les handicapés ont perdu leurs postes de travail ; de nombreux jeunes n'ont droit à aucune formation ; la criminalité augmente ; des problèmes de consommation de drogue et le SIDA apparaissent.

◆ *Pourtant, dernièrement, le gouvernement Kohl semble mettre de l'eau dans le vin du "tout marché"...*

Il est évident que le gouvernement a commencé à modifier le cours de sa politique radicale de marché ; cela est dû, en tout premier lieu, à la pression des manifestations de masse, des grèves et aussi à l'impact des changements de l'opinion publique qui lui est de plus en plus hostile.

Les promesses non tenues du gouvernement sur le fait que l'unification de l'Allemagne n'entraînerait aucune hausse des impôts, lui ont fait perdre les élections dans les *länder* de l'Ouest ; les chrétiens-démocrates de Kohl subissent aussi une certaine perte de crédit à l'Est au profit de la social-démocratie.

S'il est vrai que l'"œuvre communautaire" pour soutenir l'effort de l'Est a disposé de moyens financiers considérables, qui ont quelque peu soulagé la situation financière des communes et des *länder* de l'Est, des analyses précises montrent que, même si en 1991 l'économie connaissait

une reprise à l'Est, elle stagnerait ensuite à un niveau très bas et ce durant plusieurs années — pour atteindre le rendement de 1989 en 1995, il faudrait une croissance d'environ 10 % par an, ce qui est peu probable.

La politique de la société Treuhand, créée par le gouvernement allemand pour privatiser les 8 000 entreprises baptisées en RDA "propriété du peuple", ne permet pas, en tout cas, ni un renouveau et ni une restructuration de ces sociétés.

La destruction actuelle du potentiel économique de l'ancienne RDA est évidente lorsque l'on constate le démantèlement dramatique des capacités de développement et de recherche.

De 1989 à 1991, le nombre des employés de ce secteur a diminué de presque deux-tiers, passant de 86 000 à 33 000.

◆ *Depuis quelques mois, les mouvements de grève et de mécontentement se multiplient. Peut-on parler d'une résistance à la politique du gouvernement Kohl ?*

Les syndicats sont capables de mobiliser contre les licenciements massifs, qui ont déjà donné lieu à des occupations d'entreprises, mais il existe des différences politiques entre les syndicats ouvriers. Le dirigeant du syndicat de la Chimie, Hermann Rappe, qui est aussi membre du conseil d'administration de la Treuhand, a récemment déclaré publiquement qu'il fallait « *embellir l'Allemagne de l'Est, la fiancée, pour lui trouver des prétendants à l'Ouest prêts à investir* »... Tant Rappe que le responsable de la politique économique social-démocrate, Roth, et un représentant des patrons ont réagi violemment aux propos d'un économiste qui disait la vérité à propos de la situation économique de l'Allemagne de l'Est. Lorsque celui-ci expliquait qu'il n'y avait aucune perspective optimiste pour les années à venir, les autres lui reprochaient de voir les choses trop en noir, alors qu'il faudrait « *embellir la réalité* » pour ne pas effrayer les investisseurs potentiels.

Les syndicats qui dirigent le mouvement de protestation contre les licenciements reculent parfois trop vite quand les médias leur reprochent d'empêcher les investissements avec des revendications exagérées. Plus grave encore, ils ne proposent aucun choix crédible à la classe ouvrière : on ne peut pas organiser des manifestations tous les jours seulement

pour mendier quelques avantages sociaux ou des allocations, sans proposer une alternative.

◆ *Justement, par rapport à ce problème, le Parti du socialisme démocratique (PDS) propose-t-il une véritable alternative ?*

Dans son programme, récemment adopté à Berlin, le PDS chiffre les besoins d'investissements à l'Est, pour 1991-1995, entre 500 à 600 milliards de DM. Selon ses calculs, ce financement est possible car les patrons de l'Ouest possèdent des liquidités à hauteur d'environ 680 milliards de DM dans des banques allemandes ou étrangères — les revenus de la bourgeoisie allemande se sont accrus de 187 milliards de DM, en 1990, ce qui est un vrai record.

Le PDS demande que les banques, les sociétés d'assurances, le commerce et l'industrie soient obligés de souscrire un emprunt pour la reconstruction de l'Allemagne de l'Est. Il exige aussi que les profits issus de la spéculation sur les terres soient taxés, et réclame une réduction des dépenses d'armement.

Mais, dans sa stratégie, le PDS connaît notamment trois problèmes graves.

D'abord, il n'a absolument pas de capacité de mobilisation ; il a perdu la confiance de la majorité de la classe ouvrière, qui l'accuse d'être responsable du désastre économique de l'ancienne RDA, en tant qu'héritier du Parti socialiste unifié (SED).

Ensuite, il ne sert pas à grand chose de faire bouger la classe ouvrière à l'Est si celle de l'Ouest, elle, n'est pas du tout intégrée à la mobilisation — et, à l'Ouest, selon le principal dirigeant de ce parti, Gregor Gysi, « *l'extension du PDS aux anciens länder fédéraux se trouve dans une impasse et notre projet originel de rassemblement de la gauche a échoué* ».

La crise du projet du PDS à l'Ouest et l'échec d'un mouvement de rassemblement autour de la Liste de gauche (4) sont partie intégrante de la crise qui traverse toute la gauche socialiste en Allemagne de l'Ouest — les différentes tentatives de regroupement ont également échoué. Il est bien possible que cet échec vienne du fait que tous nos efforts ont pris, jusqu'à présent, comme point de départ la tentative de rassembler les restes de la gauche par nécessité d'empêcher son éparpillement, et non pas autour d'une idée nouvelle ou d'un nouveau mouvement. Il faut tenter un nouveau départ, sans esprit de chapelle, pour contribuer à la formation d'un mouvement socialiste et alternatif.

4) Voir *Inprecor* n° 308 et 311 des 4 mai et 15 juin 1990.



Mais il y a un troisième problème et en même temps une troisième possibilité, qui nous permettrait peut-être de sortir de l'impasse dans laquelle se trouve aussi bien le PDS que la gauche radicale en Allemagne : l'un des plus importants théoriciens du syndicat de la métallurgie, l'IG Metall, devenu aujourd'hui conseiller de la direction de la social-démocratie, Karl Heinz Blessing, pense que la contradiction sociale dans l'Allemagne unifiée est marquée par le conflit qui existe entre l'ancienne modernité à l'Est et la post-modernité à l'Ouest.

Qu'est-ce que cela veut dire ? Il donne l'exemple suivant : « *Alors que des membres de l'IG Metall à l'Ouest commencent à discuter d'une conception de circulation écologique dans les rues, de la réduction du nombre des voitures, et de la construction d'un véhicule qui n'endommagerait pas l'environnement, les adhérents de l'IG Metall à l'Est veulent avant tout acheter une automobile puissante, produite à l'Ouest, aussi vite que possible.* »

Même si le chômage était très important à l'Ouest dans les années 80, les problèmes sociaux étaient absents de nos discussions. Karl Heinz Blessing explique : « *A part les 35 heures, les syndicats n'ont pas fixé l'agenda politique. L'écologie, le féminisme, ou encore le mouvement de la paix ont marqué la dernière décennie, à l'initiative de citoyens et des mouvements sociaux.* » Dans l'ancienne RFA, « *il y a énormément de gens dont la situation est excellente et, en même temps, le nombre de ceux qui sont rejetés aux marges de la société augmente.* » Nous aurons une société à deux vitesses, et une étude de la Confédération syndicale allemande, la DGB, chiffre le nombre de pauvres à l'Ouest à 4 millions.

Le décalage existe aussi sur les questions d'écologie, de l'égalité des droits pour les femmes, de l'intégration des immigrés et d'une société multiculturelle ouverte, tournée vers l'Europe.

La question clé soulevée par l'ancien théoricien de l'IG Metall est la suivante : « *Est-il possible, d'un point de vue historique, du développement, de sauter par-dessus l'ancienne modernité et d'entrer immédiatement dans la post-modernité ? De faire quasiment un saut de la veille au lendemain en omettant aujourd'hui ?* »

Cela semble impossible à Karl Heinz Blessing, mais pourquoi faudrait-il imiter tous les défauts de la société ouest-allemande et ne pas s'atteler à construire

un modèle de société écologique et sociale, ou au moins mobiliser l'opinion publique en Allemagne de l'Est pour y parvenir — ce qui aurait des chances de trouver des sympathies, y compris à l'Ouest.

Pour avoir une chance non seulement de populariser, mais aussi de réaliser de tels projets avec les syndicats et les mouvements sociaux, on compte surtout sur le PDS, qui a encore 10 000 conseillers municipaux à l'Est — même si la majorité de ses membres ont perdu leur emploi, victimes de discriminations professionnelles (voir encadré ci-contre).

Il est vrai que, pour le moment, les possibilités de s'engager activement, d'influencer sur la discussion et la politique, surtout à la base, sont infiniment plus grandes à l'Est qu'à l'Ouest. Mais il est également vrai que, dans quelques années, les répercussions de la crise profonde à l'Est, les contraintes économiques et l'émigration massive vers l'Ouest vont ouvrir aussi une possibilité dans l'ancienne République fédérale pour mobiliser des secteurs de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, nous sommes dans une période marquée par la déception, voire le désespoir, à cause des effets du marché libre et du capitalisme sauvage, qui favorise un tournant vers le Parti social-démocrate (SPD). Il est pourtant évident que le "capitalisme social" prêché par le SPD va aussi décevoir la population à l'Est, comme à l'Ouest.

La contestation qui ne manquera pas d'apparaître mettra face à face un mouvement radical de droite, qui commence déjà à s'organiser, et celui de la gauche, où la principale force potentielle, même si elle est encore très handicapée, est aujourd'hui le PDS. ★

Propos recueillis par Paquita Gomez
1er juillet 1991

ERRATA

Dans *Inprecor* n° 334 du 5 juillet 1991, deux coquilles malencontreuses se sont glissées dans l'article "Les travaux d'Aristide", d'Arthur Mahon.

● En haut de la p. 13 (première colonne, première phrase) il fallait lire : « Des personnes de confiance ont été placées à la tête d'autres ministères ayant à voir avec l'appareil d'Etat. Par contre, certains ministères (notamment l'Economie et les Finances, le Commerce et les Affaires sociales) ont été confiés à des personnes qui, par leur trajectoire, auraient tout à fait trouvé leur place dans un gouvernement bourgeois classique. »

● En bas de la p. 13 (première colonne, avant-dernier paragraphe) : le MPP n'est pas le « Mouvement de producteurs de papaye », mais... le « Mouvement des paysans de Papaye » (du nom d'un village situé sur le plateau central d'Haïti). ★

Appel

Le régime d'Helmut Kohl a bel et bien décidé de faire payer cher à la population de l'ancienne République démocratique allemande (RDA) les coûts d'une unification entièrement vouée aujourd'hui aux profits des grandes entreprises ouest-allemandes et européennes. Le Mur de Berlin est tombé sous la pression des aspirations démocratiques des Allemands de l'Est et pour de meilleures conditions de vie. Mais le gouvernement Kohl n'en a cure ! Le sort de millions de gens est maintenant sacrifié pour favoriser une unification violente et brutale sous l'égide d'un capitalisme prédateur.

Des millions de salariés ont été chassés de leur emploi, des centaines de milliers ont vu récemment leurs allocations chômage supprimées, les services sociaux sont réduits, et la répression sévit dans les milieux universitaires contre tout ce qui se réclame de la gauche marxiste et socialiste.

Enfin, voici quelques jours, le gouvernement allemand a décidé de bloquer les comptes bancaires du Parti du socialisme démocratique (PDS), principale formation politique de gauche dans l'ancienne RDA.

Il faut dénoncer au plus vite cette politique réactionnaire. Le mouvement ouvrier européen doit prendre toute sa part de solidarité aux côtés des travailleurs est-allemands qui résistent. Il faut arrêter cette répression ; faire obstacle à cette Allemagne et à cette Europe que Kohl et quelques autres mettent progressivement en place. C'est en prenant toute la mesure de cet enjeu et en assumant ses responsabilités que le mouvement ouvrier et démocratique européen pourra faire barrage aux poussées de l'extrême droite qui se nourrissent toujours du désarroi et de la misère.

Nous publions un appel du PDS qu'il faut faire connaître et faire soutenir (notamment par des directions politiques et syndicales) dans le cadre d'une nécessaire solidarité internationale.

« Les délégués du congrès du Parti du socialisme démocratique (PDS) s'adressent à l'opinion publique européenne en demandant de se rallier à la condamnation de la politique de *Berufverbot* (discrimination professionnelle) dans l'ancienne RDA, appelée "les nouveaux *länder*". »

« Nous signalons à l'opinion publique le paradoxe suivant : bien que le gouvernement de la République fédérale déclare agir au nom du droit des peuples et de la démocratie, il viole lui-même ces droits à l'intérieur de l'Allemagne-même. »

« Nous constatons que, malgré la critique soulevée à l'intérieur et hors de l'Allemagne, la politique du *Berufverbot* se poursuit maintenant depuis dix-neuf ans, en dépit de sa condamnation, en 1987, en tant qu'acte incompatible avec le droit des peuples. »

« Par un système de questionnaires systématiques et par de multiples discriminations dans le travail — surtout dans les services publics — le droit constitutionnel allemand ainsi que les normes internationales (acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe — CSCE — et convention numéro 111 de l'Organisation internationale du travail — OIT) sont bafoués par le gouvernement allemand. »

« Nous faisons appel à l'opinion publique pour qu'elle ne permette pas qu'en Allemagne les droits fondamentaux de l'Homme soient ainsi lésés. Nous vous appelons à soutenir cet appel. » ★

Gregor Gysi-PDS
28 Kleine Alexander Strasse-D 1020 Berlin

La fin du mythe éthiopien



Le régime de Mengistu fut une dictature militaire, oppressive. Et beaucoup d'observateurs ont pris pour argent comptant les proclamations marxistes-léninistes de ce régime, défendant au passage la thèse de l'expansionnisme soviétique. Mais quelle était la nature exacte de la révolution éthiopienne des années 1970 ?

Il y a bien eu une révolution, à partir de 1974, avec la destruction de l'Etat aristocratique et le bouleversement de l'ordre social. En revanche, l'interrogation sur la nature de cette révolution doit renvoyer à deux débats : l'un sur les forces sociales engagées dans la subversion du vieil ordre ; l'autre, sur ce que pouvait être la dynamique potentielle de cette révolution, à partir des forces politiques qui ont émergé de ces premières années d'affrontement.

La révolution éthiopienne a commencé comme une lutte contre la misère, l'autocratie et l'oppression. Or, la solution de ces maux ne pouvait pas simplement passer par un Etat — proclamé "révolutionnaire" — qui reposait essentiellement sur des cliques militaires et une nomenclatura amharique (voir article ci-contre). L'arriération de la formation sociale éthiopienne a donc constitué un obstacle certain à la radicalisation du processus. Des forces sociales antagoniques se sont disputées l'issue de cette révolution mais, en fin de compte, une fraction de l'armée, s'est imposée comme la force dominante durant plus de dix ans.

Dans ce contexte, il était normal que ce soit la question nationale et ethnique qui sape le pouvoir et finisse par l'abattre. La junte militaire (DERG) ne voulait pas, et ne pouvait pas, résoudre la question de l'empire légué par Haïlé Sélassié. Par nature, elle n'était pas capable de donner une réponse internationaliste, démocratique et sociale au puzzle national de l'Etat éthiopien. Violence, autoritarisme et chauvinisme ont été ses seules réponses.

Le pouvoir militaire a mimé, en les caricaturant, à la fois les jacobins et les bolcheviques, afin d'imposer une discipline et un centralisme susceptibles de stabiliser le nouvel appareil d'Etat. Le mythe d'un Etat unifié éthiopien se combina aisément à une rhétorique et à une pratique bureaucratiques empruntées au stalinisme. Copie conforme, petite bourgeoise et militariste, sans que pour autant le pays puisse être qualifié de "post-capitaliste". Pratique suicidaire, par ailleurs, car le régime s'entêtait à refuser le droit à l'autodétermination et utilisait l'essentiel des ressources de l'Etat pour des solutions militaires plutôt que sociales.

La question nationale en Ethiopie est liée à la question démocratique en général et à la possibilité de lui apporter une réponse radicale, combinant, d'une part, le droit inconditionnel des populations à décider de leur organisation étatique

et, de l'autre, la collaboration et l'entente internationaliste entre ces peuples afin de pouvoir s'attaquer réellement au sous-développement.

Malheureusement le cours actuel de la crise éthiopienne ne favorise pas cette dynamique-là. Le Front tigréen, Tigray People's Liberation Front (TPLF) qui est entré en vainqueur dans Addis Abeba a montré, depuis quelque temps, une forte tendance à vouloir se construire aussi parmi la population oromo, et ce en conflit avec l'Oromo Liberation Front et à être également le "représentant" des Afars en créant l'Afar Democratic Union. Le mouvement chapeautant tout cela, l'Ethiopian People's Revolutionary Democratic Front (EPRDF) se voulant dès lors un instrument d'hégémonisme centralisateur. Toutes choses qui ont déjà produit des frictions militaires avec des forces évidemment concurrentes.

La dynamique des irrédentismes régionaux et ethniques ne paraît pas se radicaliser sur le terrain social. Elle renforce, en revanche, des courants politico-militaires dont on peut craindre qu'ils aient peu le souci de la résolution globale des problèmes économiques et nationaux dans la Corne de l'Afrique. Le "chacun pour soi" risque fort d'être la source, comme en Somalie, de nouveaux conflits.

Il reste que l'Erythrée est maintenant, et enfin, à la veille d'une possible souveraineté. C'est une nécessité et un droit inaliénable après tant d'années de luttes. Tous les peuples d'Ethiopie et tous les mouvements politiques en présence devraient partir de là, positivement, pour réfléchir à une solution internationaliste réelle de l'ensemble de la question nationale dans cette région.

Mais le cours actuel de l'histoire mondiale ne nous permet pas cet optimisme. Le Front tigréen, TPLF, passe allègrement du "marxisme-léninisme" pro-albanais à un réalisme de bon aloi, tandis que les Etats-Unis se permettent de jouer un rôle d'arbitre.

Que Washington veuille éviter un nouveau chaos régional et ethnique, cela ne fait aucun doute. Le temps est fini en Afrique où la "meilleure" carte de l'impérialisme était systématiquement l'affrontement ethnique. Mais le patronage de Washington ne va pourtant rien apporter de bon quant à la résolution de la dépendance et du sous-développement... sur lesquels reposent les haines et les préjugés ethniques. L'ordre de l'après-guerre du Golfe ne sera pas celui de l'émancipation réelle de ces peuples. ★

Claude Gabriel



Une mo ethnique

Avec ses 48 millions d'habitants (1), l'Ethiopia. Nigeria. De par sa position géographique, il ce frontières de l'Ethiopie moderne mordent frontière avec le Soudan — les Bedjas au N sont présents des deux côtés de la frontière. A

Corne de l'Afrique comme une zone charni plusieurs décennies déjà, elle est considérée d deux dernières décennies les conflits constit déstabilisation semble entraîner une forme processus pourrait avoir des répercussio

SAM

L'ETHIOPIE moderne s'inscrit dans la continuité d'une très vieille civilisation recoupant une entité étatique qui a longtemps dominé la Corne de l'Afrique. L'islamisation et la marginalisation économique de cette région, située en bordure de la mer Rouge et du golfe d'Aden, autrefois désignée comme la Côte des aromates, ont longtemps coupé les Ethiopiens de tout contact extérieur. Retranchée sur les hauts-plateaux abyssins et isolée dans une zone arabo-musulmane, depuis la disparition de la Nubie chrétienne au XIVe siècle, l'Ethiopie chrétienne a toujours su préserver son indépendance, malgré les invasions successives des armées musulmanes du Gagne (3) qui ont ravagé le pays au XVIe siècle, suivies de la poussée oromo qui, si elle a provisoirement sauvé l'Ethiopie de la domination musulmane, constitue toutefois un danger démographique. Aujourd'hui, les Amharas comme les Tigréens perçoivent les Oromos comme l'ethnie la plus nombreuse, même si elle est économiquement défavorisée et de tout temps écartée du pouvoir. Des communautés oromos sont largement dispersées dans le pays, du Hara à la ré-



saïque e fragile

pie est le pays africain le plus peuplé après le
mande la région de la Corne de l'Afrique ; les
pays somali dans l'Ogaden, et le long de la
d et les populations nilotiques du Sud Soudan
niveau géopolitique, il convient de regarder la
re entre l'Afrique et le monde arabe. Depuis
comme une région sensible ; alors que durant les
aient aussi un enjeu Est-Ouest, aujourd'hui la
le "libanisation" à l'échelle de la région. Ce
s dans plusieurs autres pays africains (2).

ALE

gion de Gondar, y compris dans les cam-
pagnes du Choa, autour d'Addis Abeba.

Au XIXe siècle, les côtes de la mer
Rouge connaissent un regain d'intérêt
d'ordre essentiellement stratégique. Les
puissances impérialistes y établissent des
ports de soutage sur la route des Indes et
de l'Extrême-Orient. La Grande-Bretagne
s'installe dès 1839 à Aden, la France ac-
quiert le mouillage d'Obock (Djibouti) en
1862, et une compagnie de messageries
italienne achète le port d'Assab en 1869,
année de l'ouverture du canal de Suez.
Hormis le rôle d'escales obligées pour les
vapeurs des lignes maritimes, c'est à par-
tir de ces ports et comptoirs que s'organi-
sent les échanges commerciaux avec

l'Ethiopie. Ces points d'appui côtiers sont
à l'origine de la formation de colonies,
qui supposent un contrôle progressif de
l'arrière-pays : l'Erythrée pour l'Italie
(1891), et la Côte française des Somalis et
le Somaliland pour les Britanniques
(1885). Même la Russie a tenté d'établir
des comptoirs et de développer une politi-
que commerciale, appuyant l'Ethiopie au
nom de l'identité religieuse orthodoxe.

Alors que les côtes de la mer Rouge et
du golfe d'Aden sont entièrement contrô-
lées par les puissances européennes, por-
tant ainsi une nouvelle menace sur l'indé-
pendance de l'Abyssinie, l'empire éthio-
pien s'est engagé dans un processus de
restauration de l'autorité centrale. L'em-
pereur Théodoros II s'est employé à ré-
duire le pouvoir de l'aristocratie de ma-
nière souvent sanglante. Ménélik II,
empereur à partir de 1889, conquiert les
marches de l'empire qui constituent les
frontières actuelles de l'Ethiopie, tout en
s'opposant aux visées italiennes, et en in-
fligeant à ce pays une cuisante défaite à
Adoua en 1896.

Avec cette tradition d'indépendance,
qui a tendance à occulter son aspect ex-
pansionniste et oppressif à l'échelle régio-
nale, l'Ethiopie a toujours été considérée
comme la doyenne des Etats africains. Le
pays, qui n'a jamais été militairement oc-
cupé, sauf durant les cinq ans de présence
italienne, suite à l'agression mussolini-
enne, a accueilli à Addis Abeba le siège
de l'Organisation de l'unité africaine
(OUA).

La chute de Mengistu

Le colonel Mengistu Haïlé Mariam,
l'homme fort de la junte militaire
(DERG), issu de la révolution qui a ren-
versé la monarchie le 12 septembre 1974,
a habilement su concilier l'idéologie mar-
xiste-léniniste et la prépondérance politi-
que des Amharas qui s'appuie sur le féo-
dalisme traditionnel de l'Empire éthio-
pien. Très vite, au gré des purges san-
glantes qui ont successivement décapité
l'opposition civile et étudiante, qui con-
testait la confiscation du pouvoir par les
militaires et ses rivaux au sein des forces
armées, Mengistu est devenu le leader in-
contesté de l'Ethiopie. Sa légitimité "ré-
volutionnaire" s'appuyait essentiellement
sur l'aide massive qui lui a été accordée
par l'URSS, Cuba et l'Allemagne de
l'Est.

Malgré la présence des guérillas éry-
thréennes et tigréennes, Mengistu, qui a
triomphé de l'agression somalienne en
1978, s'est alors attelé à consolider son
pouvoir personnel. Ni la famine de 1984-
1985, ni les revers militaires endurés dans
la lutte menée contre les fronts de libéra-

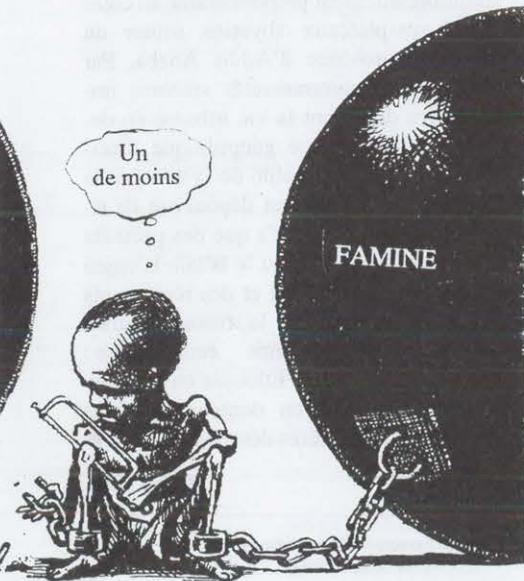
tion, ne l'ont empêché d'accéder à la pré-
sidence de la République, dès sa création,
le 23 mars 1983, et de contrôler les desti-
nées du parti unique, le Parti des tra-
vailleurs éthiopiens (PTE), fondé en 1984
sur le modèle de ceux des pays de l'Est.

Toutefois, à partir de 1989, le désen-
gagement rapide de ses alliés soviétiques,
cubains et est-allemands a montré la fra-
gilité du pouvoir instauré à Addis Abeba.
Malgré un soutien israélien discret mais
efficace, en échange de facilités d'émigra-
tion données par le gouvernement aux
quelques 20 000 juifs éthiopiens présents
à l'époque dans le pays, le régime de
Mengistu n'a pas été en mesure de résister
à la poussée des maquisards tigréens du
Front populaire de libération du Tigré
(FPLT), qui disposaient de soutiens en
provenance des pays arabes.

Février 1990 marque certainement un
tournant, avec l'offensive du Front popu-
laire de libération de l'Erythrée (FPLE),
qui se solde par la perte du port de Massa-
wa et l'encercllement des troupes gouver-
nementales dans un périmètre situé autour
d'Asmara, la capitale de l'Erythrée. Dès
le début 1991, la guérilla tigréenne, béné-
ficiant de l'appui logistique des Ery-
thréens, lance une vaste offensive en di-
rection de Gondar et du Godjan, puis
entreprend, avec le concours du Front de
libération oromo (FLO), qui opère au sud
de la capitale, une manœuvre d'encerclé-
ment d'Addis Abeba.

Dès lors, les jours du régime de Men-
gistu sont comptés. Un groupe d'intellec-
tuels éthiopiens tente, au travers d'une pé-
tition appelant à la négociation, d'éviter le
bain de sang. Enfin, le 21 mai 1991, appa-
remment à la suite d'un piège qui lui est
tendu par son propre entourage, Mengistu
Haïlé Mariam quitte Addis Abeba pour
s'entretenir avec des émissaires de la gué-
rilla et le président du Kenya, Daniel
Arap Moi. C'est à son arrivée à Nairobi
qu'il apprend que la radio éthiopienne
avait annoncé son départ et il se résigne à
trouver refuge au Zimbabwe où sa famille
réside déjà depuis quelques mois.

Ce changement en douceur, probable-
ment orchestré par le général Tesfaye
Gabre Kidane, qui occupait le poste de
président par intérim et par le Premier mi-
nistre Tesfaye Kinka, n'a pas permis au
pouvoir amhara de freiner la débâcle
chaotique du régime. Alors qu'une confé-
rence de réconciliation nationale devait
s'ouvrir le 27 mai à Londres, sous les aus-
pices des Etats-Unis, le 24 mai 1991, les



1) Banque Mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde*, Washington, 1990 (estimations de juin 1988).

2) Voir *Inprecor* n° 320 du 7 décembre 1990.

3) L'imam Ahmad Ibn Ibrahim, dit le Gragne, a ravagé l'Ethiopie (vers 1527-1543) à la tête d'une armée regroupant les musulmans somalis et afars de la côte et les gens du Harar.

maquisards du FPPE prennent le contrôle d'Asmara, la capitale de l'Erythrée, défendue par plus de 130 000 soldats gouvernementaux. Le lendemain, c'est le port d'Assab, contrôlé par les milices afars, qui passe sous le contrôle du FPPE. De leur côté, les Tigréens s'emparent de la base aérienne de Debré Zeit, aux portes d'Addis Abeba, le 26 mai. Dans le même temps, les communautés étrangères quittent la ville et Israël met en place un gigantesque pont aérien afin d'évacuer les quelques 16 000 falachas qui avaient été regroupés à proximité d'Addis Abeba. Enfin, le 28 mai au soir, avec l'approbation, voire sous la demande pressante des Etats-Unis, les rebelles prennent le contrôle de la capitale. Seule la garde prétoirienne de Mengistu, retranchée dans l'ancien palais impérial, semble s'être opposée à l'arrivée des combattants tigréens.

Confusion et famine

La situation actuelle laisse planer un certain nombre d'incertitudes sur l'avenir du pays, d'autant plus que la famine menace à nouveau et que le récent renversement de situation ne signifie pas nécessairement la fin de la guerre civile. Déjà des manifestations d'opposants et l'explosion de plusieurs dépôts de munitions dans la capitale laissent présager que les partisans de l'ancien régime, s'appuyant sur la population amhara, ne laisseront pas les Tigréens enrégimenter impunément le pays. En province, des cas d'émeutes et de pillages ont été signalés dans l'Est du pays, principalement à Dire Dawa et Harar. Enfin, toujours dans la même région, des heurts inter-tribaux ont opposé des Issas (Somalis) avec des Oromos, appartenant vraisemblablement au FLO.

Dans une situation aussi instable, il convient de rappeler qu'en raison de la sécheresse et des conflits, l'Ethiopie, la Somalie et le Soudan forment une sorte de "communauté sinistrée" de la faim et de la migration. Les quelques 700 000 réfugiés regroupés dans l'Harargue et l'Ogaden sont confrontés à d'immenses difficultés d'approvisionnement. Ces populations, victimes de la famine, sont souvent prises entre deux feux ou ballottées au gré de l'évolution des combats. Une aide d'urgence devrait parvenir dans les plus brefs délais afin de stabiliser une situation nutritionnelle qui se dégrade rapidement, mais le désintérêt relatif des donateurs, doublé de lenteurs administratives, risque de coûter cher en vies humaines.

Au-delà de son aspect régional, la crise éthiopienne est susceptible de remettre en cause le fragile équilibre politique des frontières africaines. En effet, dès sa fondation, en 1963, l'OUA avait pro-

clamé l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation. A l'heure actuelle, dans le sillage de la chute de la dictature militaire du colonel Mengistu, l'Erythrée, dominée par le FPPE, revendique l'accès à la souveraineté de la province maritime de l'Ethiopie, avalisée par un référendum. Ces événements interviennent quelques jours après la constitution formelle du Somaliland, qui s'est détaché de la Somalie (4). En effet, la Somalie du Nord a connu un processus identique de guerre civile, qui a permis de chasser un autre dictateur, Syad Barré, en janvier 1991. Mais le Mouvement national somalien (SNM) dominé par les Issaqs, en lutte contre les autorités de Mogadiscio depuis une dizaine d'années, a dénoncé le traité d'unification de la Somalie du 1er juillet 1960 et proclame aujourd'hui la souveraineté d'un nouvel Etat qui s'inscrit dans les frontières de l'ex-Somaliland.

Le risque d'une remise en cause de l'intégrité territoriale des Etats, que les Africains redoutent tant, s'est donc récemment concrétisé, d'abord en Somalie puis en Ethiopie. Dans le cadre de ce processus de création de nouvelles entités étatiques, ce ne sont pas précisément les frontières coloniales qui sont remises en cause mais les timides regroupements politiques opérés au début des années 60. Ces deux Etats connaissent, pour l'instant, une situation qui consacre plutôt le retour au découpage colonial du début du siècle. Ainsi un processus de regroupements des territoires, opéré plus ou moins librement au début des années 60, semble voué à l'échec. Si ces deux exemples de sécession sont avant tout dus à la violence et à la durée de conflits internes, il convient également de tenir compte de l'échec des tentatives de regroupements économiques régionaux.

Toutefois, un tel constat n'atténue pas le caractère hautement arbitraire des frontières internationales de l'Afrique subsaharienne. Depuis de nombreuses années, on s'emploie à relever ce phénomène, défi majeur à l'échelle de l'ensemble de l'Afrique. A propos de l'Ethiopie avec ses quelques 80 identités ethniques différentes, on peut lire : « *Capricieuses, mal situées, les frontières de l'ancien régime renfermaient effectivement des peuples disparates dans des démarcations arbitraires. Si détestables qu'elles demeurent, elles représentent probablement un moindre mal par rapport aux guerres en cascade, aux rebondissements sans fin qu'entraînerait leur modification. D'un bout à l'autre de l'Afrique, des centaines d'irrédentismes mal contenus, vivaces, n'attendent qu'une occasion d'exploser. Ils la trouveront quand l'un d'eux triomphera quelque part* » (5).

Par ailleurs, du point de vue des nombreux mouvements de libération en lutte dans la région, les changements politiques en cours à Addis Abeba ont également des répercussions directes, sur la situation au Soudan, par exemple. En effet, l'antagonisme entre les deux pays avait conduit le gouvernement de Khartoum à appuyer les rebelles érythréens et tigréens et cette attitude avait suscité en retour un soutien tout aussi actif des Ethiopiens en faveur de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) dirigée par John Garang. Qu'advient-il de ce dernier, maintenant que les forces soutenues par le régime de Khartoum sont aux commandes en Ethiopie ?

La politique américaine

La crise éthiopienne a permis aux Etats-Unis d'occuper une place vacante depuis le départ des Soviétiques, principaux alliés du régime entre 1977 et 1989. L'approche américaine souffre d'une contradiction majeure. En effet, comment préconiser, à l'échelon de la région, des solutions fédéralistes et en même temps encourager la prise de contrôle de la capitale par les Tigréens ? Au-delà des étiquettes idéologiques — diverses factions se réclament du marxisme, même le plus sectaire comme le Front populaire de libération du Tigré (FPLT), longtemps influencé par le "modèle" albanais, dont certains n'hésitent pas à opérer des revirements en préconisant le libéralisme économique — les diplomates américains semblent faire bien peu de cas de l'histoire millénaire et de l'antagonisme séculaire entre les deux composantes ethniques de l'Ethiopie chrétienne, soit les Tigréens autour d'Axum — le premier royaume chrétien — et les Amharas, qui ont dominé l'Ethiopie dès le XIIIe siècle. Cette dernière composante ethnique est traditionnellement prépondérante au cœur des hauts-plateaux abyssins autour du Choa, la province d'Addis Abeba. Par ailleurs, des communautés amharas importantes dominent la vie urbaine en dehors de leur espace géopolitique d'origine. La presque totalité de la zone de la Corne de l'Afrique est dépourvue de richesses minières, et n'a que des produits agricoles tels le café ou le bétail. L'enjeu économique du conflit et des règlements politiques passe par la reconnaissance d'une interdépendance économique : l'accès à la mer de l'Ethiopie en échange du ravitaillement en denrées agricoles vers les zones côtières désertiques. ★

Juillet 1991

4) Voir *Inprecor* n° 331 du 24 mai 1991.

5) *Le Monde*, 30 août 1978.

« Il y a pire que pire »

Durant la dernière décennie, la lutte politique en Turquie a été marquée par un éternel combat contre les avatars de la dictature militaire de 1980. Aujourd'hui, des héritiers du régime militaire à ses victimes de droite ou de gauche, toutes les forces politiques en présence s'accordent pour constater que le cadre fixé par le régime de 1980 est désormais caduc et qu'il faudrait sérieusement réorganiser l'Etat sur de nouvelles bases. Mais tout le monde est également d'accord pour dire que la situation politique est dans une impasse. Le tableau qui en ressort est marqué par la confusion et l'impuissance. Tous les sondages effectués depuis deux ans, montrent qu'aucun parti n'est en mesure de remporter les élections à lui tout seul et qu'il est même peu probable qu'une forte coalition puisse se dégager des urnes. Il s'agit d'une crise de confiance typique, marquée par le désespoir.

Fuat ORÇUN



DEPUIS sa cuisante défaite aux élections municipales de 1989 (1), le parti au pouvoir, le Parti de la Mère-Patrie (ANAP) du président Turgut Özal, n'a plus dépassé la troisième place dans les sondages concernant les intentions de vote. Mais il détient toujours les deux-tiers des sièges au Parlement avec un soutien électoral estimé aux alentours de 15 %. Le Parti de la juste voie (DYP, centre-droite, de l'ancien Premier ministre Demirel) grignote petit-à-petit l'électorat de l'ANAP.

À gauche, c'est le petit Parti de la gauche démocratique (DSP, social-démocrate dissident, de l'ancien Premier ministre Ecevit) qui mord dans l'électorat du Parti populiste social-démocrate (SHP d'Inönü, héritier du parti social-démocrate d'avant 1980).

Selon un sondage de l'Institut Gallup du 30 mai 1991, le DYP est crédité de 29 % des intentions de vote ; le DSP de 18 % ; l'ANAP de 14 % ; le parti islamiste de 8,5 % et le parti fasciste de 5 %. Ainsi, alors que se poursuit une "polarisation" entre centre-gauche et centre-droite, l'élément le plus saillant est le nombre d'indécis qui dépasse 20 %. Ce taux a conduit chacun de ces partis à tenter de renouveler sa façade et de mieux définir son identité. Le cas le plus désespéré est celui



Le président T. Özal

ministre Pakdemir, était considéré comme un "conservateur islamiste", proche de Yildirim Akbulut, jusqu'à ce qu'il décide de se ranger du côté du Yilmaz. Par conséquent, plutôt qu'un changement d'orientation et de stratégie, l'élection de

Yilmaz est surtout un ravalement de façade dans le seul but de préparer les élections — prévues au plus tard à l'automne 1992 —, et de sauver l'essentiel, c'est-à-dire le poste d'Özal à la présidence.

En effet, le véritable chef de l'ANAP est et reste Özal. Devenu président de la République, celui-ci est officiellement "hors parti", mais il continue à tirer les ficelles dans les coulisses. Özal s'est habitué à régner en maître absolu, avec un pouvoir sans partage et sans compromission. Il avait désigné lui-même son successeur à la tête du parti et "formé" le gouvernement, sans en laisser l'initiative à Akbulut, qui faisait figure de pantin. Sous Özal, le byzantisme, la corruption, et le népotisme ont atteint des proportions inégalées. La très ambitieuse Mme Özal, s'est faite récemment élire présidente de la plus grosse branche locale de l'ANAP, à Istanbul. La "première dame" est la vitrine moderniste et occidentaliste de la famille, alors que les frères Özal représentent la face islamiste et conservatrice.

L'éviction d'Akbulut n'est donc que le remplacement d'un pantin désarticulé par un autre, moins discrédité. Mesut Yilmaz a été élu avec le soutien implicite d'Özal et le soutien très militant de Mme Özal et de leurs enfants. Il a cependant peu de chances d'éviter l'inévitable : la fin de l'ANAP aux prochaines élections, qui seront probablement anticipées. D'ailleurs, cette fois-ci, Özal semble assez désespéré sur l'avenir de son parti puisque, avant le congrès, il a proposé au fils de Menderes (3) — qui n'est même pas membre de l'ANAP — d'en prendre la direction pour essayer de le redresser. Le meilleur résultat qu'il puisse espérer serait que l'ANAP garde assez de députés pour être le petit partenaire d'une coalition qui accepterait de garder Özal comme président de la République.

de l'ANAP, qui a perdu toute sa légitimité aux yeux de la population. Selon les sondages, il aurait même des difficultés à dépasser la barre des 10 % dans les centres urbains (2).

L'ANAP à la dérive

Fondé trois ans après le coup d'Etat, en pleine offensive des militaires contre les "idéologies", ce parti prétendait assurer l'"unité nationale" en son sein, en regroupant des personnalités issues des quatre courants présents dans le dernier Parlement (libéraux, sociaux-démocrates, fascistes et islamistes). Aujourd'hui, les principaux fondateurs de l'ANAP reconnaissent que sa plus grande faiblesse est son absence d'"idéologie" claire. L'ANAP est en effet une nébuleuse réactionnaire basée sur le clientélisme et les avantages du pouvoir. Sa base électorale se limite aux parvenus de ces dix dernières années. Lors de son dernier congrès, les 15 et 16 juin 1991, l'ANAP a renversé son propre président et Premier ministre, Yildirim Akbulut, pour porter au pouvoir un ancien ministre des Affaires étrangères, Mesut Yilmaz.

La victoire de ce dernier a été présentée dans la presse comme celle de l'aile "modérée et libérale" du parti contre les "conservateurs islamistes". Or, le noyau dur de l'équipe de Yilmaz est essentiellement composé d'anciens cadres et proches du parti fasciste de Türkes (le sinistre *fürher* des loups-gris). Par ailleurs, le nouveau "patron de l'économie", le mi-

1) Voir *Imprecor* n° 289 du 29 mai 1989.

2) Le DSP et le SHP arrivent en tête dans les villes et la DYP n'arrive qu'en troisième place à Istanbul.

3) Adnan Menderes était le leader charismatique de la droite turque, pendu par les militaires après le putsch de 1960.

Les signes de la famine

La population urbaine était de 43 % en 1980, elle est passée à 63 % en dix ans. Selon les prévisions de l'Organisation de coopération pour le développement économique (OCDE), dans vingt ans, 95 % de la population de la Turquie habitera dans les villes côtières de la mer Egée et de la Méditerranée. Autrement dit, les terrains les plus fertiles du point de vue agricole seront urbanisés !

Cet exode rural n'est pas le produit d'une demande de main-d'œuvre industrielle, mais du mal de vivre des campagnes. L'agriculture, soutenue par le gouvernement durant les premières décennies de la République, a été négligée dans la dernière période, sous prétexte de passage à l'économie de marché ; en réalité, il s'agit d'appliquer des politiques imposées par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale.

Alors que la Turquie était l'un des six ou sept pays autosuffisants du point de vue alimentaire, à partir de 1989, les importations agricoles ont dépassé les exportations. Autrement dit, la Turquie est devenue dépendante du point de vue alimentaire. L'élevage a connu un grand recul, sa part dans le secteur agricole passant de 40 % à 25 %. Le taux de croissance du revenu agricole (3,5 % en moyenne auparavant) est passé à 2,5 % au début des années 80, égalant ainsi le taux de croissance démographique, avant de reculer en-deçà, à 2 %.

Le libéralisme a noyé le marché turque de fruits tropicaux importés grâce aux crédits internationaux, tandis que la capacité de production agricole traditionnelle du pays s'est effondrée. Les résultats de la dépendance alimentaire sont facilement prévisibles. Les petits revenus ont été condamnés à devenir végétariens, mais la hausse des prix des légumes frais limite leur choix aux patates et au blé cassé. ★

En dehors d'une petite couche de nouveaux riches qui doivent leur ascension à Özal, personne (même pas la grande bourgeoisie) n'est satisfait des politiques arbitraires du pouvoir, qui ne recherche même pas un consensus avec les principales forces du système. Depuis quelque temps, l'association du patronat, la TUSIAD, ne cesse de tirer la sonnette d'alarme et exprime ouvertement son mécontentement. Tout le monde sait qu'un pouvoir qui s'effrite peut prendre des mesures radicales. Il lui sera impossible de résister à la pression salariale, surtout en période pré-électorale et l'inflation ne descendra pas en dessous de son taux chronique de 70 %.

Pour le moment, seuls les Etats-Unis soutiennent Özal ; ils croient encore au maintien au pouvoir de celui qui leur a donné plus qu'ils n'en espéraient lors de

la guerre du Golfe. En fait, Özal et sa clique étaient déjà sur le départ, mais leur politique pro-américaine durant cette crise leur a fait gagner du temps, au prix de nouveaux coups durs pour la vie économique et sociale du pays.

La carotte et le bâton

Toujours pour gagner du temps, Özal s'est attaqué ensuite à certains tabous du



régime, notamment les fameux articles 141-142 et 163 du Code pénal qui interdisaient les activités politiques sur une base de classe ou de religion. Ces articles, dont l'application n'était déjà plus aussi stricte qu'avant, ont été supprimés en catimini après un vote éclair au Parlement. Il en a été de même pour l'interdiction qui pesait sur l'utilisation de la langue kurde. Une amnistie partielle a également été décrétée. Mais cette vague de "libéralisation" s'est accompagnée de nouvelles mesures répressives qui vont sans doute faire regretter les anciennes !

Si la présence des Kurdes est admise et la langue kurde autorisée, en revanche, évoquer leurs droits nationaux sera réprimé encore plus sévèrement que par le passé. Par ailleurs, une nouvelle loi "anti-terroriste" a été adoptée selon laquelle ceux qui, bien que n'ayant pas commis de délit, feraient partie d'une organisation "terroriste" ou ceux qui commettraient des "actes à but terroriste" sans toutefois être membres d'une organisation "terroriste", recevront les mêmes peines que les auteurs d'actes terroristes organisés. La définition des "terroristes" est totalement arbitraire et floue : « ceux qui entravent l'indivisibilité du pays et de sa Nation » ; « ceux qui affaiblissent l'autorité de l'Etat » ; « ceux qui veulent changer le système économique », etc. Tout citoyen est donc un "terroriste" en puissance (4). Les mouchards seront récompensés et les policiers seront protégés en cas de "bavures" — y compris pour les cas de tortures, car il faudra désormais une autorisation

spéciale du ministère de l'Intérieur pour les poursuivre en justice ! D'ailleurs, depuis cette loi, plusieurs exécutions sommaires ont eu lieu, des policiers n'hésitant pas à faire des descentes aux domiciles des présumés "terroristes" sans défense pour les assassiner de sang froid.

L'amnistie a eu des résultats intéressants. Ceux condamnés selon les articles 141-142 et 163 ont été libérés, les autres relâchés sous condition. Mais, « sur les 3 316 condamnés politiques qui étaient encore en prison, 2 857 étaient de gauche, 459 de droite. 409 de ces prisonniers de droite ont été libérés... tandis que seuls 299 détenus de gauche ont été libérés, les 2 558 autres le seront d'ici cinq à dix ans » (5) ! La loi anti-terreur a suscité des grèves de la faim des détenus et de leurs parents.

Embouteillage au centre

Après un libéralisme sans partage qui a duré plus de dix ans, on pourrait penser que le parti de centre-gauche, le SHP, serait en mesure de remporter les élections. Et en effet, en 1989, le SHP avait raflé la quasi totalité des municipalités des grandes villes. Mais l'incurie de la gestion social-démocrate et les allégations de corruption ont miné sa crédibilité et lui font perdre des points au profit du DSP dont l'appareil est cependant encore trop faible pour prétendre au pouvoir.

Par ailleurs, le SHP éprouve beaucoup de difficultés à abandonner l'héritage moral et politique du Parti républicain du peuple (CHP), le parti unique et peu démocratique des premières décennies de la République. Sa direction reste trop faible pour faire face aux nouveaux développements. Le programme de l'aile droite du parti fait de la surenchère libérale et sape la confiance de l'électorat populaire. Même si cette opposition ne remporte pas la majorité lors du congrès du SHP, prévu les 6 et 7 juillet 1991, elle pourrait néanmoins obtenir une minorité de blocage qui paralyserait ce parti, déjà bien mou.

Le SHP veut aussi ravalier sa façade, mais sa recherche d'une nouvelle identité ne se fait pas à gauche, conformément à la dynamique de l'opposition sociale, mais au centre, vers une transition en douceur. Même les dirigeants du DYP de Demirel accusent les sociaux-démocrates de ne pas remplir leur rôle d'opposition de gauche.

En conséquence, le DYP est obligé d'assumer partiellement ce rôle, au risque d'indisposer sa base rurale et droitiste traditionnelle. C'est le DYP, véritable parti

4) Cumhuriyet du 13 avril 1991.
5) Milliyet du 26 juin 1991.

“centriste de droite” qui capte la première place des intentions de vote.

La composition du futur Parlement reste incertaine. La formule la plus souple serait une coalition DYP-ANAP, sous la houlette d'Özal. Une coalition DYP-SHP n'est pas non plus à écarter. Bien que d'apparence conflictuelle, une telle alliance correspondrait aux aspirations non seulement d'une partie de la bourgeoisie qui cherche un compromis social durable, mais aussi à celles d'importants secteurs de gauche qui pensent ainsi pouvoir restructurer l'Etat dans un sens plus démocratique. Un projet de coalition entre le centre-droit et le centre-gauche avait d'ailleurs avorté de justesse avant le coup d'Etat de 1980.

La décomposition du régime

Le compte à rebours pour les élections a commencé. Ainsi, après les deux premiers partis fondés sous l'égide des militaires, le Parti de la démocratie nationaliste et le Parti populiste, qui ont sombré corps et biens, le troisième parti du régime militaire, l'ANAP, s'apprête à son tour sinon à quitter la scène, du moins à être réduit au rôle de figurant. L'élimination de l'ANAP va amener d'importantes re-compositions au sein de l'appareil d'Etat. Il est clair que même l'arrivée au pouvoir du centre-droit, en la personne du DYP, entraînerait un sérieux nettoyage. N'oublions pas que l'ANAP était arrivée au pouvoir avec un projet de réformes radicales. Ainsi une restauration de la droite par une autre force sera une première dans l'histoire du pays.

C'est édifiant que même le DYP s'engage à exorciser le fantôme de la dictature militaire. Demirel a récemment déclaré qu'il fallait désormais « *en finir avec le régime actuel, véritable coup d'Etat civil qui est l'héritier du régime des militaires* » (6). Le coup d'Etat civil en question est la présence d'Özal à la tête de l'Etat. On a l'impression que l'histoire n'est qu'un éternel recommencement. A une chose près : les travailleurs et les sec-

teurs populaires ont subi d'importantes défaites économiques et politiques et ont perdu leurs instruments de défense.

La classe ouvrière face aux directions syndicales

Après les actions du printemps 1989 (7), la classe ouvrière a pris une nouvelle orientation, lente mais inéluctable. Silencieux durant des années, les travailleurs étaient paralysés par les lois interdisant de faire grève, et se contentaient d'espérer que leurs directions syndicales puissent obtenir de bonnes conventions collectives. Avec le recul des salaires réels à partir de 1984, et à la suite des élections municipales de mars 1989, les travailleurs ont repris le chemin des luttes par centaines de milliers. Ils ont ainsi obtenu des gains salariaux allant bien au-delà des propositions patronales et gouvernementales, en bousculant les directions syndicales qui faisaient office de courroie de

bienveillance du gouvernement, compte tenu de la nouvelle législation, pour garder ses privilèges.

La grève des mineurs de la fin 1990 a été une nouvelle étape de cette évolution (8). Mais avec la guerre du Golfe, de nouvelles restrictions légales ont freiné cet élan. Plus de 300 grèves ont été interdites par le gouvernement. La signature de la convention collective de 600 000 travailleurs du secteur public a été reportée. Les manœuvres et tergiversations des directions syndicales ont fait perdre des mois aux travailleurs. Mais, à partir de la mi-juin 1991, des centaines de milliers de travailleurs ont repris des actions de résistance passive, comme celles citées ci-dessus, en dehors des structures syndicales.

La bureaucratie syndicale a été alors obligée de soutenir les revendications salariales des travailleurs à la table des négociations, mais au prix d'un marchandage secret avec le patronat. Le patronat compréhensif accordait d'importantes

hausse de salaire, qui permettaient à la bureaucratie syndicale de sauver la face devant sa base, mais, en échange, il licenciat en masse sans que les syndicats, complices, ne réagissent. C'est Özal en personne qui, commentant un conflit salarial dans une entreprise, a révélé cet accord tacite. Ainsi, rien que dans le secteur du textile, 40 000 ouvriers (un tiers des effectifs) ont été licenciés sans que Tekşif, le syndicat de Svket Yilmaz (le président de la principale confédération syndicale, la Türk-İs) ne proteste. Cette nouvelle tactique patronale

— museler les tra-

vailleurs par la menace du chômage (9) — était déjà apparue à grande échelle lors de la grève des mineurs, puisqu'Özal avait menacé de fermer les mines. A l'époque, cette menace n'avait pas pu être mise à exécution devant la résistance acharnée des mineurs.

Depuis un an, environ 300 000 travailleurs ont été licenciés, sans être remplacés par de nouvelles embauches à des salaires plus bas. La menace du licenci-



La marche des mineurs, décembre 1990 (DR).

transmission de la répression et du désespoir. Pour contourner l'interdiction des moyens de lutte classiques comme la grève, ils ont eu recours à des méthodes originales dans plusieurs branches pour attirer l'attention et le soutien de l'opinion publique : se laisser pousser la barbe ; visites médicales collectives ; grèves de la faim ; ralentissement du travail ; boycott des repas, etc.

Quant à la bureaucratie syndicale, elle était prise entre deux feux : la pression de la base et celle du gouvernement, qui ne tenait pas compte de ses suppliques. Pourtant, elle avait besoin du soutien de sa base pour justifier son existence et de la

6) Milliyet du 11 juin 1991.

7) Voir Inprecor n° 289 du 29 mai 1989.

8) Voir Inprecor n° 322 du 18 janvier 1990.

9) N'oublions pas que les chômeurs ne touchent aucun allocation en Turquie...



Déploiement de l'armée sur le parcours de la marche des mineurs (DR).

ment est bien réelle, mais les travailleurs ne vont pas pour autant baisser les bras. En effet, les salaires ont atteint un niveau insupportable et le souvenir des récentes victoires est toujours vivant. Par ailleurs, les directions syndicales, qui pourraient être les vecteurs d'un compromis ou d'un retrait n'ont plus aucune crédibilité. Les actions sont déclenchées en général sur l'initiative de la base. La situation des négociations collectives concernant 600 000 ouvriers est la suivante : constat de conflit pour 374 000 ; décision de grève pour 78 000 ; grève en cours pour 134 000 ; négociations en cours pour 34 000. 155 000 travailleurs sont privés du droit de grève, mais ont décidé d'entreprendre des grèves de soutien. Les principaux slogans des luttes ouvrières actuelles sont : « *Démission du gouvernement !* » et « *Où est la Türk-Is ?* ».

La direction de la Türk-Is n'avait jamais autant perdu de sa légitimité, même à l'époque où elle était concurrencée par une centrale plus combative, la DISK. A la suite de la suppression des articles 141-142 du Code pénal, les procès intentés à l'époque de la dictature militaire contre la DISK sont devenus caducs. La possibilité de réouverture de cette confédération, qui regroupait près de 300 000 travailleurs, est donc à l'ordre du jour. Reste le problème de la restitution des biens de la DISK (une somme considérable, notamment en biens immobiliers, confisquée par l'Etat), ce qui lui donnerait les moyens effectifs de reprendre ses activités. Malgré le blocage de la Türk-Is, la Confédération européenne des syndicats (CES) a exigé du gouvernement turc la

restitution de ses biens à la DISK. Bas-türk, président de la DISK, a démissionné de son mandat de député pour mettre en branle la procédure juridique et demander la réouverture de cette confédération.

La Türk-Is a récemment participé à l'Assemblée générale de l'Organisation internationale du travail (OIT), après s'être mis d'accord avec le patronat et le gouvernement. Effrayé par les perspectives de la concurrence syndicale, la Türk-Is a tenté de bloquer, lors de cette réunion, les protestations de l'OIT contre les dispositions réactionnaires de la législation du travail en Turquie. Celles-ci prévoient, notamment, que, pour conclure une convention collective, un syndicat doit regrouper 10 % des salariés de sa branche à l'échelle nationale et 51 % sur l'entreprise. Ces dispositions seraient en effet un obstacle sérieux à une réorganisation opérationnelle de la DISK. La Türk-Is demande aussi à l'OIT de ne pas insister sur la réembauche des travailleurs licenciés par le régime militaire (en grande partie, d'anciens membres de la DISK) et qui ont obtenu des tribunaux le droit de réintégrer leurs entreprises, droit que leur nie le gouvernement.

Près d'un million de travailleurs ont participé à diverses actions sur leur entreprise depuis le début de l'année. Ce chiffre a atteint 500 000 durant les deux premières semaines de juin. S'il ne s'agit pas d'un cours révolutionnaire de la classe ouvrière, c'est du moins un sérieux renouvellement. Cependant, malgré les luttes revendicatives sur les salaires, aucune action significative de solidarité contre les licenciements n'a encore vu le jour.

Face à ces développements dans la classe ouvrière, la social-démocratie reste totalement silencieuse, plus préoccupée par ses querelles internes. La création d'une force politique à la gauche de la social-démocratie n'en est que plus nécessaire.

Les "socialistes indépendants"

Diverses discussions et tentatives dans ce sens ont eu lieu entre les résidus et les diverses composantes de l'ancienne et puissante extrême gauche des années 70, qui se sont enlisés dans des discussions en vase clos qui durent depuis des années, et dont le seul résultat tangible à ce jour a été la réorganisation et la transformation des principaux courants maoïstes et pro-soviétiques.

La première tentative date de 1985-1986 et regroupait essentiellement des socialistes "indépendants" et le principal groupe pro-chinois, l'ancien Parti ouvrier-paysan (TIKP). Le courant pro-soviétique, qui n'était pas encore passé par l'école de Gorbatchev, a refusé, sur une base sectaire, de s'y associer. Les relations entre les maoïstes et les autres courants étaient tendues et dépourvues de confiance mutuelle, en raison du passé du TIKP qui s'était aliéné toute la gauche avec ses concepts "trois-mondistes" (10), notamment son appel à un gouvernement d'unité nationale contre le terrorisme et le "péril soviétique" à la veille du coup d'Etat. Les résidus du TIKP ont fini par fonder leur propre parti, le Parti socialiste (SP). Ce courant a cependant réussi à se forger une nouvelle légitimité au sein de la gauche, surtout grâce au dynamisme de son organe de presse, *Ikibine Degru (Vers l'An 2000)* qui mène de virulentes campagnes de dénonciation du pouvoir, notamment sur la question kurde.

Par la suite, le SP a connu une scission d'une partie de ses cadres traditionnels, qui ont lancé une nouvelle initiative d'union de la gauche. Cette initiative a été rejointe cette fois-ci par les pro-moscovites, du Parti communiste unifié (TBKP, fusion de l'ancien PC — TKP — et du Parti ouvrier — TIP), devenus passionnément gorbatchéviens. Une nouvelle organisation a été fondée, le Parti d'unité so-

10) La "théorie des trois mondes" énoncée, par la direction chinoise, en 1977, explique que la lutte la plus importante pour les peuples et les classes ouvrières du monde est celle contre l'hégémonie soviétique. Selon les dirigeants chinois, les pays du tiers monde sont la première force de cette lutte. Dans ce combat, il faut rechercher des alliances dans le "second monde" (Europe occidentale, Canada et Japon), qui « peut être gagné », même par des pressions en son sein par sa droite. Cette théorie visait à justifier le nouveau cours pris dans la direction chinoise par Chou-en-Lai.

cialiste (SBP), avec le soutien de certaines personnalités "indépendantes". Tant le SP que le SBP sont restés limités à leurs bases traditionnelles et n'ont pas initié de dynamique de regroupement. Cependant, alors que le premier suivait une ligne plus radicale que dans les années 70, le second a nettement glissé plus à droite, sur une ligne "libérale".

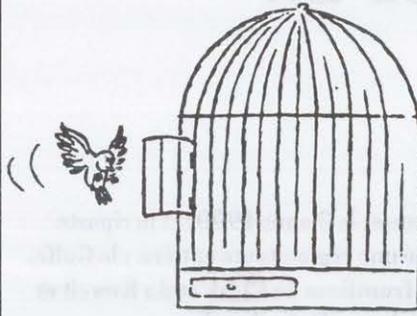
Les résidus des courants révolutionnaires des années 70 sont restés en dehors de ces processus. Leur méfiance, justifiée par ailleurs, n'était cependant pas dépourvue de sectarisme. Ces courants ont connu une importante crise d'identité avec le recul des mouvements sociaux, car leur force principale venait de leur activisme pratique dans le mouvement de masse, et surtout dans la jeunesse. Leurs références idéologiques, plus qu'éclectiques, ont été encore davantage remises en cause par les bouleversements en URSS et dans les pays de l'Est, mais aussi en Chine et en Albanie.

Malgré la réactivation de la classe ouvrière, ne serait-ce qu'au niveau des revendications salariales, l'extrême gauche est dans une stagnation totale. La tendance au repli sectaire sur soi semble dominer sur fond de désarroi idéologique, malgré des discussions plus ouvertes que par le passé sur des thèmes programmatiques. Le refus d'unité d'action dans la pratique reste la règle générale. Dans une telle période de faiblesse généralisée de tous les groupes, le maintien du sectarisme qui avait causé tant de dégâts à l'apogée de la puissance de l'ancienne extrême gauche, donne peu d'espoirs pour une recombinaison saine.

Cette situation va sans doute se poursuivre jusqu'à une modification radicale des données ou à l'apparition d'une puissante alternative. La gauche s'est enlisée dans des discussions stériles et lassantes, faites d'attentisme et d'impressionnisme, de mépris et de refus des problèmes de construction. L'existence de centaines de cadres expérimentés, au lieu d'être un avantage pour la reconstruction en Turquie, semble plutôt faire office de goulot d'étranglement. La force capable de trancher ce nœud gordien en brisant les cloisons et clivages dépassés des anciens groupes, serait l'attitude de la jeunesse qui, depuis deux ou trois ans, connaît une certaine radicalisation et politisation sur des bases plus saines que dans le passé. ★

Ankara, 21 juin 1991

La montagne descend en ville et les "Turcs montagnards" deviennent des Kurdes



La question kurde, niée depuis des années, est désormais à l'ordre du jour de la société toute entière ; tout le monde s'accorde sur la nécessité d'un changement de la politique de répression et d'assimilation suivie jusqu'alors. Ce sujet, que même la gauche n'avait pas pris suffisamment au sérieux dans le passé, est devenu incontournable, non plus en tant que problème potentiel, mais comme point d'actualité brûlante. Reprenant confiance d'une façon spectaculaire, dans une période de dépolitisation généralisée,

les Kurdes présents dans le parti gouvernemental et dans le SHP ont commencé à revendiquer de plus en plus ouvertement leur identité nationale. Ce changement d'attitude a dérangé au plus haut point les dirigeants de ces partis, habitués à plus de docilité de la part de leurs députés et membres de l'"Est".

Désormais, on peut dire que le potentiel électoral de ces partis au Kurdistan dépendra en grande partie de leur attitude sur la question kurde. Certes, les islamistes continueront à engranger un certain nombre de voix dans la région, comme depuis vingt ans, car leur attitude, qui met en avant l'identité religieuse au détriment de l'identité nationale, a une certaine cohérence interne et de nombreux partisans. Mais il est clair que les dirigeants du SHP qui ont rendu visite à Saddam Hussein lors de la guerre du Golfe et qui ont, avec le DYP, critiqué Özal pour son dialogue avec Talabani et Barzani, ont perdu beaucoup de points.

Le Parti ouvrier du Kurdistan (PKK), qui mène une lutte de guérilla au Kurdistan de Turquie depuis 1984, a une influence réelle dans la région frontalière du Sud-Est. Mais il est encore beaucoup trop tôt pour prétendre que la différenciation politique au sein des Kurdes est arrivée à son terme et qu'une force a pris l'hégémonie totale au détriment de toutes les autres.

Il ne faut pas oublier l'importance des phénomènes d'immigration internes et le fait que les Kurdes vivent essentiellement dans quelques grandes métropoles. Il est intéressant de constater que la population kurde est surtout massée dans les quatre métropoles qui connaissent la plus grande augmentation de leur population et de leurs revenus : à l'Ouest, Istanbul et Kocaeli, deux villes voisines qui sont les principaux centres industriels de Turquie ; à l'Est, Urfa et Diyarbakir, deux villes qui profitent des investissements du projet d'Anatolie du Sud (GAP, grands barrages à fonction énergétique et agricole) (1).

Par ailleurs, le Parti du travail du peuple (HEP), qui a fait scission à gauche du SHP en raison des désaccords sur la question kurde, se profile de plus en plus comme un parti kurde. Mais son importance dépendra plus de l'importance que lui accorderont les milieux kurdes et non pas du profil de ses fondateurs, essentiellement des députés kurdes et des syndicalistes du SHP.

Les développements au Kurdistan d'Irak ont eu une grande influence sur le mouvement en Turquie même. Les espoirs soulevés par l'insurrection au Kurdistan d'Irak ont laissé la place au désespoir. L'exode et le drame humain de centaines de milliers de Kurdes a causé une démoralisation au niveau politique (2). Le fait que même une résistance sérieuse n'ait pas pu être opposée à un Saddam sorti défait de la guerre du Golfe a montré la faiblesse des organisations dominantes dans la région. Les leçons qui en seront tirées auront également des conséquences du côté turc de la frontière.

Par ailleurs, la présence américaine et le soutien forcé que les Etats-Unis ont apporté aux Kurdes d'Irak a aussi soulevé beaucoup de questions qui ne peuvent être écartées par une simple critique de Saddam. Les problèmes stratégiques qui sont ainsi apparus n'ont pas encore trouvé de réponse satisfaisante. Ceci dit, il est peu crédible d'accuser les Kurdes d'être pro-américains, alors que la grande majorité de la nation kurde est opprimée en Turquie, un pays qui se fait le champion du pro-américanisme dans la région !

En tout cas, la guerre du Golfe a joué également un rôle de catalyseur pour la question kurde en Turquie. Avec la nouvelle "libéralisation" législative, de nombreux livres sur l'histoire et la culture kurdes sont publiés. Nous assistons en quelque sorte à une "renaissance" kurde. ★

F. O.



1) Müntaz Peker "Population et politique démographique en Turquie", *Toplum ve Bilim*, n° 51-52, 1990-1991.
2) Voir *Inprecor* n° 328 du 12 avril 1991.

Aux frontières du Golfe

L'invasion du Koweït par les troupes irakiennes, le 2 août 1990, et la riposte impérialiste ont mis sous les feux de l'actualité une région toute entière : le Golfe. L'onde de choc de cette guerre a dépassé les frontières de l'Irak et du Koweït et la défaite irakienne. Ce conflit a aussi percuté des sociétés, dont les caractéristiques reposent, pour la plupart d'entre elles, sur la combinaison de structures archaïques et de puissances financières.

Mais le Golfe n'est pas uniquement peuplé de pétrole et d'émirs. Ainsi, les années 70 ont vu se développer un puissant mouvement de libération (le Front populaire de libération du Golfe), parti du Dhofar, contestant fortement la légitimité sociale des régimes de la région (1). Il est écrasé en 1975 par l'intervention des troupes du shah d'Iran, délégué pour cela par l'impérialisme américain, alors sous la doctrine Nixon. La guerre du Golfe a mis de nouveau les émirats face au dangereux problème que constitue, pour eux, l'absence de base sociale. Les ouvertures et les intentions affichées par ces régimes de faire des réformes démocratiques, après les frayeurs causées par l'invasion du Koweït, semblent bel et bien retombées dans l'oubli ; mais les problèmes demeurent.

Inprecor a rencontré Hafez, responsable du Front populaire de libération du Golfe dans les années 70. Il nous donne son point de vue sur la genèse de ses sociétés et sur les perspectives qui s'offrent aux pays de la région face aux projets impérialistes.

INPRECOR : *L'invasion puis l'annexion du Koweït par l'Irak a mis en lumière les conflits de frontières qui existent dans la région. Pourquoi, à ton avis, cette question continue-t-elle d'être aussi explosive ?*

HAFEZ : La question territoriale est très importante dans la région. Les frontières ont été tracées par les Britanniques, pendant la colonisation et au moment de la décolonisation ; ainsi, on peut dire qu'aucune d'entre elles n'est "naturelle".

Ce problème est une véritable bombe à retardement pour la région. La question des frontières entre l'Irak et le Koweït, par exemple, telle qu'elle a été révélée par la crise du Golfe, est l'une des plus explosives. Mais, il en existe d'autres qui n'ont pas encore engendré de conflits majeurs, même si elles menacent à tout moment d'exploser — comme, par exemple, entre l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis (EAU) ; ou bien entre l'Arabie saoudite et le Qatar.

Néanmoins, les points les plus sensibles sont, outre la revendication irakienne sur le Koweït, la question du contrôle du Chatt al Arab — à l'origine

de la guerre entre l'Irak et l'Irak — et d'autre part, le problème moins connu du contrôle de la région de Bouraymi, qui concerne trois Etats, l'Arabie saoudite, Oman et les Emirats arabes unis.

Située au confluent de ces trois Etats, Bouraymi est une région riche en ressources pétrolières dont la plus grande partie appartient, aujourd'hui, à Oman. D'abord paisible oasis, Bouraymi est occupée à partir du XIXe siècle, par les wahabites islamiques. Le contrôle de Bouraymi prend une dimension stratégique et surtout économique lorsqu'on y découvre, en 1932, d'importantes ressources pétrolières.

Jusqu'au début des années 50, les compagnies pétrolières, qui se disputent le contrôle de ces richesses, exploitent et alimentent un conflit armé pour leurs propres intérêts. D'un côté, l'Arabian american company (ARAMCO) des Etats-Unis pousse le roi Saoud d'Arabie saoudite à prendre le contrôle de la région, tandis que de l'autre côté, l'Iraq petroleum de la Grande-Bretagne arme les princes. Au début des années 50, les compagnies pétrolières trouvent un accord et se partagent l'exploitation de la région

[en 1952, les troupes saoudiennes envahissent Bouraymi, reprise, peu après, par les forces omanaises et britanniques, ndlr].

Lorsque les Britanniques décident de se retirer de la région, en 1968, ils ne veulent cependant pas abandonner totalement leurs intérêts économiques et politiques. La création de certains Etats, comme les EAU en 1971, procède de cette volonté politique.

Quant à Oman, incapable de faire face à la lutte armée du Dhofar, le vieux sultan est destitué par son fils, le sultan Qabour, en 1970, avec l'aide du shah d'Iran, et le pays passe d'un stade moyenâgeux à celui de pays moderne.

Pour prévenir la volonté hégémonique de l'un ou l'autre Etat sur les autres, remettant en cause l'équilibre existant, l'idée d'un gendarme régional fait son chemin. C'est dans cet esprit, et sous l'impulsion des Etats-Unis, qu'est proposée par le shah d'Iran, en 1977, la création du Conseil de coopération du Golfe (CCG). L'Iran, principal Etat de la région, veut assurer sa défense unilatérale et se donner le droit d'intervenir dans tous les pays. Les Emirats arabes unis avaient des réserves quant à ce projet ; mais finalement, après la chute du shah d'Iran et sans que le CCG n'ait vu le jour, c'est l'Arabie saoudite, qui cherche à étendre l'influence du royaume wahhabite, qui reprend à son compte l'idée d'un conseil de coopération.

La veille de la création des EAU, l'Iran obtient le feu vert pour occuper les trois îles des côtes de Barhein (Abou Moussa et les deux Tombs), dans le cadre de son nouveau rôle de gendarme du Golfe.

Depuis sa création en 1981, le CCG n'a toujours pas aidé à résoudre les problèmes de frontières.

◆ Quel est le véritable rôle du CCG ?

Le CCG ne cherche bien évidemment pas à contrer, à prévenir une quelconque menace extérieure ou à régler les conflits frontaliers, puisque les pays du Golfe sont incapables d'y faire face eux-mêmes. C'est bien contre les "menaces intérieures" qu'a été mis en place le Conseil, en 1981, sous l'impulsion des impérialistes.

En fait, la présence américaine a débuté en Iran en 1953 avec le coup d'Etat

1) Le Front populaire pour la libération d'Oman apparaît en 1965, puis se transforme en Front populaire de libération du Golfe. Incapable de faire face aux succès militaires du Front, le sultan Qabour fait appel à la Jordanie, en 1972, puis peu après à l'Iran. A partir d'octobre 1974, les troupes omanaises, fortes des troupes iraniennes engagées une contre-offensive victorieuse contre le mouvement armé du Dhofar.

organisé par la CIA contre Mossadegh (2). Mossadegh nationalise les compagnies pétrolières et pour la première fois, "le pétrole devient politique". Dès lors, les compagnies pétrolières comprennent qu'elles doivent changer de politique vis-à-vis des pays de la région pour éviter un deuxième problème de ce type. Elles décident de partager avec les gouvernements de ces pays, les revenus du pétrole moitié-moitié.

◆ *Quelles sont les structures sociales des pays de la région ?*

De tous les pays du Golfe, Oman était historiquement le plus important. Jusqu'au XVIII^e siècle, Oman possédait près de 700 bateaux, et c'était une puissance maritime très importante. A ce titre, ce pays avait su développer un commerce indépendant, permettant l'émergence d'une classe moyenne commerçante qui contribua au développement de ces pays.

Après un vote au Parlement britannique, et prenant prétexte des agissements de prétendus "pirates" qui menaçaient les ressortissants britanniques, la flotte anglaise a attaqué les bateaux de la région. En 1820, les Britanniques brûlaient plus de 200 bateaux sur la côte des "pirates". C'était bien sûr le rôle stratégique de cette région et l'existence d'une flotte indépendante capable de la concurrencer, sur la route des Indes, qui poussa la Grande-Bretagne dans cette bataille, condamnant par là-même, et pour plus de 150 ans, le développement économique, social, mais aussi culturel de cette zone.

A la fin du XIX^e siècle, Oman n'avait plus que 6 bateaux. Quand les Britanniques prirent la ville de Ras al Khamai, au bout de la péninsule arabique, ils y interdirent toute activité liée à la pêche et au commerce. Il faut bien savoir ce qu'a été la colonisation britannique pour comprendre l'état de ces pays. La Grande-Bretagne a vidé et affamé cette région, condamnant la classe moyenne et le développement des cités. Les Britanniques ont aussi renforcé les structures tribales pré-existantes pour asseoir leur domination.

◆ *Est-ce que la guerre du Golfe a fondamentalement changé les rapports de forces dans la région ?*

Cette guerre a été une leçon, à plusieurs titres. Pour la première fois, l'institution des émirs a été bousculée. Il faut comprendre l'importance politique de ce qui s'est passé et donc les conséquences de cet acte [l'invasion puis l'annexion du Koweït, ndlr] : c'était une leçon pour les émirs et autres sultans. Pour le mouvement populaire, cela a permis de révéler

l'absence de ces pouvoirs, qui ne tiennent que par l'aide extérieure, leurs faiblesses, leur manque de base sociale.

L'erreur de Saddam Hussein a peut-être été de ne pas se retirer du Koweït après l'avoir envahi, pour laisser au mouvement nationaliste les moyens d'exploiter les faiblesses révélées et de leur laisser profiter de la nouvelle situation.

◆ *Mais, aujourd'hui, après la défaite de l'Irak, quelle est la nouvelle donne de la région ?*

Le mouvement nationaliste, qui était en train de se former avant le 2 août 1990, autour notamment de questions démocratiques a été irrémédiablement touché par la défaite irakienne et la victoire de l'impérialisme. Beaucoup d'émirs ont pris conscience de la faiblesse de leur pouvoir, et savent qu'ils ne pourront sans doute pas se maintenir si les choses restent en l'état — en un sens, on peut dire qu'ils ont aussi "pris conscience" de la question démocratique.

L'écrasement de l'Irak par les alliés est une démonstration de force pour laquelle on veut remettre en cause l'"équilibre existant".

Beaucoup de choses ont changé, comme par exemple, le fait qu'aujourd'hui l'Etat d'Israël peut être considéré par certains Etats de la région comme un allié et non plus comme l'ennemi éternel. La compromission de certains pays du Golfe, qui se sont jetés dans les bras des Etats-Unis, constitue incontestablement un recul pour le mouvement nationaliste arabe, et pour toute une série de valeurs.

◆ *Le CCG peut-il vraiment faire face à la nouvelle situation ?*

Il y a beaucoup de questions qu'il ne peut pas résoudre, comme les problèmes économiques, politiques, ou religieux. Mais il a un rôle stratégique pour les Américains. Il est clair que les Etats-Unis vont rester dans la région et, que, par l'intermédiaire de la Syrie et de l'Egypte, ils feront le gendarme.

Le plus probable est, bien sûr, que l'Iran n'accepte pas la formule mise en place par les Américains, avec deux arguments essentiels : d'abord parce que la Syrie et l'Egypte ne sont pas des pays riverains du Golfe et, ensuite parce que l'Iran considère qu'il a tout autant le droit d'intervenir dans les affaires de la région que l'Arabie saoudite.

Le CCG a conscience de la portée d'une telle position, mais il ne peut pas se permettre d'affronter l'Iran brutalement — il a d'ailleurs affirmé qu'il allait privilégier la position de l'Iran.

Après l'abandon de leur interlocuteur privilégié qu'était l'Irak, les impérialistes cherchent à renouer leurs rapports avec l'Iran ; et l'Iran cherche une nouvelle légitimité internationale. Oman pourrait aussi jouer un rôle plus important après le conflit, en apparaissant comme un pays stable et sûr. Mais il faut bien comprendre que rien n'a été réglé par la guerre, et que les violences vont se développer dans la région. En effet, le problème de l'Irak n'est pas résolu, comme on voudrait le faire croire, il vient de commencer — c'est une question de temps.

Par exemple si, pour la majorité des Irakiens, la question des frontières avec le Koweït n'était que relative, il est incontestable qu'elle est devenue, après la défaite et la récupération par les impérialistes du pays, majeure. Paradoxalement, le sentiment que le Koweït fait partie du territoire irakien est plus fort après la guerre. D'autre part, la question du Chatt al Arab n'est pas réglée et reste un problème pour l'Irak. Il faut comprendre tout le poids stratégique du Chatt al Arab mais aussi sa charge symbolique et idéologique ; c'est, en effet, là que se situe la limite entre le monde arabe et l'Asie. Les deux îles revendiquées par l'Irak ont été données par le Koweït aux Etats-Unis !

Toutes ces questions persistent et elles prennent une dimension particulière lorsque l'on sait qu'il n'existe plus aucun Etat capable de s'opposer demain aux ambitions de l'Iran.

◆ *La position du Yémen pendant la guerre (voir Inprecor n° 333 du 21 juin 1991) a entraîné l'expulsion des dizaines de milliers de travailleurs yéménites de l'Arabie saoudite, mais l'économie du pays a besoin d'une main-d'œuvre étrangère importante. Crois-tu que les Egyptiens peuvent remplacer les Yéménites ?*

Non, je ne crois pas, et ce pour une raison simple : l'Arabie saoudite n'a aucune confiance envers l'Egypte, qui reste pour elle — même si elle est aujourd'hui du côté des Etats-Unis — un pays incontrôlable. L'idée qu'un nouveau Nasser puisse surgir est tenace. L'Arabie saoudite a avant tout peur que le nationalisme arabe ne se réveille ; c'est pour cela qu'elle préfère sans aucun doute la main-d'œuvre asiatique, comme les Philippins, par exemple. ★

Juillet 1991
Propos recueillis par Gilles Decours
et Sophie Massouri

2) Mossadegh arrive au pouvoir en 1951. Il nationalise le pétrole et distribue une partie du domaine impérial aux paysans ; le shah prend peur et s'enfuit en Italie. Mossadegh est renversé par un coup d'Etat de la CIA en 1953. L'instigateur de ce coup d'Etat n'était autre que le père du général Schwarzkopf.

“Normalisation” ?

Depuis la mort de l'ayatollah Khomeiny, le régime iranien est le scénario d'une lutte entre les forces qui veulent “normaliser” la position du pays à l'échelle mondiale et stabiliser les institutions régulières de l'Etat, et celles qui ont basé leur pouvoir sur les institutions informelles de la révolution islamique.

Inprecor a interviewé Mahmoud Kafale, marxiste révolutionnaire iranien qui a passé de nombreuses années dans les geôles de la République islamique à cause de ses activités politiques.

INPRECOR : La lutte pour le pouvoir entre les “radicaux” et les “pragmatiques”, associés au président Rafsandjani, qui désire effectuer une ouverture vers l'Ouest, fait rage en Iran...

Mahmoud KAFALE : Même si de nombreuses questions de religion et de principes idéologiques s'affrontent, la cause fondamentale de la division est la consolidation des institutions bourgeoises.

Depuis sa création, le régime islamique s'appuie sur des comités, sur les *Pas-daran* [milices islamiques des gardiens de la révolution] et sur la hiérarchie clérical, et ce en opposition à la police régulière, à l'armée et à la bureaucratie d'Etat. Aujourd'hui, pour consolider les institutions bourgeoises, une grande purge des hautes-sphères du régime est nécessaire, même au sommet du clergé.

Si les réformes garantissant la loi, l'ordre bourgeois, et le respect de la propriété — cela ne vise pas les expropriations d'Etat, mais le vandalisme — échouent, il est sûr que la plupart des capitalistes iraniens, qui vivent actuellement à l'Ouest, n'auront pas suffisamment de garanties pour revenir en Iran.

◆ **En quoi consiste exactement cette “normalisation” ?**

Récemment, Nourbaksh, le directeur de la banque centrale iranienne s'est rendu aux Etats-Unis pour essayer de contacter des capitalistes iraniens et de les persuader de revenir. Mais cela ne se fera pas tant que les choses n'auront pas changé en Iran.

La réforme actuelle est bien plus difficile à mener que la victoire qui avait été remportée sur les bourgeois libéraux, tels Bani Sadr et Bazargan (1). Mais depuis la

mort de Khomeiny (2), les “pragmatiques” ont gagné plusieurs batailles.

Il y a six mois, s'est tenue l'élection du Conseil suprême des experts islamiques (le Khobregan) ; c'est le véritable centre de pouvoir du pays ; il désigne les dirigeants religieux tels Khomeiny ou, actuellement, Khamenei. Il y a six mois, la loi sur l'élection du Khobregan a été modifiée afin de favoriser les partisans de Rafsandjani : auparavant n'importe quel ayatollah pouvait postuler à ce conseil, or cette fois-ci il leur a été demandé de passer un test écrit pour départager les candidatures. Le dirigeant de la fraction radicale, Kerubi (porte-parole du Parlement), a été exclu du Khobregan de cette manière.

Pendant la guerre du Golfe, Rafsandjani, soutenu par le Conseil national de sécurité, n'a pas eu la même position que Kerubi. Tous deux parlaient de la paix, mais de manière différente. Kerubi a voyagé dans les pays musulmans à la recherche de soutien pour une résolution de paix, mais il a échoué. Il a ensuite déclaré que l'Iran devrait se ranger aux côtés de l'Irak contre les Etats-Unis — cela a été utilisé pour exclure ses partisans des institutions.

Au Parlement, des députés comme Montashemi ou Khalkhali ont même affirmé que l'Iran devait entrer en guerre aux côtés de Saddam Hussein, ce qui supposait une aide à la fois politique et militaire. A la fin de la guerre, ils se sont retrouvés en position de faiblesse, et sont revenus sur leurs déclarations.

Quoi que fasse le gouvernement, le Parlement, où domine la fraction radicale, s'y oppose. Deux jours avant l'élection du

Khobregan, l'aile radicale a voulu faire adopter une résolution sur les conditions du choix de cette instance, disant que n'importe qui pouvait s'y présenter. Les partisans de Rafsandjani ont gagné au Parlement : c'était la première victoire de la ligne pragmatique à l'Assemblée depuis la révolution.

Il y a un mois, un ayatollah a déclaré publiquement qu'il existait deux centres de décision dans le pays, le gouvernement et le Parlement et qu'ils ne pouvaient pas travailler ensemble ; il en a conclu qu'il fallait dissoudre le Parlement. Cette question est posée aujourd'hui, mais Rafsandjani hésite car il n'a pas une base militante comparable à celle des radicaux.

Récemment, des rumeurs ont circulé sur la possible ouverture d'un procès contre un membre très connu de la fraction radicale, l'ayatollah Khalkhali, pour assassinat, et surtout pour l'exécution sans jugement d'Homaida, un ancien Premier ministre du shah. Un tel jugement représenterait bien sûr un coup important pour les radicaux, mais pas décisif — Khalkhali est très discrédité.

Le gouvernement essaye d'intégrer les institutions dites “révolutionnaires” — les *Pas-daran* et les comités de la révolution — au sein des institutions d'Etat régulières, l'armée et la police — mais l'armée, par exemple, ne veut pas des gardiens de la révolution qu'elle juge peu présentables. De plus, le régime n'est pas encore sûr de pouvoir se détacher complètement de sa base dans les comités islamiques, les *Pas-daran*, etc.

Récemment, le fils de Khomeiny, un défenseur de la ligne dure, a quitté la direction du Hadj (le pèlerinage annuel à la Mecque), sous prétexte que sa mère était malade. En fait, il s'agissait d'une concession aux Saoudiens et également aux puissances occidentales qui sont en Arabie saoudite ; elles ne voulaient pas à la Mecque de quelqu'un qui pouvait animer des manifestations contre la présence occidentale, comme Khomeiny l'avait promis. ★

Mai 1990

Propos recueillis par Colin Meade



1) En février 1979, Mehdi Bazargan est devenu Premier ministre du premier gouvernement provisoire de Khomeiny ; il a démissionné de ce poste en novembre 1979. Bani Sadr a été président de la République iranienne entre février 1980 et juin 1981 ; limogé par Khomeiny, il est ensuite passé à la clandestinité.

2) Voir *Inprecorn* n° 290 du 12 juin 1989.

Chronique d'un débat attendu

L'année 1991 sera-t-elle, pour la gauche philippine, celle d'un débat longtemps attendu ? C'est possible à en croire le numéro de janvier-février 1991 d'*Ang Bayan (Le Peuple)*, organe politique du Parti communiste des Philippines (PCP) (1) et la parution d'une revue à vocation unitaire, symboliquement appelée *Debate* ; à en croire aussi la constitution du courant "pour une démocratie populaire" en un mouvement proprement dit et la tenue du Ve Congrès de l'organisation socialiste Bisig.

Ce n'est pas la première fois qu'un tel débat s'amorce aux Philippines (2). D'importantes questions tactiques, stratégiques et organisationnelles avaient été soulevées à la suite de la chute de la dictature Marcos, en février 1986. Mais, s'il avait impliqué de nombreux militants et de nombreux courants, ce débat était resté, pour l'essentiel, informel et fragmenté. Il avait été toléré, voire favorisé un temps par la direction du PCP. Puis, après l'engagement par le gouvernement Aquino de la "guerre totale" contre la guérilla, il avait été, pour une part, étouffé. Depuis, de nouvelles questions se sont posées, tant sur le plan national qu'international, débordant sur le terrain de la théorie fondamentale : comment comprendre la crise du socialisme ? Que penser de la notion de "parti d'avant-garde" ?

Paul PETITJEAN



BIEN ENTENDU, certaines de ces questions avaient déjà été abordées, dès 1978-1986, par des individus, des instances intermédiaires du Parti communiste, ou des courants minoritaires de la gauche philippine. Elles le sont maintenant au sein même de la direction du PCP (de loin l'organisation révolutionnaire la plus forte du pays), comme en témoignent les articles cadres d'*Ang Bayan*.

Vu l'importance du mouvement révolutionnaire philippin, l'ouverture d'une réflexion nouvelle sur les problèmes contemporains du socialisme a une portée qui dépasse les frontières de l'archipel. *Inprecor* tient à présenter à ses lecteurs les termes de ce nouveau débat, dans les formes mêmes où il s'engage.

La rédaction d'*Ang Bayan (AB)* annonce un changement partiel de formule. Dans un article intitulé "*Ang Bayan dans les années 90 : initiative nouvelle, vigueur nouvelle, idées nouvelles*", elle explique que : « Ces dernières années, les

membres du Parti ont manifesté leur désir de voir AB traiter des grands problèmes théoriques, idéologiques et organisationnels. Ce qui inclut des contributions portant sur les questions théoriques du socialisme, la stratégie et la tactique, l'économie politique et l'impérialisme des Etats-Unis, entre autres ; des critiques de diverses tendances et courants bourgeois et petits-bourgeois dans le mouvement progressiste et révolutionnaire philippin ; des articles sur la charpente et la refonte idéologique, sur les principes organisationnels du Parti comme le centralisme démocratique, la direction collective ou la vie collective. Bien que cela ne devrait pas être son principal contenu, [notre] publication peut jouer un rôle spécifique et clairement défini dans la discussion de toutes ces questions ».

Tout en étant « lié à la plus haute direction du Parti — le Comité central, son bureau politique et son comité exécutif », AB doit être utilisé par « d'autres instances du Parti » et « servir de canal à l'expression des points de vue des membres individuels ». La rédaction souligne qu'« une multitude de questions très importantes [...] se sont posées depuis 1983 et vont se trouver encore plus, dans les années 90, au cœur des confrontations et

des débats au sein du mouvement révolutionnaire philippin. Le Parti est au centre de ces confrontations et débats. De larges secteurs de la direction du Parti, à divers niveaux, et une portion substantielle de ses membres sont en train de réexaminer, de discuter et de débattre de toute une série de questions en rapport avec la critique de la société philippine ; la stratégie et la tactique du combat révolutionnaire dans son ensemble comme dans des domaines spécifiques ; l'orientation et la situation internationales ; la réforme et le renouveau du Parti. Ces débats indiquent que le Parti est en demeure d'apprécier pleinement et de répondre vigoureusement aux réalités changeantes de notre époque. Il faut donner la plus grande latitude à tous les membres du Parti qui désirent s'engager [dans ce débat] et exprimer des points de vue différents.

Le cours nouveau d'"Ang Bayan"

« Il faut s'assurer, en même temps, que les débats ne conduisent pas à des luttes stériles et sans fin, ou, pire encore, à des conflits fractionnels. Il devrait exister des canaux multiples et adéquats au sein du Parti permettant d'organiser correctement les discussions et d'encourager la participation la plus large. Cela n'est pas seulement indispensable au processus d'éducation du Parti dans son ensemble, c'est aussi nécessaire pour parvenir à des conclusions satisfaisantes et solides. *Ang Bayan* se rend disponible [afin d'être] l'un de ces canaux. [...] Corollairement, AB s'engage à aider à la constitution d'un consensus plus large et plus démocratique dans le Parti, sur ces questions. [Plus que jamais, cette élaboration] ne peut pas être le fait de quelques rares esprits, si brillants soient-ils. Le processus [d'élaboration] lui-même doit être collectif, imprégné de la plus large démocratie, libéré des procédures bureaucratiques » (3).

La rédaction d'*Ang Bayan* met en pratique ces préceptes en inaugurant une rubrique sur le socialisme. Cette dernière est introduite par un article intitulé "Où va le socialisme ?" qui présente les grandes questions autour desquelles elle sera ordonnée.

1) *Ang Bayan*, volume XXI, n° 11, janvier-février 1991.

2) *Inprecor* a publié, depuis 1986, de nombreux articles et interviews qui présentent les débats au sein de la gauche philippine. Ils portent notamment sur le rapport entre action politique et militaire, la politique de front uni, la démocratie. Pour plus de renseignements, écrire à la rédaction.

3) *Ang Bayan*, janvier-février 1991. C'est la rédaction d'AB qui souligne graphiquement l'importance du comité central par rapport aux organes restreints, le comité exécutif et le bureau politique. La discussion sur la "critique de la société philippine" porte sur sa caractérisation officielle de "semi-féodale, semi-coloniale".

Tout en réaffirmant la validité de la méthode d'analyse marxiste, AB reconnaît que « le monde socialiste connaît sans aucun doute une crise et un bouleversement profonds. [...] La Chine est hantée par le cauchemar du massacre de Tiananmen. Partout en Union soviétique et en Europe de l'Est, la stagnation économique, et même le délabrement, sont le fardeau commun des travailleurs et de toute la population. Mais, de cette crise ont émergé de puissants contre-courants de réforme et de renouveau, voire de véritable révolution, dans les sphères politiques, économiques, culturelles et idéologiques, qui cherchent tous à restaurer la référence socialiste, mise à mal, dans sa gloire originelle, [même si] des secteurs entiers du peuple travailleur, ou des nations entières, déçus par leurs expériences socialistes ont pu choisir la voie du retour au capitalisme. [...] L'expérience socialiste a pu échouer à certains moments et dans certains pays. Elle peut même s'être embourbée dans une crise générale, comme actuellement. Mais ce n'est pas une raison pour remettre en question le caractère profondément libérateur et humaniste de cette cause. [...] Nous sommes conscients qu'entre l'utopie et la réalité, il y a une longue période de lutte dans toutes les sphères de la vie ».

Comprendre la crise du socialisme

Comprendre les échecs du combat socialiste « exige la sagesse collective de tous les marxistes, qu'ils se trouvent à l'intérieur ou à l'extérieur des partis et des mouvements communistes ou socialistes. D'où le besoin d'échanges permanents, ouverts, sur un vaste éventail de questions, entre camarades. [...] Comment définir les diverses contradictions qui sous-tendent le dilemme socialiste ? Cette question est au centre du débat. Quelles sont les racines de la crise actuelle du socialisme ? ».

La rédaction d'Ang Bayan explique qu'il existe sur cette question deux thèses (au sein, semble-t-il, de la direction du PCP). « Selon un point de vue, elle est produite par la restauration, progressive mais régulière et finalement victorieuse, du capitalisme en URSS et dans les pays d'Europe de l'Est. [...] Selon un autre point de vue, la crise du socialisme est avant tout causée par ce que les partisans de cette thèse appellent la distorsion stalinienne [qui a donné naissance] à un Etat et à un appareil de parti complètement bureaucratés et gouvernés par une couche privilégiée. [...] Il s'agissait d'une

élite, certes, mais jamais d'une bourgeoisie, parce qu'elle ne régnait pas pour le profit et devait opérer au sein des structures de propriété publique des moyens de production et de la superstructure socialiste. [...] Le thème de l'aliénation est au centre de la de théorie socialiste. On peut s'attendre à le retrouver au travers de toute la gamme des débats sur la crise du socialisme. Les partisans de ces deux thèses critiques peuvent converger sur



certain points, mais ils appréhendent de façon fondamentalement divergente les sources de l'aliénation qui est réapparue dans la société socialiste.

« Ce thème conduit à l'opposition entre le système d'Etat-parti unique et le pluralisme socialiste, ainsi qu'à la question de savoir si le socialisme est ou n'est pas par essence autoritaire et totalitaire (ce qui renvoie à la place des libertés individuelles dans la constellation des libertés du socialisme). »

La rédaction d'Ang Bayan évoque les termes du débat économique des années 1920 en URSS et ce qu'elle appelle « deux démarches fondamentalement différentes. [...] La première était le "génétisme", auquel s'opposait le "théologisme" ». Les premiers affirmaient « la prépondérance des régulations économiques » et le « rôle des forces du marché ». Les seconds « concevaient la planification comme un programme délibéré pour transformer la structure économique et maximiser la croissance. Les théologiens,

sous la houlette de Staline, nouveau converti, ont remporté ce débat, prenant la voie de l'industrialisation à marches forcées. [...] L'ampleur de la déformation socialiste que cela a engendré, notamment du fait de la collectivisation forcée de l'agriculture, est actuellement soumis à examen. Avec quelques variantes, cette confrontation s'est répétée en Chine, entre les partisans du "Grand bond en avant" et de la Révolution culturelle, d'un côté, et, de l'autre, les tenants de la réforme et des "Quatre modernisations" qui déterminent le cours actuel de la Chine.

« La question nationale et l'internationalisme constituent un autre problème d'importance majeure. On touche ici au problème des nationalités tel qu'il a été envisagé dans l'interprétation léniniste du droit des nations à l'autodétermination ; les rapports entre partis prolétariens de différents pays ; la théorie et la pratique de la coexistence pacifique entre des nations aux systèmes sociaux différents ; et la théorie et la pratique du soutien socialiste aux mouvements de libération nationale. Il est indispensable que nous étudions de près la théorie brejnévienne de la souveraineté limitée et de la division du travail au sein de la communauté des nations socialistes, la "théorie des trois mondes" du Parti communiste chinois, ainsi que la cause des conflits armés entre pays socialistes [...].

« Le dernier point concerne le Parti. Il a récemment été l'objet de bien des discussions, alors que les marxistes dans le monde entier réexaminent la signification et les divers aspects de la théorie du parti d'avant-garde, de son lien à sa base de classe, du rapport qu'entretient ce parti avec les organismes de l'Etat et les organisations de masse, avec, en fait, l'ensemble de la société civile sous un ordre socialiste. »

Ang Bayan présente donc des positions contradictoires, les éléments d'une discussion en cours. Ce faisant, il répond positivement « à l'esprit, au rythme et à l'évolution rapide des réalités de notre temps » (4). C'est-à-dire à l'exigence de démocratie et de transparence politique, si manifeste dans les mobilisations populaires contemporaines. Il renoue ainsi avec la pratique originelle du mouvement communiste et socialiste — y compris léniniste. La discussion publique, dans la presse, des idées, des analyses et des orientations, était alors chose normale. Ce n'est qu'avec le stalinisme que l'expres-

4) Ang Bayan, opus cité, "Ang Bayan in the 1990s : New Thrust, New Ideas".

L'éruption du Pinatubo

Tremblement de terre, raz-de-marée, cyclones... Les Philippines — et en particulier l'île septentrionale de Luzon — ont été dernièrement frappées par des catastrophes successives. C'est au tour du volcan Pinatubo de faire irruption.

Les Philippines sont situées sur la "ceinture de feu" de l'océan Pacifique, qui comprend quelques 350 volcans actifs de la Nouvelle-Zélande au Chili. Cette zone, où une "plaque" océanique plonge sous une "plaque" continentale, est propice aux séismes. Tous les volcans de ce pourtour du Pacifique sont potentiellement dangereux. L'appât du gain aidant, cela n'avait pas empêché la multinationale Westinghouse d'établir une centrale nucléaire au pied d'un de ces volcans, dans la péninsule de Bataan, non loin du Pinatubo — ce qui en dit long sur la "responsabilité" du lobby politico-industriel qui nous gouverne. Heureusement, le coût exponentiel de cette opération et la "révolution de février" 1986 ont conduit le gouvernement philippin à renoncer à achever sa construction.

À quelque chose malheur est bon : la base aérienne américaine de Clark a été durement touchée par les retombées de l'éruption, ainsi que la base navale de Subic Bay. L'avenir de ces grandes bases militaires américaines semble remis en cause, alors que les négociations engagées par Washington et Manille à ce sujet n'ont toujours pas abouti.

Mais les conséquences humaines et sociales de l'éruption volcanique sont particulièrement lourdes. Plusieurs centaines de personnes ont trouvé la mort ; des centaines de milliers d'autres ont perdu leur source de revenus ou se retrouvent sans toit. Le gouvernement annonce déjà 600 000 nouveaux chômeurs de longue durée. Il n'est pas certain que les communautés tribales Aeta pourront jamais s'établir à nouveau sur les flancs du Pinatubo. Des milliers de bâtiments se sont effondrés sous le poids des débris — dont un grand nombre d'écoles et de centres de soins. Dans la région touchée, le réseau de communications est désorganisé, les services publics paralysés. La plupart des rizières, dans un rayon de vingt kilomètres autour du volcan, sont enfouies sous un mètre de cendres. Plus loin, les conséquences pour l'agriculture restent à déterminer. L'engorgement des rivières et la destruction de l'une des dernières forêts tropicales de l'île, véritable catastrophe écologique, risquent de provoquer des inondations, des coulées de boue et des glissements de terrain à répétition.

La pauvreté, l'absence de système efficace de sécurité sociale, l'incurie administrative et la corruption vont considérablement aggraver les conséquences de l'éruption volcanique. Les organisations non-gouvernementales (ONG) des Philippines se mobilisent pour apporter une aide directe aux secteurs les plus démunis de la population. ★

sion publique de désaccord a été en principe condamnée et que le débat interne a été enserré dans une camisole de force, réduit aux cercles dirigeants.

Pour approfondir la discussion sur la crise du socialisme, *Ang Bayan* renvoie à deux articles. A un essai de Joe Slovo, secrétaire général du Parti communiste d'Afrique du Sud ("Le socialisme a-t-il failli ?"), publié dans ce même numéro, et à la section finale du document "Dirigeons les masses, lançons des offensives", publié dans *Rebolusyon* (5).

Ce dernier document a, en fait, été formellement adopté : c'est en effet la "Déclaration du XXIIe anniversaire du Parti communiste des Philippines (26 décembre 1990)". Mais, note *Ang Bayan*, « bien que ce texte exprime déjà une position officielle, la direction du Parti est prête à le soumettre à plus ample débat dans notre Parti. Il faut procéder ainsi compte tenu des réactions très divergentes que ce texte a provoqué et de l'absence, à ce jour, d'une discussion interne organisée, largement ouverte, à ce sujet. Ce document expose de façon systématique la ligne selon laquelle la crise du socialisme est la crise du capitalisme restauré » (6).

La rédaction — et la direction — considèrent donc, sur cette question, qu'une position qui divise le Parti et qui n'a pas été au préalable effectivement discutée ne doit pas être considérée comme définitivement adoptée. Cela mérite d'être souligné, car il s'agit là d'une règle démocratique de base qui est loin d'être toujours respectée dans la gauche révolutionnaire et qui semble avoir posé problème dans le PCP lui-même.

Quel cours pour "Rebolusyon" ?

Le premier numéro de *Rebolusyon*, organe théorique interne, a été publié en juin 1976. Mais il a cessé de paraître un an plus tard, après l'arrestation de plusieurs dirigeants du PCP. Ce n'est qu'en 1990 que sa parution a repris. Dans l'éditorial du seul numéro de cette année-là, la rédaction explique que : « *Rebolusyon* paraît à un moment où le Parti appelle à une consolidation idéologique, ainsi que politique et organisationnelle. [...] A un moment aussi, où le Parti ravive la démocratie dans ses rangs, sous la forme de discussions libres et de luttes principales sur toutes les questions importantes en

rapport avec notre théorie et notre pratique révolutionnaire. [...] Le comité de rédaction invite toutes les instances du Parti, de même que les membres individuels, à soumettre leurs contributions. Nous accueillons aussi volontiers les contributions, y compris des réimpressions, de dirigeants et de membres de partis étrangers » (7).

Pourtant, dans les deux numéros de *Rebolusyon* parus à ce jour, on ne trouve que des textes de la direction. Le premier contient une longue déclaration du comité central du PCP, datée du 26 décembre 1989, une directive du bureau politique « pour encourager une lutte d'idées saine au sein du Parti et combattre les attitudes erronées à son égard », et une circulaire intitulée "Clarification sur nos tâches". Le deuxième est entièrement consacré à la "Déclaration du XXIIe anniversaire" mentionnée plus haut.

Ang Bayan aborde donc les questions en discussion beaucoup plus franchement que *Rebolusyon*, alors que tous deux sont placés sous l'autorité du comité central. Cependant, leurs comités de rédaction sont différents (8). Attendons les prochains numéros pour voir comment les discussions vont se poursuivre. Mais, dans l'immédiat, on ne peut que se demander si le contraste entre ces deux publications ne reflète pas des divergences au sein de la direction sur la façon d'organiser les débats et la démocratie interne.

"Debate" : une revue pour toute la gauche ?

Debate-Philippine Left Review, se promet, pour sa part, de répondre aux promesses du nom qu'elle s'est donnée. La rédaction provisoire dresse un tableau sévère de l'état des discussions théoriques au sein de la gauche philippine, dans l'éditorial de son numéro zéro (écrit avant que ne soit connue la dernière production d'*Ang Bayan*) : « Il y a, au sein des diverses composantes de la gauche philippine, le sentiment croissant qu'en dépit de la richesse et de la variété de son expérience pratique, le mouvement progressiste a pris du retard dans un domaine très important — le travail théorique.

5) *Rebolusyon* n° 1, Séries 1991, janvier-mars. "Révolution" s'écrit "Rebolusyon" en philippin.

6) *Opus* cité. Il s'agit de la première des "deux thèses" décrites plus haut qui prolonge l'analyse maoïste classique du retour au capitalisme en URSS.

7) *Rebolusyon*, vol. 1, n° 1, janvier-mars 1990. La numérotation a recommencé à 1, sans tenir compte des trois numéros publiés au milieu des années 1970. Le numéro suivant, déjà cité, inaugure un nouveau mode de numérotation.

8) Selon l'éditorial du numéro de 1990 de *Rebolusyon*, c'est le comité exécutif qui joue le rôle de comité de rédaction de cette revue. Le comité exécutif est le plus restreint des trois organes de direction nationaux.

[...] En ce qui concerne le Front démocratique national [NDF, composante clandestine du PCP et de la Nouvelle armée du peuple — NPA], la force organisée la plus nombreuse de la gauche, les débats sont restés largement confinés en son sein. Ceux qui n'appartiennent pas à cette organisation n'ont généralement que peu accès à ce qui y est discuté et aux différents points de vue qui y sont défendus. De plus, les membres de base des organisations du NDF sont parfois dans l'incapacité de participer activement ou pleinement à de tels débats du fait des contraintes de sécurité et de diverses autres raisons.

» Rares sont les périodiques progressistes légaux qui existent ou qui ont réussi à survivre, le plus en vue étant Kasarinlan, un trimestriel publié par le Third World Studies Program de l'université des Philippines (9) ; la New Progressive Review a suspendu sa publication. Aucun des différents partis ou groupes de la gauche légale ne produit sa propre revue.

» Le NDF n'a pas de revue théorique. Le Parti communiste des Philippines, qui est membre du NDF, vient de relancer Rebolusyon. Cependant, les articles qui s'y trouvent, comme les articles théoriques inclus dans d'autres publications du PCP et du NDF, reflètent habituellement le résultat d'un débat. En 1986, le comité de Manille du PCP a publié Praktika, qui cherchait à stimuler les débats internes du Parti, mais qui a déclaré forfait après deux numéros seulement » (10).

Le comité de rédaction provisoire de la revue Debate, publiée en mars 1991 aux Pays-Bas, est composé de trois anciens prisonniers politiques, incarcérés sous Marcos, et identifiés à la tradition "national-démocratique" : Eddicio de la Torre (fondateur des Chrétiens pour la libération nationale, ancien dirigeant du Front national démocratique, actuellement vice-président du Mouvement pour la démocratie populaire), Joel Rocamora (longtemps exilé aux Etats-Unis, actuellement co-directeur du Transnational Institute à Amsterdam) et Nathan Quimpo (que les militaires accusent d'avoir écrit, sous le nom de plume de Marty Villalobos d'important articles sur la stratégie du mouvement révolutionnaire).

La revue veut être celle de toute la gauche : « Debate, en tant que revue de la gauche philippine, sera un lieu de rencontre pour les progressistes des Philippines et d'ailleurs. Elle traitera des questions relatives à la lutte de libération, au

socialisme, à la démocratie, à la stratégie et la tactique. Nous espérons contribuer à créer une atmosphère plus saine d'analyse, de discussion et de débats. [...] Debate s'adresse à l'ensemble des forces de gauche. »

L'éditorial note que le sommaire du numéro zéro ne reflète pas encore ce que veut devenir la revue. En effet, les auteurs et les documents publiés se rattachent tous au courant national-démocrate. L'"ouverture" à l'ensemble des courants de la gauche reste à réaliser. D'ici la parution du premier numéro régulier, le comité de rédaction doit s'ouvrir à toutes ces composantes. Mais le contenu de la revue n'en est pas moins riche et donne amplement matière à débats.

Sur les questions de stratégie, Debate reproduit un document du NDF de la région de Metro Manila-Rizal ("La lutte politico-militaire dans le principal centre urbain") et un document du bureau politique du PCP (11). Deux articles traitent de la guerre du Golfe, l'un de Jose Maria Sison (président fondateur et principal théoricien du PCP, actuellement en exil aux Pays-Bas), l'autre du Front national démocratique des Etats-Unis. Joel Rocamora publie pour sa part un article intitulé "Les projets révolutionnaires du tiers monde et la fin de la guerre froide" :

« Pour les progressistes du tiers monde, le socialisme reste une alternative en dépit de son déclin, en tant qu'idéal, en Union Soviétique et en Europe de l'Est et de l'Ouest. Et ce, pour la simple raison que le capitalisme a créé tant de misère. C'est un idéal qui s'accompagne des leçons négatives du "socialisme réel existant" et qui n'a pas encore fini de se constituer, dans le cours des combats populaires. Au sein de cette diversité d'interprétations socialistes, il y a peu de certitudes. Il existe déjà un large consensus entre progressistes du monde entier sur le fait que la démocratie est un élément nécessaire au changement politique radical. Il en est de même pour la nécessité de découvrir comment créer des communautés qui soient écologiquement viables, qui restent à dimension humaine et qui ne soient pas aliénantes. Il existe en conséquence plus de préoccupations communes qu'il n'en faut pour maintenir et dynami-

ser la solidarité. [...] Il peut y avoir de quoi être déçu avec les vieux paradigmes progressistes, mais pas, au grand jamais, de quoi perdre l'espoir » (12).

Debate introduit aussi un nouveau thème de réflexion avec un article d'Omar Tupaz, "Vers une mise en perspective stratégique des négociations de paix".

Eléments de débat stratégiques

Omar Tupaz juge que le NDF n'a pas encore réussi à intégrer pleinement la question des négociations de paix à ses perspectives d'ensemble : « Jusqu'en février 1986, le concept de négociations et de règlement politique négocié n'avait jamais vraiment figuré dans la stratégie d'ensemble de la révolution national-démocratique aux Philippines. [Après la chute de la dictature Marcos], le NDF et le PCP ont été confrontés à [cette] question pour la période tactique immédiate [mais], ce qui est compréhensible, [ils] n'ont pas eu beaucoup de temps pour l'étudier réellement d'un point de vue stratégique. »

L'article de Tupaz est stimulant. Il s'attache à analyser ce qu'il y a de nouveau dans la situation mondiale, ainsi que

les enseignements de l'expérience des autres mouvements révolutionnaires. Néanmoins, on peut penser qu'il minimise les difficultés auxquelles sont aujourd'hui confrontées les organisations de lutte armée prolongée, engagées

dans des négociations de paix, alors que le soutien diplomatique et matériel dont elles avaient pu bénéficier se réduit considérablement.

Jose Maria Sison, dans deux articles écrits en mai 1991, revient sur l'histoire des négociations de paix aux Philippines, des temps coloniaux aux années 90. Il semble en fait répondre aux critiques portées par Omar Tupaz : « Contrairement à ce qu'affirment certains, le NDF et les forces révolutionnaires ont clairement démontré, dans leurs documents et leur pra-



9) Programme d'Etudes sur le tiers monde.

10) Debate-Philippine Left Review, mars 1991. Pour contacter Debate, écrire à : Postjesweg 77 (2nd Floor), 1057 DX Amsterdam, The Netherlands.

11) Ce document, "Clarification", est le même que celui publié par Rebolusyon. Notons que les thèses "politico-militaires" de la direction régionale de Metro Manila-Rizal diffèrent de la "stratégie politico-militaire" défendues par Marty Villalobos. En effet, si elles insistent sur le terrain de lutte urbaine, elles restent de facture plus "militariste" que les conceptions de Villalobos.

12) Ibidem.

Rodolfo Salas condamné à six ans de prison

Rodolfo "Rudy" Salas, alors qu'il était président du Parti communiste des Philippines (PCP), avait été arrêté le 29 septembre 1986. Venu se faire soigner dans un hôpital, il avait été interpellé à Manille. Sa femme Josefina et un ami, Jose Concepcion, avaient aussi été incarcérés, mais avaient été ultérieurement libérés sous caution.

La mise en détention de Salas avait fait scandale. Elle intervenait alors que des pourparlers de cessez-le feu étaient en cours, entre le Front national démocratique (NDF — que le PCP dirige) et le nouveau gouvernement Aquino. Ces pourparlers allaient permettre l'ouverture de négociation de paix qui, finalement, avortèrent en 1987.

De plus, l'accusation faisait essentiellement état de faits remontant à avant la chute de Marcos, en février 1986. Le nouveau régime criminalisait ainsi la résistance armée poursuivie contre la dictature par le PCP et la guérilla de la Nouvelle armée du peuple (NPA).

Près de cinq ans après son arrestation, Rodolfo Salas a décidé de plaider coupable. Il s'en explique dans une déclaration datée du 14 mai 1991 : « [J'ai agit ainsi] *parce que, comme des millions de mes compatriotes, je ne peux pas escompter ni espérer justice sous l'actuel gouvernement [...]. La Cour suprême m'a, en pratique, dénié le droit constitutionnel à la liberté sous caution. Mes avocats, ma famille et mes témoins ont été harcelés et intimidés. Trois d'entre eux ont été assassinés.* » Un avocat de Salas, son co-accusé Jose Concepcion et un témoin de la défense ont été abattus en avril 1988 et décembre 1990. Deux autres de ses avocats ont été inclus dans la liste des personnes menacées de mort, distribuée par des groupes paramilitaires et des fonctionnaires locaux.

« *Ma conscience est tranquille. Je n'ai commis aucun crime contre le peuple philippin mais j'ai consacré ces 22 dernières années au service de notre peuple et de notre pays. J'ai plaidé coupable et j'ai accepté des années d'emprisonnement imposées par ce gouvernement. Je ne renoncerais pas mais je continuerai plus que jamais le combat pour la justice dans un cadre social plus vaste et sous des formes plus efficaces.* »

Rodolfo Salas risquait une condamnation à douze ans de prison. Ayant plaidé coupable, il a été condamné à six ans et sera donc libérable en 1992, compte tenu de la détention préventive. Toutes les charges contre Josefina Salas ont été abandonnées.

Dans une interview accordée à *Philippines News and Features* (PNF), Salas remarque : « *Je sais qu'il y aura des réactions mitigées [dans la clandestinité]. Nombreux sont ceux qui vont demander pourquoi j'ai pris cette décision. Mais quand ils en connaîtront la raison, ils diront aussi que c'était la meilleure chose à faire compte tenu des circonstances.* » Après sa libération note PNF, « *Salas aura la possibilité d'agir à nouveau dans le mouvement de masse légal des ouvriers, paysans et étudiants. [...] Il pensera, ceci-dit, à "d'autres options" si les militaires ne lui permettent pas de le rejoindre. "La lutte armée est toujours valable" a-t-il déclaré. Mais il a souligné qu'il préférerait participer aux luttes légales pour le changement social* » (*Daily Globe*, 18 mai 1991). ★

tique, qu'ils avaient une stratégie consistante concernant le processus de paix et qu'ils ne le réduisaient pas à une simple manœuvre tactique. » Sison, pour sa part, ne pense apparemment pas que l'évolution de la situation nationale et mondiale exige des réajustements significatifs dans la stratégie de guerre révolutionnaire prolongée poursuivie par le PCP (13).

La place du terrain électoral est discutée aux Philippines depuis 1978-1986. L'approche des élections générales de 1992 remet cette question au centre des préoccupations de la gauche militante. L'un des principaux documents du Ve Congrès de Bisig, réunit le 14 avril 1991, avait précisément pour objectif d'ouvrir une réflexion de fond sur ce sujet : « *Bisig prépare le terrain pour une intervention sérieuse et à long terme dans l'arène parlementaire. Il importe que ses membres et ses dirigeants aient une compréhension commune des motifs stratégiques et tactiques de cette entreprise. Le champ de la lutte parlementaire est, certainement, plein d'embûches, et nous y entrons,*

comme le reste de la gauche philippine, avec le handicap de l'inexpérience » (14).

Fin avril 1991, Bisig, Pandayan (aile gauche du courant "social-démocrate") et le Mouvement pour une démocratie populaire ont commencé à élaborer une plateforme électorale commune. Le Partido ng Bayan (Parti du Peuple), d'orientation nationale démocrate, vient pour sa part d'annoncer qu'il présentera des candidats et discute de sa politique d'alliances, pour les présidentielles, notamment.

Le besoin de l'unité dans une gauche pluraliste continue à s'affirmer. Bisig s'est formé en 1985-1986, en rassemblant des groupes et militants venus d'horizon divers, inaugurant ainsi une expérience

13) "The People's Struggle for a Just Peace. Two Articles by Jose Maria Sison", *International Network for Philippine Studies*, juin 1991 (INPS, Postbus 1452, 3500 BL Utrecht, The Netherlands).

14) "Outline: Bisig's orientation to parliamentary struggle (second draft)". Le cinquième Congrès de Bisig a par ailleurs élu Randolph "Randy" David président, le dirigeant syndical "Bong" Malonzo vice-président et Ronald Llamas secrétaire général.

15) Il s'agit de ses cadres les plus connus, ex-détenus politiques : Horacio "Boy" Morales, ancien président du NDF, main-

d'unification originale aux Philippines. Le Mouvement pour une démocratie populaire s'est formellement constitué le 11 mars 1991, lors de sa première assemblée générale. On peut faire remonter les racines historiques de ce courant à la fin des années 1970, quand certains de ses dirigeants actuels ont tenté d'introduire des conceptions plus largement unitaires au sein du Front national démocratique (15). Après 1986, ces militants se sont attachés à définir les modalités d'un véritable "pouvoir populaire". Ils se sont investis sur le terrain unitaire et ont participé au renforcement des organisations non-gouvernementales (ONG), constituant un "essaïm" d'ONG. Lors de leur assemblée générale, ils ont aussi souligné la nécessité d'œuvrer au développement d'un « *nouvel internationalisme* ».

Lutte armée et élections

Le débat se poursuit sur le rapport entre les différentes méthodes et les différents terrains de lutte (lutte armée et politique, lutte rurale et urbaine), sur l'analyse de la société philippine et la situation internationale. Il est particulièrement significatif qu'*Ang Bayan* ait ouvert la question du parti d'avant-garde et de son rapport à la "société civile". En 1986, notamment, de nombreux militants ont mis en cause la façon dont le PC avait imposé la ligne du boycott des élections présidentielles, sans tenir compte des modalités de fonctionnement propres aux organisations de masse. Comme en bien d'autres pays, la conception du rapport entre partis et organisations populaires reste au cœur des divergences de la gauche philippine.

Enfin, de grandes questions, hier largement ignorées, s'imposent aujourd'hui. C'est, avant tout, le cas de l'oppression des femmes. Le développement rapide des organisations féministes (regroupées en particulier dans la coalition Gabriela) a amené le Front national démocratique à modifier son programme, en consacrant tout un point à la lutte de libération des femmes (16). Ces dernières années, la gauche philippine a aussi commencé à prendre conscience de l'importance des questions écologiques.

L'enjeu des débats qui s'engagent aujourd'hui ne saurait être sous-estimé. *Ang*

tenant président du MPD, Eddicio de la Torre, ancien fondateur des CNL et vice-président. Quant à Isagani Serrano, lui-aussi vice-président, il aurait occupé avant son arrestation d'importantes fonctions dans la clandestinité. Selon Gareth Porter, il aurait été président de la Commission urbaine nationale (Porter, "Strategic Debates and Dilemmas in the Philippine Communist Movement", in *The Philippines in a Changing Southeast Asia* : Conference Papers, S. Dorr & D. Mitchell ed.).

16) Voir Joel Rocamora, "The NDF Program : 1973-1990 — A Textual Analysis", rapport présenté à la Conférence européenne sur les Etudes philippines, 1991, Amsterdam.



L'arsenal antisyndical

Le mouvement syndical britannique — encore numériquement très puissant — est en train de subir une défaite. Le taux de chômage a augmenté de manière spectaculaire sans qu'il n'y ait une résistance significative. Les patrons testent leur force et lancent de nouvelles offensives ; des plans de restructuration sont appliqués dans toute une série de secteurs ; dans l'industrie, les accords salariaux sont les plus bas qu'on ait connu depuis des années. Le nombre d'employeurs négociant des conventions collectives diminue et les syndicats sont de plus en plus mis à l'écart. Dans ce contexte, les adhérents des syndicats perdent confiance.

Alan THORNETT



RECEMMENT, les travailleurs ont pourtant remporté quelques victoires, telles la défaite de la droite et l'élection d'un "mouton noir", Bill Morris, au poste de secrétaire général de la plus impor-

tante fédération britannique, le Syndicat des transports et autres professions (TGWU) (1). Mais ces événements ne modifient guère le panorama général ; les patrons font plus ou moins ce qu'ils veulent, et la résistance est très faible.

Trois facteurs principaux expliquent cette situation : l'ampleur de la récession actuelle et l'importante hausse du chômage qui en résulte ; l'emprise du "nouveau réalisme" (2), qui est pratiquement hégémonique aujourd'hui sur le mouvement ouvrier ; et le succès des lois anti-grèves des conservateurs, qui imposent une véritable chape de plomb — facteur le plus important auquel sont confrontés les syndicats britanniques.

L'éventail de mesures dont disposent aujourd'hui les patrons contre les syndicats résulte de sept lois votées par le Parlement durant les douze dernières années.

● La loi sur l'emploi de 1980 a introduit le concept d'"action secondaire", qui limite la légalité des mobilisations dans l'industrie au lieu de travail des salariés et rend illégale toute action de solidarité — définie comme une activité à "des fins politiques".

● La loi sur l'emploi de 1982 a aboli l'immunité dont les syndicats bénéfi-

ciaient depuis 1906, en cas de plaintes pour les dommages ou les pertes dus à des mobilisations dans l'industrie.

● La loi sur les syndicats de 1984 a introduit le principe du "vote par correspondance" dans les élections syndicales. Elle a aussi soumis l'existence des fonds politiques syndicaux (3) à un vote.

● La loi sur l'ordre public de 1986 a accru les pouvoirs de la police face aux piquets de grève.

● La loi de 1988 sur l'emploi oblige les syndicats à organiser un vote avant le démarrage d'une grève. Elle a aussi permis une utilisation plus large des injonctions légales contre les syndicats et autorisé les dissidents à assigner en justice tel ou tel syndicat à propos de questions organisationnelles internes.

● La loi de 1989 sur l'emploi a réduit les droits des ouvriers licenciés et les décharges syndicales.

● La loi sur l'emploi de 1990, la plus draconienne de toutes, rend illégal le *closed-shop* préalable (4), restreint encore davantage les grèves de solidarité, rend les syndicats légalement responsables des grèves sauvages s'ils ne les condamnent pas, légalise le renvoi des grévistes "non officiels" et interdit formellement d'agir,

1) Cette fédération, qui regroupait au départ les salariés du secteur des transports, s'est étendue, dans les années 70, à d'autres professions industrielles ou du commerce.

2) Le "nouveau réalisme" est le nom donné à la renonciation formelle à la lutte de classe des dirigeants du Parti travailliste et des syndicats.

3) Légalement, les fonds politiques des syndicats peuvent être utilisés pour aider n'importe quel parti ou cause, mais en fait, ce sont les principales ressources financières du Parti travailliste — ce dont tout le monde est pleinement conscient. Lors des élections organisées par le gouvernement au début des années 80, une majorité écrasante s'est prononcée pour que ces fonds ne soient plus versés.

4) Le *closed-shop* est l'appartenance syndicale automatique et obligatoire ; dans certaines branches, il était préalable à l'embauche.

Bayan s'affirme optimiste. La rédaction juge que « le moment est mûr pour appeler les masses à renverser le régime Aquino ». Elle espère « un tournant stratégique » dans le cours des années qui viennent. « Il y a, à l'ordre du jour de la décennie 90, une victoire décisive pour la révolution démocratique du peuple. » Mais elle ne considère pas pour autant que cette victoire est acquise : « Comment concrétiser ce tournant décisif dans le combat révolutionnaire [...], c'est une question qui reste à résoudre » (17).

Ang Bayan décrit ainsi certaines faiblesses subjectives du mouvement national démocrate, en ce qui concerne les perspectives politiques et stratégiques : « Si l'on cherche une chose qui nous manque entre toutes [...], on trouvera celle-ci : un mot d'ordre politique et une plateforme qui pourraient aider à orienter les forces révolutionnaires et le peuple, face à la crise actuelle. [...] Ils sont indispensables pour offrir une direction unifiée et une dimension politique aux luttes de masse. [...] Sans cela, les initiatives révolutionnaires resteront dispersées, sans caractère systématique. [...] Il reste encore à définir quel type de gouvernement de coalition devrait être établi, quelles réformes sociales devraient avoir la préséance, à quel point des concessions et des compromis peuvent être réalisés avec d'autres forces politiques » (18).

Toute la gauche philippine est aujourd'hui confrontée à ces problèmes, qui se posent d'ailleurs aux militants de bien d'autres pays. Les réponses ne sont pas simples, qu'elles touchent aux questions théoriques, stratégiques, politiques ou tactiques. Elles ne se dégageront que d'une confrontation démocratique des expériences, des élaborations, des succès et des échecs de chaque courant révolutionnaire. ★

12 juillet 1991

Les dessins qui illustrent cet article sont extraits de *Update*, revue des droits de l'homme philippine et de *Liberation*, revue du NDF.

17) Ang Bayan, opus cité, "Ang Bayan in the 1990s : New Thrust, New Vigor, New Ideas".

18) Opus cité, "Why we fell short".

même officiellement, en défense des personnes licenciés de cette manière.

Ces lois, et l'attitude des dirigeants syndicaux, ont conduit les syndicats à se débattre dans un imbroglio juridique complexe. Dans la plupart des fédérations, des avocats vérifient tout par le menu et interprètent souvent la loi encore plus strictement que les tribunaux, ce dont de nombreux dirigeants syndicaux leur sont reconnaissants. Ces lois, surtout en l'absence de droits en positif pour les syndicats, sont une arme fantastique aux mains des employeurs et du gouvernement.

La responsabilité de cette terrible situation incombe totalement aux "nouveaux réalistes"; depuis 1980, ils sont déterminés à empêcher toute confrontation avec le gouvernement. Le Congrès des syndicats (Trade Union Congress, TUC — confédération syndicale unique) avait tout d'abord déclaré qu'il combattrait ces lois, mais il a ensuite changé de position et, vers 1983, ses dirigeants ont commencé à insister sur le fait qu'il fallait faire avec. Cela a aidé le gouvernement à écraser la grève des mineurs, et celles des travailleurs du livre, des marins et des dockers; cela a aussi servi d'encouragement à l'introduction progressive de nouvelles lois restrictives. La défaite des mineurs, en 1984-1985, a représenté un tournant décisif, renforçant à la fois le gouvernement conservateur et la nouvelle droite réaliste.

La trahison travailliste

Cette situation est aggravée par les décisions politiques tant du TUC que de la direction Kinnock du Parti travailliste. En 1990, la conférence de ce parti a voté, avec l'appui du TUC, l'acceptation de l'ensemble des lois antisyndicales des conservateurs, en ne proposant que de petites modifications. Cela montre l'ampleur du virage à droite de la direction du Parti travailliste; la dernière fois qu'il était arrivé aux affaires, en 1974, il avait été obligé d'annuler toutes les lois antisyndicales votées par le précédent gouvernement conservateur d'Edouard Heath — et ce, bien que le gouvernement travailliste d'Harold Wilson ait déjà essayé d'introduire une législation antisyndicale en 1969.

La situation comporte néanmoins certains facteurs positifs. Les syndicats comptent encore 9 millions d'adhérents — après leur apogée de 12 millions — et, dans certaines parties du tertiaire, le taux de syndicalisation a augmenté. Mais cela ne suffit pas à compenser le tort causé par la défaite de secteurs traditionnellement puissants, comme les mineurs et les travailleurs du livre, et par le déclin du mouvement des délégués syndicaux (5) dans

La gauche syndicale nord-américaine

Du 19 au 21 avril 1991, s'est tenue à Derborn, près de Détroit, la VIe Conférence nationale de *Labor Notes*, l'organe de la gauche syndicale des Etats-Unis qui a réuni plus d'un millier de participants. Nous reviendrons dans un prochain numéro sur plusieurs aspects importants de cette rencontre, qui reflète assez fidèlement la situation du mouvement ouvrier américain.

Mais un fait important mérite d'être souligné. Pour la première fois depuis des décennies, une opposition syndicale a engagé la bataille pour conquérir la direction nationale d'un grand syndicat. Un ouvrier noir de New York, Ron Carey, est candidat à la présidence du syndicat des camionneurs I.B.T., qui compte 1,6 millions de membres. Il dirige une tendance syndicale appelée *Teamsters for a Democratic Union* (Camionneurs pour un syndicat démocratique), fondée sur quatre revendications principales: démocratie syndicale et élections démocratiques des responsables syndicaux à tous les échelons, ainsi que le droit de tendance; limitation des traitements des dirigeants syndicaux; augmentation des allocations de grève de 45 dollars à 100 dollars par semaine; droit des membres d'approuver ou de rejeter les conventions collectives proposées à la simple majorité.

Lors des derniers sondages, touchant la moitié des syndiqués (l'autre moitié serait indévisée), la liste de Carey recueille 16% des intentions de vote, et aurait déjà 250 délégués pour le prochain congrès syndical. Le candidat de la bureaucratie, Shea, qui le devance encore de 6%, n'a jamais travaillé comme camionneur, il a été recruté au syndicat comme comptable et reste peu apprécié par la base. C'est dire que rien n'est joué pour la direction du syndicat. ★

l'industrie. Autrefois, ces secteurs puissants auraient pu remettre les choses en question et ouvrir la situation. Mais aujourd'hui, les choses sont plus compliquées car les secteurs ouvriers puissants diminuent de plus en plus.

Cela ne signifie pas que la classe ouvrière a perdu sa combativité, mais le sentiment selon lequel, dans les conditions actuelles, les difficultés sont insurmontables se répand.

Aujourd'hui, les lois antisyndicales font partie du quotidien, alors qu'il faudrait qu'elles soient remises en cause partout où c'est possible et qu'il faudrait obliger les patrons à payer au prix fort leur recours à cette législation.

La victoire spectaculaire du mouvement massif de refus de paiement de la *Poll Tax* montre qu'il est possible de ne pas se plier aux lois (6). Environ 14 millions de personnes ont défié la *Poll Tax* et le gouvernement a été obligé de faire marche arrière. Ce qui a été possible dans ce domaine le serait également contre les lois antisyndicales. Il faut noter que le mouvement anti-*Poll-Tax* était complètement extérieur au mouvement ouvrier organisé; le TUC faisait pression sur ses membres pour qu'ils l'acquittent.

Les principales raisons de la perte de confiance actuelle sont politiques, et le résultat des élections législatives — prévues pour 1992 — aura une influence déterminante. Les conservateurs connaissent une crise profonde et l'issue la plus probable de ces élections — mais non certaine — est un gouvernement travailliste. C'est un paradoxe de la situation politique britannique actuelle que le Parti travailliste soit dans sa phase la plus droite depuis la Seconde Guerre mondiale juste au moment où la classe ouvrière a plus que jamais besoin d'un gouvernement travailliste!

Même avec Kinnock, une victoire du Parti travailliste redonnerait confiance et espoir aux travailleurs et préparerait le terrain pour des batailles avec la direction de ce parti, quand Kinnock s'opposera à ces aspirations. En revanche, un quatrième mandat gouvernemental pour les conservateurs pérenniserait la situation actuelle et rendrait toute bataille encore plus difficile.

En soi, l'élection d'un gouvernement travailliste ne résoudra pas la question des lois antisyndicales — loin de là. En fait, le gouvernement travailliste utilisera probablement très vite les lois des conservateurs contre une classe ouvrière plus déterminée. La lutte au sein du mouvement ouvrier, pour obliger le Parti travailliste à rejeter la législation antisyndicale, est donc cruciale.

Le comité syndical du Mouvement socialiste (7) a mené une importante bataille pour que la question des lois antisyndicales soit sur le devant de la scène politique, en développant la "Campagne pour des syndicats sans entraves". En 1990, ce comité a organisé un regroupement autour de cette question lors de la conférence du Parti travailliste; en avril 1991, il a organisé une rencontre qui a remporté un grand succès et a réuni environ 250 militants syndicaux pour discuter de l'impact des lois antisyndicales et de la manière de s'y opposer. ★

Oxford, juin 1991

5) Dans les années 60 et 70, le réseau des délégués syndicaux, directement élus sur leur lieu de travail, constituait un contre-pouvoir important à la bureaucratie syndicale.

6) Voir *Inprecor* n° 306 et n° 309 des 6 avril et 18 mai 1990.

7) Le Mouvement socialiste est un regroupement de la gauche pour une alternative de classe dont une partie des forces sont investies dans le Parti travailliste.

AFRIQUE DU SUD

Congrès de la Wosa

Du 31 mai au 2 juin 1991, quinze mois après sa fondation, l'Organisation des travailleurs pour l'action socialiste (WOSA) a tenu sa première conférence nationale, avec plus de 200 délégués, qui a marqué une avancée significative vers la construction d'une organisation socialiste indépendante en Afrique du Sud.

Les délégués ont discuté de plusieurs questions vitales concernant l'ensemble du mouvement de libération : la situation nationale actuelle ; la nécessité d'une Assemblée constituante et d'un gouvernement provisoire ; et la violence, qui frappe actuellement de plein fouet les townships du Reef.

Les participants ont souligné que l'Etat, qui utilise une stratégie de réformes par en haut tout en organisant, dans le même temps, une guerre de basse intensité contre la population noire, avait mis le mouvement de masse sur la défensive, et que le régime de De Klerk avait donc l'initiative politique. L'allègement des pressions internationales sur le gouvernement a aussi élargi sa marge de manœuvre.

Il a aussi été question des tâches politiques de la WOSA dans ce contexte. Une résolution a été votée, appelant à soutenir une campagne de masse pour une Assemblée constituante qui pourrait, si elle réussissait, aider à la reconstruction du mouvement ouvrier et de ses capacités de lutte. L'une des tâches les plus urgentes du mouvement de libération est la construction d'un front patriotique autour de cette revendication. Les délégués ont insisté sur le fait qu'un tel front devait être un mouvement de masse combatif construit aux niveaux local, régional et national.

A été également adoptée une résolution expliquant que la responsabilité de la violence incombait en premier lieu à l'Etat, qui tente de déstabiliser et de désorganiser les communautés de la classe ouvrière. La conférence a insisté sur le fait que seule une réponse unitaire des communautés ouvrières pourrait faire face à cette attaque — cela passe par la mise sur pied de comités d'autodéfense indépendants et ouverts, qui construisent la paix depuis la base, et évitent les actions indisciplinées et antidémocratiques qui jettent les travailleurs des foyers dans les bras des dirigeants d'Inkhata ou d'autres réactionnaires. ★

TUNISIE

Arrestations et tortures

Selon un rapport de l'organisation des droits de l'homme, Amnesty International, la répression contre les islamistes, accusés le 22 mai 1991 par le pouvoir tunisien de « *conspiration visant à s'emparer du pouvoir* » a donné lieu à une escalade de tortures et à des mises au secret (voir *InpreCOR* n° 332 du 7 juin 1991).

Au moins 300 membres présumés d'un groupe islamiste ont été arrêtés depuis deux mois ; beaucoup d'entre eux sont restés en prison sans pouvoir consulter ni leur avocat ni leur famille. Depuis quelques mois déjà, la garde à vue qui peut légalement durer dix jours, est devenue illimitée dans le cas des opposants islamistes.

Depuis huit mois au moins, plusieurs centaines de personnes ont été détenues par la police, et pas seulement des islamistes. Elles ont souvent été torturées — certaines dans les locaux même du ministère de l'Intérieur tunisien : brûlées avec des cigarettes, torturées à l'électricité, subissant des sévices sexuels infligés à l'aide de bâtons ou de bouteilles.

Deux prisonniers politiques sont morts en détention en avril et en mai 1991 : Abdelaziz Ben Hamuda Mahuashi, fonctionnaire au Ministère de l'Intérieur et Abdel Laaribi, membre du conseil consultatif du mouvement intégristes Ennahdha, arrêté le 3 mai 1991. ★



GRANDE-BRETAGNE

Non à la Dette

Plus d'un millier de personnes ont manifesté, le 14 juillet 1991, à Londres, pour réclamer l'annulation de la dette du tiers monde à l'occasion du sommet des Sept (G7). Des sections locales du Parti travailliste, des syndicats d'employés municipaux, ainsi que des travailleurs du cinéma et de la télévision, l'organisation marxiste-révolutionnaire Socialist Outlook, et des associations de solidarité avec le tiers monde avaient appelé à cette manifestation. Des représentants des campagnes pour l'annulation de la dette en France et en Belgique étaient présents. Lors du meeting qui a clôturé la marche, les députés du Parti travailliste, Jeremy Corbyn et Caroline Lucas, un dirigeant du Parti

vert et Leone Briones de la coordination philippine contre la dette ont pris la parole.

Si elle a été modeste, cette manifestation a eu un impact politique important — la presse, et notamment la télévision, en ont rendu compte. La campagne avait trouvé un écho important dans le mouvement ouvrier et avait été soutenue par de nombreux dirigeants syndicaux.

La nouveauté qu'un tel thème représente pour la majorité de la gauche et des travailleurs britanniques, ainsi que la fatigue du mouvement de masse après la guerre du Golfe et les campagnes contre la *Poll-Tax* expliquent les difficultés qu'a rencontrées la mobilisation.

Mais la campagne garde des acquis importants en Grande-Bretagne. Une coalition large a été mise sur pied sur le sujet pour la première fois.

En 1992, le sommet des Sept se tiendra en Allemagne — si les formes de la mobilisation n'ont pas encore été discutées, l'idée de faire une rencontre internationale contre la dette est d'ores et déjà retenue. ★

FRANCE

Contre le "nouvel ordre" de Bush et Mitterrand

Plus de 1500 personnes ont participé au rassemblement annuel de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section française de la IVe Internationale), le 22 juin 1991, à Paris. Il s'agissait, après la guerre, de réfléchir à ses conséquences, aux projets impérialistes pour le Moyen-Orient et le tiers monde, ainsi qu'aux perspectives révolutionnaires. La participation de nombreux invités français et internationaux a prouvé que la résignation que veulent imposer les grands de ce monde n'est pas de mise.

Des personnalités françaises, qui s'étaient toutes opposées à la guerre, étaient présentes : des représentants de la commission d'enquête qui s'est récemment rendue en Irak (voir *InpreCOR* n° 332 du 7 juin 1991), le député socialiste Julien Dray, Roger Martelli, membre oppositional du comité central du Parti communiste français (PCF) et un dirigeant de Lutte ouvrière (LO). Le Maghreb, la Palestine et le Moyen-Orient ont été un sujet de débat important avec, entre autres, Michel Washarowsky de la LCR d'Israël, Azni Bishara des territoires occupés, ainsi que des représentants de différentes organisations du Kurdistan. Ce rassemblement a été aussi l'occasion de se pencher sur les conséquences du "nouvel ordre" dans le tiers monde avec notamment l'agronome René Dumont, une représentante du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT, section mexicaine de la IVe Internationale) et Amadou Guirou de l'organisation sénégalaise de la IVe Internationale.

Le meeting central, animé par Janette Habel, comptait sur la participation de représentants de nombreux peuples en lutte (le Front sandiniste du Nicaragua, le Front Farabundo Martí du Salvador, le Parti des travailleurs du Brésil, le Sinn Fein d'Irlande, la Palestine) ; Christine Serfaty est intervenue au sujet de l'expulsion par le gouvernement français de l'opposant marocain Moumen Diouri en direction du Gabon — une manifestation a eu lieu le lundi 24 juin, à l'appel de l'ensemble des organisations de la gauche française contre cette mesure qui vient d'ailleurs d'être remise en cause par la justice française. Les déboutés du droit d'asile (voir *InpreCOR* n° 332 du 7 juin 1991) ont aussi participé à ce meeting, clôturé par Alain Krivine. ★

INpreCOR